

**Direction des Statistiques,
des Etudes et des Fonds**

**Données chiffrées
octobre 2018**

Annuaire statistique Populations 2016

Annuaire statistique

Populations

Données 2016

David Foucaud
Nadia Ferkal

courriel : foucaud.david@ccmsa.msa.fr
courriel : ferkal.nadia@ccmsa.msa.fr

ISSN 2495-1404

Table des matières

Repères statistiques.....	4
1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2016.....	4
2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2016.....	5
3. La population française en 2016	6
La Mutualité sociale agricole	6
A. Création de la Mutualité sociale agricole.....	7
1. Historique	7
2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2016.....	9
B. Populations	10
1. Les actifs	10
1.1. Structure de la population active agricole au 1 ^{er} janvier 2016	10
1.2. Historique du nombre d'actifs agricoles de 2012 à 2016	11
1.3. Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1 ^{er} janvier 2016	12
1.4. Les cotisants non-salariés agricoles.....	13
1.4.1 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2012 à 2016	13
1.4.2 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2016	13
1.4.3 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2016.....	16
1.4.4 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2016.....	19
1.4.5 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2016	22
1.4.6 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2016.....	24
1.4.7 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2016	26
1.5 Les actifs salariés agricoles.....	28
1.5.1 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2016,	28
1.5.2 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2012 à 2016.....	30
1.5.3 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2016.....	31
1.5.4 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2012 à 2016	33
1.5.5 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2016.....	34
1.5.6 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2012 à 2016.....	36
1.5.7 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2016.....	37
1.5.8 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2012 à 2016	39
1.5.9 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2016.....	40
2. Les personnes couvertes	42
2.1 Les ressortissants (avec double compte).....	42
2.1.1 Historique des ressortissants agricoles de 2012 à 2016	42
2.1.2 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2016	43
2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole.....	44
2.2.1 Historique des personnes protégées de 1992 à 2016	44
2.2.2 Ventilation départementale des personnes protégées en 2016.....	45
2.3 Les patients au régime agricole	46
2.3.1 Historique des patients de 2012 à 2016.....	46
2.3.2 Ventilation départementale et régionale des patients (hors CMU-C) en 2016	47
2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle complémentaire.....	48
2.4.1 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU-C en 2016.....	49
2.5 Les retraités du régime agricole	50
2.5.1 Historique des retraités de 2012 à 2016	50
2.5.2 Ventilation départementale des retraités en 2016	51
2.5.3 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2016	52
2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole	53
2.6.1 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité	53
2.6.2 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2016....	54
2.6.3 Historique des bénéficiaires de prestations familiales	56
2.6.4 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiale au 31 décembre 2016.....	57
2.6.5 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2012 à 2016.....	59
2.6.6 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2016.....	60

2.6.7 Historique des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) ou de la Prime d'activité en 2016	61
2.6.8 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) ou de la Prime d'activité en 2016.....	62
2.6.9 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2012 à 2016	63
2.7.0 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2016	65
Régions et départements	66
Sigles cités.....	67

TELECHARGER LES DONNEES AU FORMAT EXCEL : 

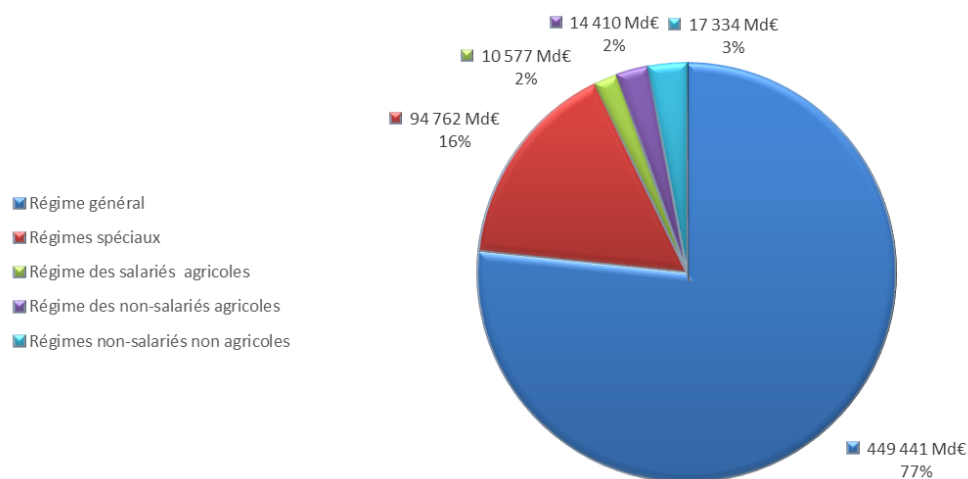
Repères statistiques

1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2016

La Mutualité sociale agricole est le deuxième régime de protection sociale de base en France avec 4 % des prestations servies.

Graphique 1

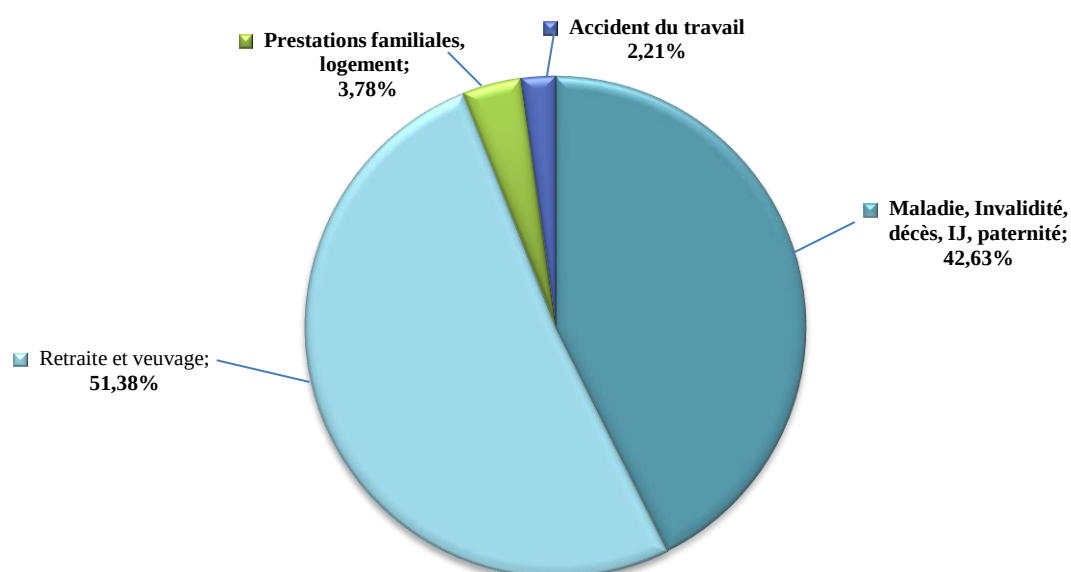
**Répartition des prestations légales de sécurité sociale entre les régimes de base en 2016
(en droits constatés)**



Source : CCSS 2017

Graphique 2

Répartition des prestations légales du régime agricole en 2016(*)



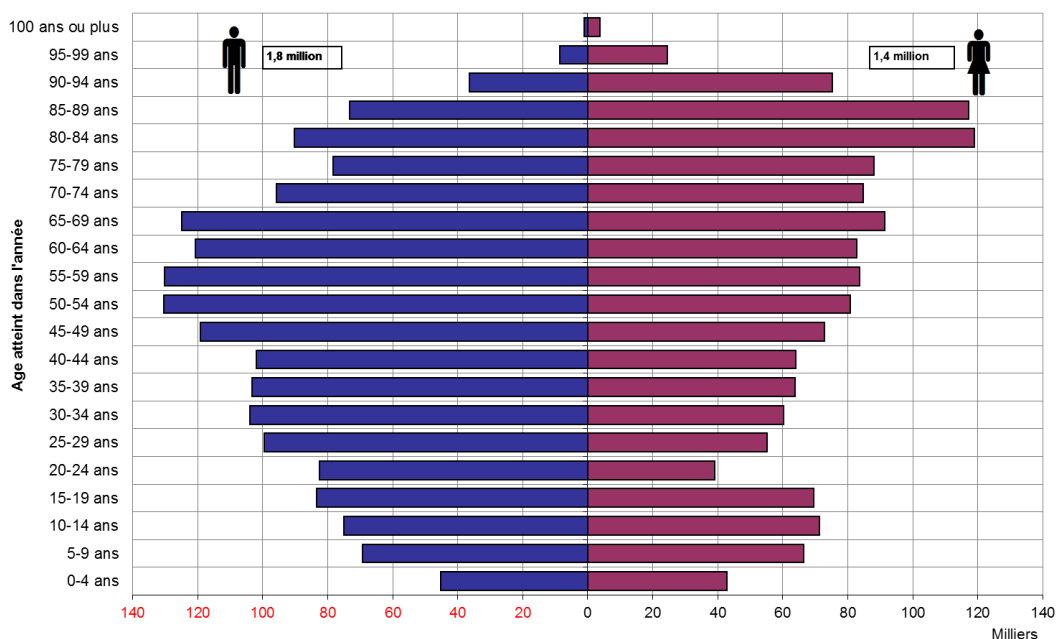
(*) En droits constatés.

Source : MSA.

2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2016

Graphique 3

Pyramide des âges des personnes protégées en maladie au régime agricole à fin 2016

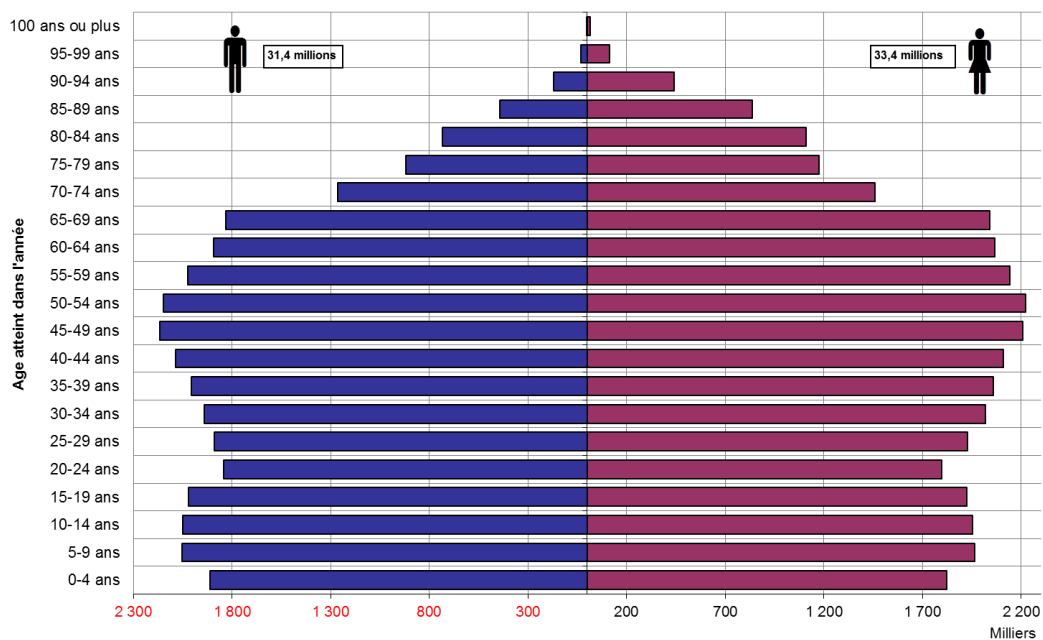


Source : Rniam - Régime agricole (janvier 2017)

3. La population française (métropole) en 2016

Graphique 4

Pyramide des âges au 1^{er} janvier 2017



Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés à fin 2016)

La Mutualité sociale agricole

A. Création de la Mutualité sociale agricole

B. Populations

A. Création de la Mutualité sociale agricole¹

1. Historique

Au cours de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, pour faire face aux difficultés entraînées par la perte du bétail ou la destruction des récoltes, les agriculteurs ont créé spontanément des mutuelles locales. Celles-ci n'avaient aucun statut défini jusqu'à la loi de 1884 relative aux syndicats qui reconnaît aux agriculteurs le droit à la représentation professionnelle et la loi du 4 juillet 1900 qui consacre définitivement l'existence et la libre constitution des caisses d'assurances mutuelles agricoles. C'est le point de départ du développement des assurances agricoles : assurance contre les accidents, la grêle, l'incendie, etc.

A partir de 1928 (loi du 5 avril) et 1930 (loi du 30 avril), les Assurances sociales (ASA) devenues obligatoires avec assujettissement de tous les salariés et participation des employeurs, sont prises en charge par les caisses. Mais la multitude d'organisations gestionnaires nuit à leur application et le législateur intervient en canalisant la majorité des adhésions du monde agricole vers les Sociétés de secours mutuels agricoles. L'année 1935 (décret-loi du 30 octobre) voit ainsi l'essor de la branche sociale de la Mutualité agricole.

Le droit aux allocations familiales (PFA) pour les chefs de famille et l'obligation de cotisation pour tous les employeurs apparaissent en 1932 en France. Ils sont appliqués en 1936 (loi du 5 août) pour les salariés de l'agriculture et en 1939 (décret-loi du 29 juillet) pour les exploitants. La gestion est également prise en charge par les sociétés de secours mutuels agricoles. Après la guerre de 1939-45, les avantages sociaux comparables aux autres catégories socioprofessionnelles sont acquis progressivement par les salariés agricoles ; le fait le plus notable étant l'assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (loi du 25 octobre 1972).

L'unification de l'ensemble des institutions mutualistes par branche d'activité dans une circonscription définie s'amorce à partir de 1940 (loi du 2 décembre) et se précise l'année suivante : sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'application des lois sociales de l'agriculture est confiée uniquement aux caisses mutuelles agricoles professionnelles. La Mutualité sociale agricole est confirmée officiellement en tant qu'**organisme professionnel** dont la mission est de **gérer l'ensemble des risques sociaux** des assurés agricoles. Par la loi du 5 avril 1941, le droit institutionnalise une situation de fait : le **guichet unique**, caractéristique de l'organisation du régime agricole adaptée à la spécificité du monde rural.

Avec l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui affirme le principe de l'universalité de la Sécurité Sociale et prévoit le maintien de la pluralité des régimes, la MSA poursuit son action dans le milieu agricole et met en place en 1949 un système électif. La MSA est ainsi gérée de façon démocratique et professionnelle.

Par le rétablissement, en 1949, des conseils d'administration départemental et central et de l'assemblée générale constitués d'assurés élus, la Mutualité sociale agricole retrouve une **gestion démocratique**, autre originalité du régime agricole. Née au sein du monde agricole et rural et adaptée au particularisme de celui-ci, la Mutualité sociale agricole, est composée de professionnels élus entre eux pour assurer et développer l'aide sociale en milieu rural.

La couverture sociale des exploitants fut plus tardive à se mettre en place : au lendemain de la guerre, ils ne bénéficiaient que des allocations familiales. L'Assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952. Mais surtout, l'assurance maladie, maternité, invalidité (Amexa), créée en 1961 (loi du 25 janvier) est une étape essentielle dans l'histoire de la protection sociale. Elle fait des agriculteurs exploitants les premiers travailleurs indépendants à bénéficier de la couverture du risque maladie.

Le régime agricole, devant le déséquilibre démographique qui s'amorça entre les deux guerres par un important transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur de l'industrie, eut recours à un financement extérieur nécessaire. Le régime propre aux exploitants relève d'un budget voté chaque année par le Parlement. Depuis 1949 pour les prestations familiales et 1960 par une loi de 1959 pour l'ensemble de la protection sociale, le Budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) est un exemple unique dans la législation française de Sécurité sociale. "L'Etat évaluateur", annexé au Bapsa, est la prévision budgétaire annuelle corollaire aux salariés, présentée aussi au Parlement sans faire l'objet d'un vote.

En 2005, le Fonds de financement des prestations sociales agricoles (Ffipsa) remplaça le Bapsa. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a procédé à la suppression du FFIPSA à compter du 1^{er} janvier 2009 et a transféré la gestion du régime des non-salariés agricoles à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA). A cette date, les droits et obligations du Ffipsa ont ainsi été transférés à la CCMSA.

Le financement de l'assurance "accidents du travail" consiste en un budget indépendant soumis au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (CSPSA).

La loi n°2001-1128 du 30 novembre 2001 qui rentre en vigueur le 1^{er} avril 2002 améliora la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (Atexa) rendant l'affiliation obligatoire et en faisant ainsi une nouvelle branche de la protection sociale agricole.

Jusqu'au 31 décembre 2013, la branche des accidents de travail de la population des non-salariés agricoles pouvait être assurée soit directement auprès d'une caisse de Mutualité sociale agricole (MSA), soit auprès d'un autre assureur.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a supprimé cette disposition. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, la totalité des personnes non-salariées agricoles est assurée par les caisses de MSA.

En 2003, la retraite complémentaire obligatoire (RCO) est créée pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Au 1^{er} janvier 2007, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) remplace les allocations qui constituaient le minimum vieillesse.

¹ Source : Union des Caisses centrales de la Mutualité agricole, La Mutualité sociale agricole, 2^{ème} édition 1984.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

A partir du 1^{er} juillet 2009, le Revenu de solidarité active (rSa) entre en vigueur et remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API).

A partir du 1^{er} septembre 2010, le rSa est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles justifient avoir travaillé l'équivalent de 2 ans à temps plein durant les 3 années qui précèdent la demande, soit 3 214 heures de travail. Il sera tenu compte des périodes de chômage dans la limite de 6 mois, ce qui peut prolonger l'examen des conditions d'activité sur une période de 3 ans et 6 mois.

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

La loi du 9 octobre 2010 portant réforme des retraites étend le régime de RCO aux aides familiaux et collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole, dans les mêmes conditions que pour les chefs d'exploitation.

En ce qui concerne la retraite de base, l'assurance veuvage est rétablie à compter du 1^{er} janvier 2011, tant pour les salariés que les non-salariés agricoles.

La majoration pour conjoint à charge dans la retraite de base est supprimée à compter du 1^{er} janvier 2011.

Parallèlement, le compte personnel de prévention de la pénibilité a été institué et est destiné à prévenir l'exposition des salariés à des facteurs de risques professionnels pouvant affecter leur santé, ainsi qu'à prendre en compte leur exposition dans leurs droits à la retraite.

Le but de ce compte est de prendre en considération la réalité de la vie au travail dans le décompte des cotisations retraite et de l'âge de départ en retraite. Son principe est le suivant : chaque salarié du secteur privé travaillant dans des conditions difficiles peut accumuler des points qui donnent droit :

- à un départ à la retraite anticipé,
- un passage d'un travail à temps plein à un travail à temps partiel (avec le même salaire garanti pendant deux années),
- une aide au financement d'une formation visant à se reconvertir professionnellement.

L'article 35 de la loi n°2014-40 du 20 janvier 2014 crée un « complément différentiel de points de retraite complémentaire obligatoire » permettant de porter le montant de la retraite des chefs d'exploitation ayant effectué une carrière complète au niveau de 73% du Smic au 1^{er} janvier 2015, 74% au 1^{er} janvier 2016 et 75% au 1^{er} janvier 2017, à la date de liquidation.

2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2016

La Caisse de Mutualité Sociale Agricole est le seul organisme gestionnaire pour la population agricole de l'ensemble des risques sociaux. Ce caractère original se traduit par le **guichet unique**. Il permet ainsi à chaque assuré la prise en compte globale de sa situation.

Prestations assurées par les Caisses départementales ou pluri-départementales de Mutualité sociale agricole en 2016

Non-salariés	Salariés
Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité } AMEXA	Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité Assurance décès Assurance vieillesse Assurance veuvage } ASA
Assurance vieillesse Assurance veuvage } AVA	
Retraite complémentaire obligatoire } RCO	Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active } PFA
Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active } PFA	
Accidents du travail et maladies professionnelles } ATEXA	Accidents du travail et maladies professionnelles } AT

B. Populations

1. Les actifs

Méthode : pour chaque grande catégorie de non-salariés et de salariés, la correspondance adoptée entre les effectifs d'actifs et les populations gérées par la Mutualité Sociale Agricole au 1^{er} janvier 2016 est la suivante :

Non-salariés

Les non-salariés cotisent à au moins une des quatre branches maladie (Amexa), vieillesse (AVA), famille (PFA), accidents du travail (Atexa) et installés au plus tard le 31 décembre 2015 et présents au 1^{er} janvier 2016. Les non-salariés sont dénombrés une seule fois dans l'année.

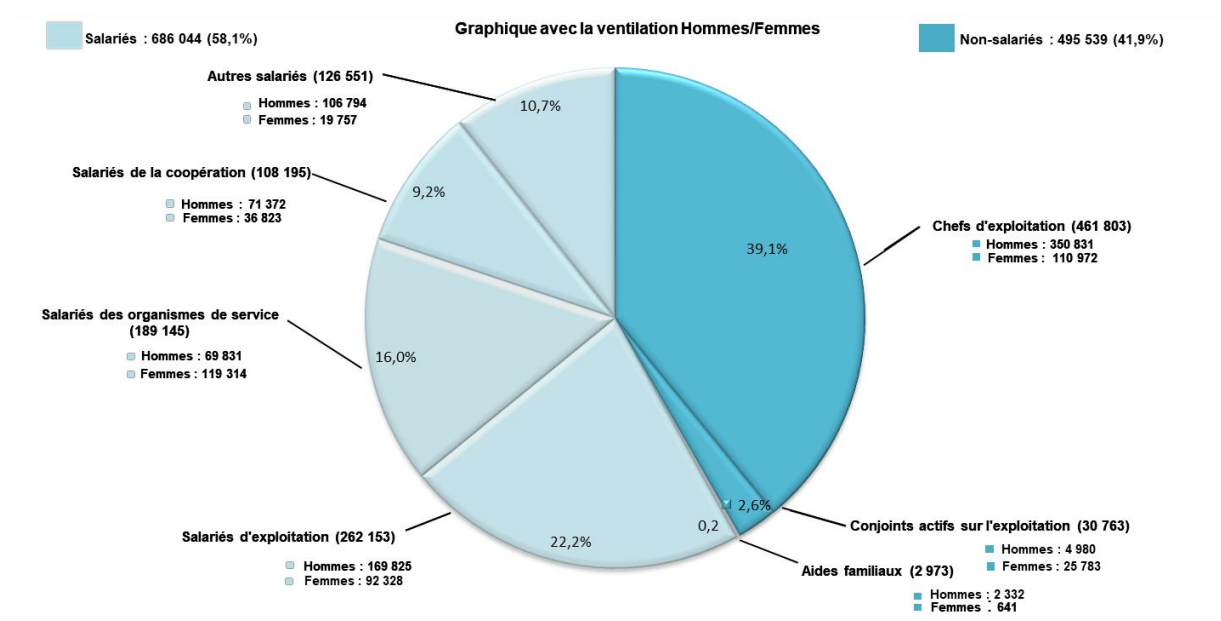
Salariés

Les actifs salariés correspondent au nombre d'emplois en cours au 31 décembre 2015 au régime agricole.

1.1 Structure de la population active agricole au 1^{er} janvier 2016

Graphique 5

Répartition des actifs agricoles selon leur statut et/ou leur secteur d'activité
Total des actifs agricoles : 1 181 583 au 1^{er} janvier 2016



Source : MSA

1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2012 à 2016

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs des principales catégories d'actifs agricoles

Tableau 1
Evolution des actifs agricoles de 2012 à 2016 au 1er janvier

Actifs agricoles	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés :						
- Chefs d'exploitation et d'entreprise	483 815	478 692	473 862	467 591	461 803	-1,2
- Conjointes actifs sur l'exploitation	41 324	38 884	35 975	33 464	30 763	-8,1
- Aides familiaux	4 963	4 586	4 103	3 630	2 973	-18,1
Total Non-salariés	530 102	522 162	513 940	504 685	495 539	-1,8
Salariés (*) :						
- Exploitation	244 437	249 903	256 834	262 295	262 153	-0,1
- Organismes de service	197 586	197 929	196 727	196 384	189 145	-3,7
- Coopération	106 188	110 259	107 128	111 187	108 195	-2,7
- Autres secteurs :						
- Entreprises de travaux agricoles	77 729	81 189	83 924	84 503	84 185	-0,4
- Travaux forestiers	22 844	22 734	23 140	23 640	23 357	-1,2
- Artisanat rural	3 687	3 434	3 096	2 835	2 625	-7,4
- Activités diverses	18 568	18 632	18 443	18 124	16 384	-9,6
Total autres secteurs	122 828	125 989	128 603	129 102	126 551	-2,0
Total Salariés	671 039	684 080	689 292	698 968	686 044	-1,8
TOTAL ACTIFS AGRICOLES	1 201 141	1 206 242	1 203 232	1 203 653	1 181 583	-1,8

(*) Nombre d'emplois en cours en fin d'année

Source : MSA

Le **chef d'exploitation** ou d'entreprise agricole adhère au régime agricole dès lors que son activité est considérée comme agricole sur une exploitation d'une dimension au moins égale à une demi surface minimum d'installation (SMI).

Jusqu'en 2008, le **conjoint** est celui qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, quel que soit le statut ; conjoint collaborateur ou conjoint participant aux travaux. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour le statut de collaborateur d'exploitation. Ce qui induit l'affiliation du conjoint au-delà du mariage puisque le concubin ou le pacsé entre dans ce cadre.

L'**aide familial** est un membre de la famille en dehors du conjoint qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, ascendant et à partir de 16 ans, descendant, frère, sœur ou allié au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Le **secteur exploitation** contient les sous-secteurs suivants : les cultures spécialisées, les champignonnières, l'élevage spécialisé de gros animaux, l'élevage spécialisé de petits animaux, l'entraînement, le dressage, les haras, la conchyliculture, les marais salants, les cultures et l'élevage non spécialisés et la viticulture.

Le secteur **organismes de services** comprend la mutualité agricole, le crédit agricole, les autres organismes professionnels agricoles et le personnel statutaire des sociétés d'intérêt collectif agricole en électricité (Sicae).

Le secteur de la **coopération** regroupe le stockage et le conditionnement de produits agricoles, de fleurs, de fruits et de légumes, l'approvisionnement, la collecte, le traitement et la distribution de produits laitiers, le traitement de la viande, la conserverie de produits autres que la viande, la vinification, l'insémination artificielle, la sucrerie, la distillation, la meunerie, la panification, les coopératives diverses, les unions et les fédérations de coopératives.

Le secteur des **entreprises de travaux agricoles** comprend les entreprises qui effectuent des travaux agricoles s'insérant directement dans le cycle de la production végétale tels que labourage, défrichement, semailles, battage, etc. Il inclut également les entreprises d'entretien et de restauration des parcs et de jardins et les entreprises paysagistes.

Le secteur des **travaux forestiers** concerne la sylviculture, le gemmage, les exploitations de bois et les scieries fixes.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les artisans ruraux ne sont plus affiliés au régime agricole pour leur cotisation aux prestations familiales (mais leurs salariés restent au régime agricole).

Sont inclus dans le secteur des **autres activités** : les gardes-chasse, les gardes-pêche, les jardiniers, les gardes forestiers, les organismes de remplacement et de travail temporaire, les membres bénévoles, les enseignants des établissements d'enseignement agricole.

1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1^{er} janvier 2016

Tableau 2

Les actifs agricoles au 1^{er} janvier 2016 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	4 443	6 163	10 606	Calvados	6 502	10 799	17 301
Allier	5 647	3 958	9 605	Eure	4 425	5 630	10 055
Ardèche	4 291	3 404	7 695	Manche	9 045	10 200	19 245
Cantal	6 939	3 354	10 293	Orne	5 920	5 809	11 729
Drôme	6 008	7 664	13 672	Seine-Maritime	6 298	9 603	15 901
Isère	6 099	7 448	13 547	Normandie	32 190	42 041	74 231
Loire	5 988	5 697	11 685	Charente	5 747	8 094	13 841
Haute-Loire	5 416	2 760	8 176	Charente-Maritime	7 209	12 906	20 115
Rhône	6 496	11 044	17 540	Corrèze	4 791	3 475	8 266
Puy-de-Dôme	7 204	7 162	14 366	Creuse	4 519	1 827	6 346
Savoie	2 882	4 003	6 885	Dordogne	6 969	7 648	14 617
Haute-Savoie	4 258	5 469	9 727	Gironde	7 856	26 288	34 144
Auvergne-Rhône-Alpes	65 671	68 126	133 797	Landes	5 180	9 446	14 626
Côte-d'Or	5 215	8 130	13 345	Lot-et-Garonne	5 980	8 882	14 862
Doubs	4 432	6 263	10 695	Pyrénées-Atlantiques	11 223	9 441	20 664
Jura	3 177	2 773	5 950	Deux-Sèvres	6 752	8 777	15 529
Nièvre	3 589	2 977	6 566	Vienne	5 127	5 730	10 857
Haute-Saône	3 052	2 754	5 806	Haute-Vienne	4 436	3 728	8 164
Saône-et-Loire	7 978	8 106	16 084	Nouvelle-Aquitaine	75 789	106 242	182 031
Territoire de Belfort	400	273	673	Ariège	2 510	1 418	3 928
Yonne	4 378	5 939	10 317	Aude	5 879	7 730	13 609
Bourgogne-Franche Comté	32 221	37 215	69 436	Aveyron	11 055	6 956	18 011
Côtes d'Armor	11 039	16 576	27 615	Gard	5 690	9 286	14 976
Finistère	9 310	16 568	25 878	Haute-Garonne	5 779	7 755	13 534
Ille-et-Vilaine	11 094	14 020	25 114	Gers	7 052	6 982	14 034
Morbihan	8 774	14 483	23 257	Hérault	7 379	11 196	18 575
Bretagne	40 217	61 647	101 864	Lot	4 663	3 493	8 156
Cher	3 934	5 014	8 948	Lozère	3 406	1 174	4 580
Eure-et-Loir	4 472	5 337	9 809	Hautes-Pyrénées	3 730	1 967	5 697
Indre	4 382	2 982	7 364	Pyrénées-Orientales	3 071	6 953	10 024
Indre-et-Loire	4 674	6 977	11 651	Tarn	6 016	6 415	12 431
Loir-et-Cher	3 633	6 880	10 513	Tarn-et-Garonne	4 707	5 237	9 944
Loiret	4 082	8 040	12 122	Occitanie	70 937	76 562	147 499
Centre-Val de Loire	25 177	35 230	60 407	Loire-Atlantique	8 364	17 058	25 422
Ardennes	3 517	2 632	6 149	Maine-et-Loire	9 943	18 342	28 285
Aube	5 134	6 434	11 568	Mayenne	8 568	6 333	14 901
Marne	11 187	18 456	29 643	Sarthe	5 996	7 961	13 957
Haute-Marne	2 787	2 201	4 988	Vendée	8 981	10 357	19 338
Meurthe-et-Moselle	3 078	4 293	7 371	Pays-de-Loire	41 852	60 051	101 903
Meuse	3 342	2 875	6 217	Alpes-de-Haute-Provence	2 532	2 112	4 644
Moselle	3 682	4 466	8 148	Hautes-Alpes	2 220	1 358	3 578
Haut-Rhin	4 234	6 042	10 276	Alpes-Maritimes	2 846	5 716	8 562
Bas-Rhin	4 681	9 371	14 052	Bouches-du-Rhône	5 017	11 780	16 797
Vosges	3 394	4 381	7 775	Var	5 305	9 409	14 714
Grand-Est	45 036	61 151	106 187	Vaucluse	5 239	11 178	16 417
Aisne	5 457	7 286	12 743	Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 159	41 553	64 712
Nord	7 997	14 405	22 402	Corse	3 178	4 032	7 210
Oise	4 075	8 668	12 743	TOTAL	495 539	686 044	1 181 583
Pas-de-Calais	8 522	12 149	20 671				
Somme	6 135	8 020	14 155				
Hauts-de-France	32 186	50 528	82 714				
Île-de-France	7 926	41 666	49 592				

Source MSA

1.4 Les cotisants non-salariés agricoles

1.4.1 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2012 à 2016

Les effectifs de cotisants diffèrent selon la branche considérée car les règles d'assujettissement et d'exonération sont variables pour chacune d'elles.

Tableau 3
Les cotisants non salariés agricoles de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution assujettis 2016/2015 en %
Assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA)(1)	516 104	508 426	492 969	482 242	473 968	-1,7
Assurance vieillesse agricole (AVA)	522 619	514 826	506 018	496 716	488 318	-1,7
Assurance vieillesse individuelle (AVI)	479 148	471 306	461 878	452 201	443 663	-1,9
Retraite complémentaire obligatoire (RCO)	522 534	514 611	505 730	496 431	488 054	-1,7
Prestations familiales agricoles (PFA)	480 195	475 013	466 977	460 835	454 731	-1,3
Assurance accidents du travail (ATEXA) (2)	579 714	571 597	567 463	559 237	546 526	-2,3
Cotisants de solidarité (3)	94 078	96 248	94 300	94 531	95 043	0,5

(1) Dont conjoints collaborateurs cotisants en invalidité.

(2) Hors Alsace-Moselle

(3) Cotisants solidaires exploitant moins de la demi SMI non retraités de vieillesse agricole.

1.4.2 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2016

L'obligation pour les exploitants de cotiser à la branche prestations familiales apparaît en 1939.

Le chef d'exploitation agricole cotise pour lui-même.

Les cotisations sont déterminées à partir d'assiettes sociales.

Dans la branche prestations familiales, l'assiette sociale (base d'imposition sociale) est le reflet de l'assiette brute, puisque dans cette branche ne s'appliquent ni minimum, ni plafonnement. Seules les assiettes brutes négatives sont ramenées à zéro.

Les exploitants agricoles se distinguent par leur régime d'imposition : régime du forfait ou régime du bénéfice réel. Le forfait s'applique de plein droit aux exploitants dont la moyenne des recettes mesurées sur deux années consécutives ne dépasse pas un certain montant.

Le régime d'imposition au bénéfice réel s'applique aux exploitants qui ne répondent pas aux conditions du régime forfaitaire mais aussi aux exploitants relevant normalement du forfait qui souhaitent opter pour le régime du réel.

Il existe aussi le régime mixte qui est un régime transitoire avant de passer au réel. Les exploitants imposés au régime mixte seront inclus parmi les exploitants imposés au réel dans ce document.

Tableau 4

PFA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2016
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réal ou mixte			
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
Ain	538	3 828	3 600	54 505	4 138	58 333
Allier	529	4 624	4 602	51 787	5 131	56 411
Ardèche	2 117	7 781	1 696	24 457	3 813	32 238
Cantal	2 103	9 282	4 220	45 275	6 323	54 557
Drôme	1 911	8 484	3 500	62 158	5 411	70 642
Isère	2 028	9 252	3 589	48 081	5 617	57 333
Loire	1 557	9 284	3 832	39 743	5 389	49 027
Haute-Loire	1 668	7 462	3 244	30 064	4 912	37 526
Rhône	1 867	8 884	3 953	64 966	5 820	73 850
Puy-de-Dôme	2 204	14 530	4 404	56 499	6 608	71 029
Savoie	939	4 017	1 702	30 102	2 641	34 119
Haute-Savoie	1 005	4 888	2 881	44 089	3 886	48 977
Auvergne-Rhône-Alpes	18 466	92 316	41 223	551 726	59 689	644 042
Côte-d'or	301	2 302	4 609	110 170	4 910	112 472
Doubs	300	2 556	3 832	58 278	4 132	60 834
Jura	325	2 325	2 651	38 790	2 976	41 115
Nièvre	399	2 590	2 783	33 947	3 182	36 537
Haute-Saône	267	2 450	2 577	32 601	2 844	35 051
Saône-et-Loire	1 015	7 802	6 290	105 376	7 305	113 178
Territoire de Belfort	71	531	292	3 749	363	4 280
Yonne	341	2 632	3 757	78 855	4 098	81 487
Bourgogne-Franche Comté	3 019	23 188	26 791	461 766	29 810	484 954
Côtes-d'Armor	461	3 266	9 844	151 616	10 305	154 882
Finistère	834	5 105	8 004	120 943	8 838	126 048
Ille-et-Vilaine	543	4 332	9 882	123 155	10 425	127 487
Morbihan	480	3 428	7 779	105 579	8 259	109 007
Bretagne	2 318	16 131	35 509	501 293	37 827	517 424
Cher	312	2 058	3 319	61 166	3 631	63 224
Eure-et-Loir	142	1 230	3 952	93 383	4 094	94 613
Indre	725	4 399	3 372	42 602	4 097	47 001
Indre-et-Loire	529	3 364	3 751	63 553	4 280	66 917
Loir-et-Cher	285	1 619	3 041	61 510	3 326	63 129
Loiret	272	2 120	3 499	70 930	3 771	73 050
Centre-Val de Loire	2 265	14 790	20 934	393 144	23 199	407 934
Ardennes	392	2 807	2 855	52 449	3 247	55 256
Aube	481	5 017	4 409	159 496	4 890	164 513
Marne	1 295	11 915	9 093	362 323	10 388	374 238
Haute-Marne	197	1 369	2 372	31 705	2 569	33 074
Meurthe-et-Moselle	243	1 530	2 570	47 026	2 813	48 556
Meuse	233	1 459	2 878	51 993	3 111	53 452
Moselle	576	3 741	2 863	45 857	3 439	49 598
Haut-Rhin	677	4 044	3 373	55 402	4 050	59 446
Bas-Rhin	721	4 973	3 803	62 936	4 524	67 909
Vosges	559	3 676	2 564	35 364	3 123	39 040
Grand-Est	5 374	40 531	36 780	904 551	42 154	945 082
Aisne	286	2 593	4 571	134 224	4 857	136 817
Nord	783	5 903	6 320	124 514	7 103	130 417
Oise	151	1 352	3 657	96 233	3 808	97 585
Pas-de-Calais	560	4 439	7 040	118 042	7 600	122 481
Somme	181	1 875	5 244	123 205	5 425	125 080
Hauts-de-France	1 961	16 162	26 832	596 218	28 793	612 380
Ile-de-France	312	2 646	6 924	183 830	7 236	186 476

PFA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réal ou mixte			
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
Calvados	502	4 883	5 385	72 159	5 887	77 042
Eure	262	1 994	3 773	73 896	4 035	75 890
Manche	1 031	6 421	7 291	79 329	8 322	85 750
Orne	413	3 487	5 003	48 095	5 416	51 582
Seine-Maritime	466	3 106	5 191	94 821	5 657	97 927
Normandie	2 674	19 891	26 643	368 300	29 317	388 191
Charente	813	5 912	4 470	110 611	5 283	116 523
Charente-Maritime	908	7 328	5 575	143 229	6 483	150 557
Corrèze	1 822	9 407	2 625	26 565	4 447	35 972
Creuse	1 375	7 880	2 846	30 830	4 221	38 710
Dordogne	2 051	11 704	4 248	47 503	6 299	59 207
Gironde	1 189	5 322	6 001	114 935	7 190	120 257
Landes	595	3 373	4 225	63 208	4 820	66 581
Lot-et-Garonne	1 308	8 835	4 227	59 040	5 535	67 875
Pyrénées-Atlantiques	3 648	18 786	6 655	51 494	10 303	70 280
Deux-Sèvres	562	3 247	5 801	90 913	6 363	94 160
Vienne	387	3 059	4 342	61 174	4 729	64 233
Haute-Vienne	1 141	6 468	2 906	33 466	4 047	39 934
Nouvelle-Aquitaine	15 799	91 321	53 921	832 968	69 720	924 289
Ariège	1 003	4 276	1 264	10 873	2 267	15 149
Aude	2 826	9 097	2 461	35 968	5 287	45 065
Aveyron	3 603	17 597	6 426	68 873	10 029	86 470
Gard	2 121	10 671	2 903	58 134	5 024	68 805
Haute-Garonne	1 585	7 850	3 701	38 736	5 286	46 586
Gers	1 576	9 829	4 973	59 772	6 549	69 601
Hérault	3 552	13 770	2 989	52 623	6 541	66 393
Lot	1 682	8 329	2 558	29 043	4 240	37 372
Lozère	1 454	6 820	1 675	16 751	3 129	23 571
Hautes-Pyrénées	1 827	7 173	1 602	14 602	3 429	21 775
Pyrénées-Orientales	1 368	4 056	1 319	18 204	2 687	22 260
Tarn	1 761	8 890	3 718	37 817	5 479	46 707
Tarn-et-Garonne	1 490	8 278	2 813	31 681	4 303	39 959
Occitanie	25 848	116 636	38 402	473 077	64 250	589 713
Loire-Atlantique	722	6 182	7 168	103 706	7 890	109 888
Maine-et-Loire	498	4 997	8 835	130 525	9 333	135 522
Mayenne	408	3 365	7 486	75 895	7 894	79 260
Sarthe	312	2 713	5 087	61 823	5 399	64 536
Vendée	361	2 264	8 120	131 364	8 481	133 628
Pays-de-Loire	2 301	19 521	36 696	503 313	38 997	522 834
Alpes-de-Haute-Provence	1 126	5 074	1 118	18 457	2 244	23 531
Hautes-Alpes	1 058	5 360	909	11 725	1 967	17 085
Alpes-Maritimes	679	2 443	1 909	36 177	2 588	38 620
Bouches-du-Rhône	1 237	9 295	3 284	62 542	4 521	71 837
Var	1 720	9 714	3 031	57 127	4 751	66 841
Vaucluse	1 618	8 964	3 198	75 364	4 816	84 328
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 438	40 850	13 449	261 392	20 887	302 242
Corse	1 921	7 675	931	15 850	2 852	23 525
Total	89 696	501 658	365 035	6 047 428	454 731	6 549 086

Source : MSA

1.4.3 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2016

L'assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA) a été créée en 1961. Elle couvre les risques maladie, maternité et invalidité.

Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, ainsi que pour le(s) aide(s) familial(aux) majeur(s) et mineur(s) participant à la mise en valeur de l'exploitation.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivants : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

Jusqu'en 2014, dans la branche AMEXA, les assiettes brutes inférieures à 800 Smic horaire (avec la valeur du Smic horaire constatée au 1^{er} janvier de l'année) sont redressées à 800 Smic. L'assiette sociale individuelle ne peut donc être inférieure à 800 Smic.

En 2016, dans le cadre du plan de soutien aux agriculteurs en difficulté et en réponse aux crises agricoles, l'assiette minimale AMEXA a été supprimée. Par ailleurs, une mesure d'option annuelle a été mise en place : les exploitants agricoles ayant eu de très faibles revenus en 2014 ont la possibilité d'opter en 2015 et 2016 pour le calcul de leurs cotisations sur la base des revenus de l'année précédente, à la place de l'assiette triennale de droit commun.

Tableau 5

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2016
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Ain	4 003	58 456	17	149	203	4 223	58 605
Allier	5 065	56 709	32	225	339	5 436	56 934
Ardèche	3 800	32 417	53	224	323	4 176	32 641
Cantal	6 322	55 360	123	613	365	6 810	55 973
Drôme	5 341	70 681	53	238	393	5 787	70 919
Isère	5 508	57 645	34	201	249	5 791	57 846
Loire	5 351	49 232	50	245	355	5 756	49 477
Haute-Loire	4 891	38 306	65	248	340	5 296	38 554
Rhône	5 772	74 107	34	184	480	6 286	74 291
Puy-de-Dôme	6 559	71 477	82	471	351	6 992	71 948
Savoie	2 618	34 154	48	266	111	2 777	34 420
Haute-Savoie	3 850	49 084	79	545	195	4 124	49 629
Auvergne-Rhône-Alpes	59 080	647 628	670	3 609	3 704	63 454	651 237
Côte-d'Or	4 855	112 015	s	85	s	5 056	112 100
Doubs	4 128	61 187	30	236	177	4 335	61 423
Jura	2 935	41 288	21	136	106	3 062	41 424
Nièvre	3 135	36 577	26	169	276	3 437	36 746
Haute-Saône	2 798	35 222	16	105	127	2 941	35 327
Saône-et-Loire	7 241	113 408	35	247	485	7 761	113 655
Territoire de Belfort	355	4 259	s	30	s	379	4 289
Yonne	4 029	81 282	11	100	171	4 211	81 382
Bourgogne-Franche Comté	29 476	485 238	156	1 108	1 550	31 182	486 346
Côtes-d'Armor	10 202	155 668	21	156	557	10 780	155 824
Finistère	8 696	126 546	27	178	306	9 029	126 724
Ille-et-Vilaine	10 289	128 321	11	70	448	10 748	128 391
Morbihan	8 083	109 451	10	37	368	8 461	109 488
Bretagne	37 270	519 986	69	441	1 679	39 018	520 427
Cher	3 558	63 232	s	183	s	3 765	63 415
Eure-et-Loir	3 975	94 156	10	83	185	4 170	94 239
Indre	3 959	46 993	18	96	168	4 145	47 089
Indre-et-Loire	4 162	66 506	15	92	213	4 390	66 598
Loir-et-Cher	3 231	62 945	s	36	s	3 414	62 981
Loiret	3 671	72 845	11	65	160	3 842	72 910
Centre-Val de Loire	22 556	406 677	81	555	1 089	23 726	407 232
Ardennes	3 204	54 993	12	105	179	3 395	55 098
Aube	4 838	163 599	s	82	s	4 977	163 681
Marne	10 270	371 123	15	165	507	10 792	371 288
Haute-Marne	2 542	33 195	17	82	118	2 677	33 277
Meurthe-et-Moselle	2 786	48 702	18	159	136	2 940	48 861
Meuse	3 049	53 392	21	172	125	3 195	53 564
Moselle	3 340	49 458	21	144	145	3 506	49 602
Haut-Rhin	3 795	59 129	8	53	123	3 926	59 182
Bas-Rhin	4 187	67 505	s	18	s	4 273	67 523
Vosges	3 096	39 191	42	300	162	3 300	39 491
Grand-Est	41 107	940 287	166	1 280	1 708	42 981	941 567
Aisne	4 738	136 105	18	177	342	5 098	136 282
Nord	6 959	130 331	46	328	551	7 556	130 659
Oise	3 725	97 353	16	131	138	3 879	97 484
Pas-de-Calais	7 399	122 350	48	417	550	7 997	122 767
Somme	5 264	124 544	40	321	340	5 644	124 865
Hauts-de-France	28 085	610 683	168	1 374	1 921	30 174	612 057
Île-de-France	7 067	185 496	29	247	425	7 521	185 743

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Calvados	5 734	77 227	40	304	410	6 184	77 531
Eure	3 972	75 344	24	203	201	4 197	75 547
Manche	8 232	86 495	32	144	519	8 783	86 639
Orne	5 302	52 106	28	193	321	5 651	52 299
Seine-Maritime	5 546	97 848	41	315	413	6 000	98 163
Normandie	28 786	389 020	165	1 159	1 864	30 815	390 179
Charente	5 187	116 560	20	168	310	5 517	116 728
Charente-Maritime	6 399	150 461	29	233	501	6 929	150 694
Corrèze	4 381	36 704	37	213	198	4 616	36 917
Creuse	4 208	39 297	49	276	188	4 445	39 573
Dordogne	6 161	59 543	69	376	428	6 658	59 919
Gironde	7 003	119 807	31	229	417	7 451	120 036
Landes	4 587	66 763	13	92	202	4 802	66 855
Lot-et-Garonne	5 391	67 924	24	126	302	5 717	68 050
Pyrénées-Atlantiques	9 690	71 538	104	469	365	10 159	72 007
Deux-Sèvres	6 309	94 756	10	77	279	6 598	94 833
Vienne	4 606	64 356	13	86	254	4 873	64 442
Haute-Vienne	3 990	40 642	43	249	251	4 284	40 891
Nouvelle-Aquitaine	67 912	928 351	442	2 594	3 695	72 049	930 945
Ariège	2 209	15 233	27	71	145	2 381	15 304
Aude	5 178	44 943	41	195	336	5 555	45 138
Aveyron	9 983	87 391	151	793	544	10 678	88 184
Gard	4 924	68 401	45	250	399	5 368	68 651
Haute-Garonne	5 059	46 586	44	199	230	5 333	46 785
Gers	6 309	69 492	21	143	273	6 603	69 635
Hérault	6 407	66 167	50	286	472	6 929	66 453
Lot	4 141	37 700	57	268	240	4 438	37 968
Lozère	3 107	24 308	30	153	197	3 334	24 461
Hautes-Pyrénées	3 371	21 800	50	155	149	3 570	21 955
Pyrénées-Orientales	2 656	22 267	23	60	245	2 924	22 327
Tarn	5 360	47 136	55	274	321	5 736	47 410
Tarn-et-Garonne	4 200	40 194	38	178	251	4 489	40 372
Occitanie	62 904	591 618	632	3 025	3 802	67 338	594 643
Loire-Atlantique	7 828	110 453	22	182	286	8 136	110 635
Maine-et-Loire	9 190	135 942	20	148	365	9 575	136 090
Mayenne	7 779	79 708	12	89	464	8 255	79 797
Sarthe	5 271	64 759	21	165	390	5 682	64 924
Vendée	8 414	134 368	31	236	318	8 763	134 604
Pays-de-Loire	38 482	525 230	106	820	1 823	40 411	526 050
Alpes-de-Haute-Provence	2 220	23 698	29	133	156	2 405	23 831
Hautes-Alpes	1 937	17 208	43	191	126	2 106	17 399
Alpes-Maritimes	2 585	38 712	25	101	186	2 796	38 813
Bouches-du-Rhône	4 439	71 630	50	320	299	4 788	71 950
Var	4 685	66 682	59	351	356	5 100	67 033
Vaucluse	4 745	84 224	19	111	279	5 043	84 335
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 611	302 154	225	1 207	1 402	22 238	303 361
Corse	2 826	23 635	64	251	171	3 061	23 886
Total	446 162	6 556 003	2 973	17 670	24 833	473 968	6 573 673

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.4.4 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2016

L'assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952.

- Une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Les cotisations AVA comprennent :

- Une cotisation qui finance la retraite proportionnelle. Elle est due par chaque chef d'exploitation ou d'entreprise. Elle est calculée dans la limite du plafond de la sécurité sociale et l'assiette minimum de cotisations est fixée à 600 Smic,
- Une cotisation déplafonnée non génératrice de droits avec une assiette minimum à 600 Smic,
- Une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Tableau 6

AVA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2016
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Ain	4 134	59 838	64 547	258	998	4 392	60 836
Allier	5 157	61 752	63 845	445	1 721	5 602	63 473
Ardèche	3 797	36 555	39 692	415	1 605	4 212	38 160
Cantal	6 355	64 174	64 970	544	2 104	6 899	66 278
Drôme	5 375	69 339	79 050	507	1 961	5 882	71 300
Isère	5 610	62 479	67 340	358	1 385	5 968	63 864
Loire	5 374	54 379	56 131	510	1 973	5 884	56 352
Haute-Loire	4 918	45 340	45 647	469	1 814	5 387	47 154
Rhône	5 815	74 002	82 482	623	2 410	6 438	76 412
Puy-de-Dôme	6 622	76 513	79 913	510	1 973	7 132	78 486
Savoie	2 630	34 020	38 042	182	704	2 812	34 724
Haute-Savoie	3 879	50 754	53 348	302	1 168	4 181	51 922
Auvergne-Rhône-Alpes	59 666	689 145	735 007	5 123	19 816	64 789	708 961
Côte-d'or	4 904	82 574	118 886	246	952	5 150	83 526
Doubs	4 134	62 828	63 792	258	998	4 392	63 826
Jura	2 977	42 966	44 765	156	603	3 133	43 569
Nièvre	3 189	37 415	43 385	382	1 478	3 571	38 893
Haute-Saône	2 846	37 910	39 503	179	692	3 025	38 602
Saône-et-Loire	7 298	108 016	122 253	582	2 251	7 880	110 267
Territoire de Belfort	363	4 558	4 763	27	104	390	4 662
Yonne	4 090	68 012	87 973	250	967	4 340	68 979
Bourgogne-Franche Comté	29 801	444 279	525 320	2 080	8 045	31 881	452 324
Côtes-d'Armor	10 315	153 788	170 393	662	2 561	10 977	156 349
Finistère	8 856	123 144	141 405	392	1 516	9 248	124 660
Ile-et-Vilaine	10 430	135 853	144 940	573	2 216	11 003	138 069
Morbihan	8 255	114 284	123 379	439	1 698	8 694	115 982
Bretagne	37 856	527 069	580 117	2 066	7 991	39 922	535 060
Cher	3 630	54 431	69 457	252	975	3 882	55 406
Eure-et-Loir	4 093	78 731	100 026	330	1 276	4 423	80 007
Indre	4 097	49 856	54 143	232	897	4 329	50 753
Indre-et-Loire	4 278	64 540	73 508	333	1 288	4 611	65 828
Loir-et-Cher	3 328	56 846	68 075	265	1 025	3 593	57 871
Loiret	3 774	64 297	78 628	242	936	4 016	65 233
Centre-Val de Loire	23 200	368 701	443 837	1 654	6 397	24 854	375 098
Ardennes	3 247	51 414	59 533	237	917	3 484	52 331
Aube	4 885	113 199	168 620	192	743	5 077	113 942
Marne	10 352	253 086	379 463	693	2 681	11 045	255 767
Haute-Marne	2 577	35 109	37 405	201	777	2 778	35 886
Meurthe-et-Moselle	2 812	46 948	52 425	241	932	3 053	47 880
Meuse	3 104	51 868	57 572	209	808	3 313	52 676
Moselle	3 438	49 622	55 047	228	882	3 666	50 504
Haut-Rhin	4 038	57 438	65 991	178	689	4 216	58 127
Bas-Rhin	4 508	67 021	74 843	149	576	4 657	67 597
Vosges	3 131	40 892	43 416	240	928	3 371	41 820
Grand-Est	42 092	766 597	994 315	2 568	9 933	44 660	776 530
Aisne	4 847	98 626	142 872	506	1 957	5 353	100 583
Nord	7 108	115 734	140 587	766	2 963	7 874	118 697
Oise	3 790	70 977	102 599	205	793	3 995	71 770
Pas-de-Calais	7 609	114 077	135 845	796	3 079	8 405	117 156
Somme	5 420	96 142	133 696	635	2 456	6 055	98 598
Hauts-de-France	28 774	495 556	655 599	2 908	11 248	31 682	506 804
Ile-de-France	7 153	139 971	193 954	565	2 185	7 718	142 156

AVA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Calvados	5 889	78 911	88 058	497	1 922	6 386	80 833
Eure	4 031	66 412	82 012	277	1 071	4 308	67 483
Manche	8 350	95 483	100 848	619	2 394	8 969	97 877
Orne	5 415	59 212	63 659	439	1 698	5 854	60 910
Seine-Maritime	5 661	89 201	107 390	553	2 139	6 214	91 340
Normandie	29 346	389 219	441 967	2 385	9 224	31 731	398 443
Charente	5 284	92 008	123 126	365	1 412	5 649	93 420
Charente-Maritime	6 493	120 126	157 545	622	2 406	7 115	122 532
Corrèze	4 440	42 410	42 978	287	1 110	4 727	43 520
Creuse	4 226	42 815	43 538	261	1 010	4 487	43 825
Dordogne	6 278	65 950	69 617	548	2 120	6 826	68 070
Gironde	7 190	107 020	131 723	480	1 857	7 670	108 877
Landes	4 822	65 719	75 152	269	1 040	5 091	66 759
Lot-et-Garonne	5 502	67 481	76 974	354	1 369	5 856	68 850
Pyrénées-Atlantiques	10 305	90 166	92 600	676	2 615	10 981	92 781
Deux-Sèvres	6 362	95 037	101 808	349	1 350	6 711	96 387
Vienne	4 735	67 115	72 638	317	1 226	5 052	68 341
Haute-Vienne	4 042	44 912	45 879	328	1 269	4 370	46 181
Nouvelle-Aquitaine	69 679	900 759	1 033 578	4 856	18 784	74 535	919 543
Ariège	2 267	19 640	20 057	197	762	2 464	20 402
Aude	5 258	53 108	57 123	439	1 698	5 697	54 806
Aveyron	10 053	100 226	101 398	897	3 470	10 950	103 696
Gard	5 016	64 745	76 537	479	1 853	5 495	66 598
Haute-Garonne	5 275	54 713	57 343	348	1 346	5 623	56 059
Gers	6 548	75 714	81 237	370	1 431	6 918	77 145
Hérault	6 518	70 898	79 429	583	2 255	7 101	73 153
Lot	4 240	42 458	44 003	345	1 334	4 585	43 792
Lozère	3 135	29 240	29 368	244	944	3 379	30 184
Hautes-Pyrénées	3 420	28 576	29 565	239	924	3 659	29 500
Pyrénées-Orientales	2 683	26 698	28 640	297	1 149	2 980	27 847
Tarn	5 489	55 496	57 289	455	1 760	5 944	57 256
Tarn-et-Garonne	4 301	44 386	47 831	326	1 261	4 627	45 647
Occitanie	64 203	665 898	709 820	5 219	20 187	69 422	686 085
Loire-Atlantique	7 915	110 480	120 341	363	1 404	8 278	111 884
Maine-et-Loire	9 340	135 382	147 868	477	1 845	9 817	137 227
Mayenne	7 903	90 445	94 495	593	2 294	8 496	92 739
Sarthe	5 397	70 699	74 525	537	2 077	5 934	72 776
Vendée	8 498	132 218	143 468	441	1 706	8 939	133 924
Pays-de-Loire	39 053	539 224	580 697	2 411	9 326	41 464	548 550
Alpes-de-Haute-Provence	2 243	24 236	27 595	222	859	2 465	25 095
Hautes-Alpes	1 963	18 800	20 410	201	777	2 164	19 577
Alpes-Maritimes	2 579	36 550	41 470	217	839	2 796	37 389
Bouches-du-Rhône	4 500	62 154	77 316	374	1 447	4 874	63 601
Var	4 714	62 058	72 409	437	1 690	5 151	63 748
Vaucluse	4 808	71 673	90 354	323	1 249	5 131	72 922
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 807	275 471	329 554	1 774	6 861	22 581	282 332
Corse	2 833	25 827	29 148	246	952	3 079	26 779
Total	454 463	6 227 716	7 252 913	33 855	130 949	488 318	6 358 665

Source : MSA

1.4.5 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2016

La cotisation d'assurance vieillesse individuelle (AVI) est due pour chaque membre non salarié de l'exploitation ou de l'entreprise âgé d'au moins 16 ans : chef d'exploitation, aide(s) familial(aux) et collaborateurs d'exploitation. Elle n'est pas due par les exploitants et collaborateurs d'exploitation à titre secondaire. Elle finance la retraite forfaitaire.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

L'assiette sociale AVI ne peut être inférieure à 800 Smic ni supérieure au plafond annuel de la Sécurité sociale.

Tableau 7

AVI

Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2016 Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Ain	3 806	60 119	201	3 442	21	338	4 028	63 899
Allier	4 867	63 194	335	4 676	33	437	5 235	68 307
Ardèche	3 459	38 655	322	3 590	57	518	3 838	42 763
Cantal	6 048	68 139	366	4 340	129	1 237	6 543	73 716
Drôme	4 889	70 452	391	5 488	46	467	5 326	76 407
Isère	4 748	61 415	245	3 290	32	363	5 025	65 068
Loire	4 974	56 049	351	4 228	44	464	5 369	60 741
Haute-Loire	4 578	47 908	343	3 595	71	600	4 992	52 103
Rhône	5 413	76 199	478	7 358	35	360	5 926	83 917
Puy-de-Dôme	6 078	77 738	350	4 557	89	899	6 517	83 194
Savoie	2 296	33 785	107	1 717	41	463	2 444	35 965
Haute-Savoie	3 608	51 701	198	2 968	78	1 019	3 884	55 688
Auvergne-Rhône-Alpes	54 764	705 354	3 687	49 249	676	7 165	59 127	761 768
Côte-d'Or	4 626	83 258	184	3 569	17	186	4 827	87 013
Doubs	4 044	63 819	178	3 046	29	396	4 251	67 261
Jura	2 821	43 579	s	1 613	s	289	2 951	45 481
Nièvre	3 028	39 170	275	3 606	29	344	3 332	43 120
Haute-Saône	2 699	38 825	126	1 979	23	241	2 848	41 045
Saône-et-Loire	6 896	109 499	485	8 177	40	488	7 421	118 164
Territoire de Belfort	321	4 450	s	399	s	61	344	4 910
Yonne	3 748	67 548	169	3 248	14	197	3 931	70 993
Bourgogne-Franche Comté	28 183	450 148	1 543	25 637	179	2 202	29 905	477 987
Côtes-d'Armor	9 918	158 063	557	10 919	23	304	10 498	169 286
Finistère	8 514	127 996	307	4 379	35	397	8 856	132 772
Ile-et-Vilaine	9 975	140 979	448	6 770	20	197	10 443	147 946
Morbihan	7 778	117 175	366	6 486	18	165	8 162	123 826
Bretagne	36 185	544 213	1 678	28 554	96	1 063	37 959	573 830
Cher	3 371	55 000	186	3 172	30	368	3 587	58 540
Eure-et-Loir	3 591	75 594	182	4 177	13	214	3 786	79 985
Indre	3 667	49 873	165	2 336	22	221	3 854	52 430
Indre-et-Loire	3 855	63 996	212	3 935	17	202	4 084	68 133
Loir-et-Cher	3 047	56 418	177	3 226	9	115	3 233	59 759
Loiret	3 419	63 421	160	3 275	12	140	3 591	66 836
Centre-Val de Loire	20 950	364 302	1 082	20 121	103	1 260	22 135	385 683
Ardennes	2 991	50 843	s	3 192	s	102	3 175	54 137
Aube	4 372	109 149	134	3 854	9	163	4 515	113 166
Marne	8 958	237 768	499	15 530	17	415	9 474	253 713
Haute-Marne	2 436	35 891	119	2 068	23	253	2 578	38 212
Meurthe-et-Moselle	2 631	47 006	134	2 729	22	379	2 787	50 114
Meuse	2 855	51 662	124	2 457	23	345	3 002	54 464
Moselle	2 988	48 330	145	2 170	20	253	3 153	50 753
Haut-Rhin	3 234	53 641	125	1 845	8	123	3 367	55 609
Bas-Rhin	3 399	60 144	s	1 264	s	42	3 491	61 450
Vosges	2 965	41 902	163	2 637	45	586	3 173	45 125
Grand-Est	36 829	736 336	1 707	37 746	179	2 661	38 715	776 743
Aisne	4 411	96 567	338	7 863	18	329	4 767	104 759
Nord	6 513	114 699	552	10 365	50	657	7 115	125 721
Oise	3 464	69 928	139	3 028	22	308	3 625	73 264
Pas-de-Calais	6 910	113 422	556	9 452	56	935	7 522	123 809
Somme	4 909	94 510	334	7 197	41	698	5 284	102 405
Hauts-de-France	26 207	489 126	1 919	37 905	187	2 927	28 313	529 958
Ile-de-France	6 557	137 413	421	9 736	35	463	7 013	147 612

AVI

Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Calvados	5 463	80 261	406	6 308	47	658	5 916	87 227
Eure	3 734	66 074	197	3 488	23	473	3 954	70 035
Manche	7 924	99 967	510	7 657	33	311	8 467	107 935
Orne	5 094	61 989	320	4 351	36	404	5 450	66 744
Seine-Maritime	5 250	89 737	412	7 534	51	795	5 713	98 066
Normandie	27 465	398 028	1 845	29 338	190	2 641	29 500	430 007
Charente	4 767	90 318	308	6 304	21	353	5 096	96 975
Charente-Maritime	5 978	119 112	499	10 805	28	448	6 505	130 365
Corrèze	3 970	43 403	197	2 254	38	402	4 205	46 059
Creuse	4 034	44 823	188	2 205	52	545	4 274	47 573
Dordogne	5 639	66 971	426	5 082	68	676	6 133	72 729
Gironde	6 506	105 976	411	7 302	35	503	6 952	113 781
Landes	4 167	64 468	206	3 197	17	198	4 390	67 863
Lot-et-Garonne	4 966	68 031	296	3 819	23	217	5 285	72 067
Pyrénées-Atlantiques	8 560	88 757	361	3 876	101	924	9 022	93 557
Deux-Sèvres	6 096	96 829	279	4 879	11	127	6 386	101 835
Vienne	4 314	67 255	253	3 997	10	106	4 577	71 358
Haute-Vienne	3 716	45 841	250	3 424	44	454	4 010	49 719
Nouvelle-Aquitaine	62 713	901 784	3 674	57 144	448	4 953	66 835	963 881
Ariège	2 010	20 557	141	1 395	28	219	2 179	22 171
Aude	4 428	52 807	332	3 986	43	459	4 803	57 252
Aveyron	9 311	104 541	547	6 347	159	1 590	10 017	112 478
Gard	4 475	64 293	392	5 523	41	483	4 908	70 299
Haute-Garonne	4 395	53 501	232	2 968	51	481	4 678	56 950
Gers	5 651	74 525	274	3 743	23	275	5 948	78 543
Hérault	5 609	70 577	452	5 873	48	535	6 109	76 985
Lot	3 774	43 214	240	2 766	57	562	4 071	46 542
Lozère	2 902	30 893	194	2 055	33	303	3 129	33 251
Hautes-Pyrénées	2 757	28 200	144	1 566	50	412	2 951	30 178
Pyrénées-Orientales	2 440	28 026	242	2 694	25	219	2 707	30 939
Tarn	4 992	57 448	319	3 536	61	577	5 372	61 561
Tarn-et-Garonne	3 846	45 246	249	2 754	38	367	4 133	48 367
Occitanie	56 590	673 828	3 758	45 206	657	6 482	61 005	725 516
Loire-Atlantique	7 630	113 364	281	4 811	24	318	7 935	118 493
Maine-et-Loire	8 932	138 111	364	5 769	24	298	9 320	144 178
Mayenne	7 577	95 478	461	6 812	15	205	8 053	102 495
Sarthe	5 089	72 883	389	5 881	28	310	5 506	79 074
Vendée	8 221	134 757	319	5 518	36	464	8 576	140 739
Pays-de-Loire	37 449	554 593	1 814	28 791	127	1 595	39 390	584 979
Alpes-de-Haute-Provence	2 068	25 467	153	1 761	28	300	2 249	27 528
Hautes-Alpes	1 811	19 868	124	1 450	38	373	1 973	21 691
Alpes-Maritimes	2 497	37 726	185	2 514	22	205	2 704	40 445
Bouches-du-Rhône	4 174	62 396	296	4 461	50	576	4 520	67 433
Var	4 280	61 850	354	5 427	58	761	4 692	68 038
Vaucluse	4 482	72 413	278	4 292	25	311	4 785	77 016
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 312	279 720	1 390	19 905	221	2 526	20 923	302 151
Corse	2 615	27 709	170	1 910	58	553	2 843	30 172
Total	415 819	6 262 554	24 688	391 242	3 156	36 491	443 663	6 690 287

Source : MSA

s= Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.4.6 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2016

L'assurance accidents du travail pour les non-salariés (Atexa) est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002, hors Alsace-Moselle qui bénéficie d'un régime particulier. Le chef d'exploitation ou d'entreprise cotise pour lui-même, pour le conjoint participant aux travaux ou le conjoint collaborateur et pour les aides familiaux.

Il n'existe pas d'assiette minimale en Atexa. La cotisation est forfaitaire, modulée en fonction de la catégorie de risque de l'exploitant, elle ne dépend donc pas de son revenu.

Depuis 2008, les cotisants solidaires sont couverts en Atexa. Leurs cotisations sont également forfaitaires.

Tableau 8

ATEXA

Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2016 Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoints à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Ain	3 824	372	213	32	27	526	4 994
Allier	4 882	350	339	75	45	507	6 198
Ardèche	3 493	365	348	36	62	1 212	5 516
Cantal	6 054	402	352	75	143	531	7 557
Drôme	4 950	571	407	71	63	1 064	7 126
Isère	4 775	983	253	87	52	1 626	7 776
Loire	5 018	481	364	108	72	821	6 864
Haute-Loire	4 594	387	348	66	81	841	6 317
Rhône	6 105	627	347	88	112	1 301	8 580
Puy-de-Dôme	5 438	439	483	115	44	747	7 266
Savoie	2 324	385	111	39	55	1 030	3 944
Haute-Savoie	3 632	337	209	47	99	634	4 958
Auvergne-Rhône-Alpes	55 089	5 699	3 774	839	855	10 840	77 096
Côte-d'Or	4 633	338	194	s	s	323	5 557
Doubs	4 067	148	189	56	43	298	4 801
Jura	2 840	194	110	30	41	303	3 518
Nièvre	3 035	177	280	81	45	287	3 905
Haute-Saône	2 709	173	133	28	27	302	3 372
Saône-et-Loire	6 927	464	497	59	47	745	8 739
Territoire de Belfort	323	50	22	s	s	71	475
Yonne	3 760	382	178	61	19	278	4 678
Bourgogne-Franche Comté	28 294	1 926	1 603	363	252	2 607	35 045
Côtes-d'Armor	9 959	486	569	88	29	657	11 788
Finistère	8 521	423	320	60	37	559	9 920
Ille-et-Vilaine	10 016	596	467	120	27	827	12 053
Morbihan	7 812	575	379	60	20	604	9 450
Bretagne	36 308	2 080	1 735	328	113	2 647	43 211
Cher	3 382	317	194	37	33	273	4 236
Eure-et-Loir	3 592	555	199	133	15	201	4 695
Indre	3 677	479	173	47	28	487	4 891
Indre-et-Loire	3 869	471	242	83	21	335	5 021
Loir-et-Cher	3 050	325	189	76	12	287	3 939
Loiret	3 426	411	167	71	16	247	4 338
Centre-Val de Loire	20 996	2 558	1 164	447	125	1 830	27 120
Ardennes	3 005	276	182	51	13	196	3 723
Aube	4 380	569	136	54	11	416	5 566
Marne	9 004	1 468	532	184	20	1 661	12 869
Haute-Marne	2 439	163	120	63	33	147	2 965
Meurthe-et-Moselle	2 638	222	139	87	28	271	3 385
Meuse	2 865	271	127	63	30	221	3 577
Moselle	0	0	0	0	0	0	0
Haut-Rhin	0	0	0	0	0	0	0
Bas-Rhin	0	0	0	0	0	0	0
Vosges	2 975	199	165	35	57	416	3 847
Grand-Est	27 306	3 168	1 401	537	192	3 328	35 932
Aisne	4 424	526	345	157	22	303	5 777
Nord	6 543	735	572	172	63	817	8 902
Oise	3 484	395	146	52	23	197	4 297
Pas-de-Calais	6 936	824	571	202	66	594	9 193
Somme	4 920	598	362	263	63	410	6 616
Hauts-de-France	26 307	3 078	1 996	846	237	2 321	34 785
Île-de-France	6 583	783	439	109	48	565	8 527

ATEXA

Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoints à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Calvados	5 491	544	422	38	64	1 029	7 588
Eure	3 757	400	219	58	32	495	4 961
Manche	7 944	537	538	62	53	1 530	10 664
Orne	5 117	399	343	86	48	711	6 704
Seine-Maritime	5 274	494	438	91	76	656	7 029
Normandie	27 583	2 374	1 960	335	273	4 421	36 946
Charente	4 778	616	307	44	27	476	6 248
Charente-Maritime	5 983	615	508	115	41	666	7 928
Corrèze	4 000	532	210	55	58	1 627	6 482
Creuse	4 044	227	191	26	71	565	5 124
Dordogne	5 652	764	444	58	99	1 854	8 871
Gironde	6 534	837	429	27	38	1 001	8 866
Landes	4 182	734	213	49	28	645	5 851
Lot-et-Garonne	4 994	636	313	29	30	878	6 880
Pyrénées-Atlantiques	8 599	2 010	382	208	144	1 881	13 224
Deux-Sèvres	6 105	323	287	63	19	364	7 161
Vienne	4 322	502	268	53	21	316	5 482
Haute-Vienne	3 740	383	264	34	56	836	5 313
Nouvelle-Aquitaine	62 933	8 179	3 816	761	632	11 109	87 430
Ariège	2 030	305	162	25	40	567	3 129
Aude	4 489	943	357	65	54	1 353	7 261
Aveyron	9 387	898	563	208	197	1 415	12 668
Gard	4 531	632	423	41	60	1 177	6 864
Haute-Garonne	4 436	1 017	254	69	69	1 165	7 010
Gers	5 679	1 006	294	74	29	773	7 855
Hérault	5 691	1 013	516	54	67	2 092	9 433
Lot	3 787	534	243	51	68	1 162	5 845
Lozère	2 931	248	204	15	40	609	4 047
Hautes-Pyrénées	2 789	708	160	41	61	974	4 733
Pyrénées-Orientales	2 454	303	260	27	30	706	3 780
Tarn	5 011	570	333	86	78	787	6 865
Tarn-et-Garonne	3 863	528	265	37	50	649	5 392
Occitanie	57 078	8 705	4 034	793	843	13 429	84 882
Loire-Atlantique	7 638	397	301	68	34	634	9 072
Maine-et-Loire	8 947	558	400	75	33	487	10 500
Mayenne	7 588	434	477	115	19	670	9 303
Sarthe	5 104	370	405	130	39	475	6 523
Vendée	8 220	357	328	96	45	455	9 501
Pays-de-Loire	37 497	2 116	1 911	484	170	2 721	44 899
Alpes-de-Haute-Provence	2 086	226	165	44	36	325	2 882
Hautes-Alpes	1 823	200	128	46	65	389	2 651
Alpes-Maritimes	2 515	121	200	10	32	418	3 296
Bouches-du-Rhône	4 214	433	315	24	63	913	5 962
Var	4 313	541	369	34	70	982	6 309
Vaucluse	4 508	396	294	24	29	759	6 010
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 459	1 917	1 471	182	295	3 786	27 110
Corse	2 639	309	181	16	75	323	3 543
Total	408 072	42 892	25 485	6 040	4 110	59 927	546 526

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.4.7 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2016

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les non-salariés agricoles, chefs d'exploitation ou d'entreprise, cotisent pour la retraite complémentaire obligatoire (RCO). Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, son collaborateur d'exploitation et ses aides familiaux majeurs.

L'assiette minimale RCO est de 1 820 SMIC depuis 2007.

Tableau 9

RCO

Effectif des cotisants et de l'assiette sociale en 2016 Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Conjoints		Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Inactifs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette courrigée (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7)	Assiette (8)	Effectifs (9)=1+3+5+7	Assiette (10)=2+4+6+8
Ain	4 129	90 433	240	2 785	s	232	s	18	4 390	93 468
Allier	5 131	100 287	411	4 769	s	395	s	35	5 578	105 486
Ardèche	3 797	74 419	366	4 247	54	627	0	0	4 217	79 293
Cantal	6 323	116 931	421	4 885	s	1 497	s	18	6 874	123 331
Drôme	5 376	119 628	463	5 373	s	627	s	18	5 894	125 646
Isère	5 607	113 415	327	3 795	s	395	s	70	5 972	117 675
Loire	5 364	101 217	465	5 396	57	661	6	106	5 892	107 380
Haute-Loire	4 911	89 151	401	4 653	s	859	s	18	5 387	94 681
Rhône	5 802	125 666	588	6 823	s	429	s	53	6 430	132 971
Puy-de-Dôme	6 608	130 497	426	4 943	91	1 056	12	211	7 137	136 707
Savoie	2 631	57 351	144	1 671	s	592	s	35	2 828	59 649
Haute-Savoie	3 877	79 660	234	2 715	76	882	0	0	4 187	83 257
Auvergne-Rhône-Alpes	59 556	1 198 655	4 486	52 055	711	8 252	33	582	64 786	1 259 544
Côte-d'or	4 896	147 032	233	2 704	s	186	s	18	5 146	149 940
Doubs	4 131	84 014	230	2 669	32	371	0	0	4 393	87 054
Jura	2 976	62 109	132	1 532	27	313	0	0	3 135	63 954
Nièvre	3 176	68 583	353	4 096	s	383	s	35	3 564	73 097
Haute-Saône	2 842	58 155	157	1 822	s	267	s	18	3 023	60 262
Saône-et-Loire	7 288	166 982	543	6 301	42	487	6	106	7 879	173 876
Territoire de Belfort	363	7 351	25	290	s	35	s	0	391	7 676
Yonne	4 087	112 314	237	2 750	s	186	s	18	4 341	115 268
Bourgogne-Franche Comté	29 759	706 540	1 910	22 164	192	2 228	11	195	31 872	731 127
Côtes-d'Armor	10 305	234 476	644	7 473	17	197	7	123	10 973	242 269
Finistère	8 834	202 085	358	4 154	35	406	9	158	9 236	206 803
Ile-et-Vilaine	10 418	217 794	556	6 452	s	232	s	18	10 995	224 496
Morbihan	8 257	178 431	422	4 897	s	220	s	18	8 699	183 566
Bretagne	37 814	832 786	1 980	22 976	91	1 055	18	317	39 903	857 134
Cher	3 627	93 368	225	2 611	31	360	0	0	3 883	96 339
Eure-et-Loir	4 089	120 364	319	3 702	13	151	0	0	4 421	124 217
Indre	4 089	84 860	210	2 437	22	255	0	0	4 321	87 552
Indre-et-Loire	4 277	100 348	314	3 644	s	209	s	35	4 611	104 236
Loir-et-Cher	3 319	86 929	257	2 982	s	116	s	0	3 586	90 027
Loiret	3 767	100 216	234	2 715	11	128	0	0	4 012	103 059
Centre-Val de Loire	23 168	586 085	1 559	18 091	s	1 219	s	35	24 834	605 430
Ardennes	3 241	78 921	229	2 657	12	139	0	0	3 482	81 717
Aube	4 881	186 912	188	2 182	8	93	0	0	5 077	189 187
Marne	10 348	413 731	696	8 076	14	162	0	0	11 058	421 969
Haute-Marne	2 568	54 473	179	2 077	s	255	s	18	2 770	56 823
Meurthe-et-Moselle	2 808	67 766	221	2 564	20	232	0	0	3 049	70 562
Meuse	3 101	74 619	187	2 170	24	278	0	0	3 312	77 067
Moselle	3 436	77 681	208	2 414	25	290	0	0	3 669	80 385
Haut-Rhin	4 038	93 794	169	1 961	s	128	s	18	4 219	95 901
Bas-Rhin	4 509	103 995	150	1 741	s	70	s	35	4 667	105 841
Vosges	3 121	64 687	197	2 286	s	360	s	18	3 350	67 351
Grand-Est	42 051	1 216 579	2 424	28 128	s	2 007	s	89	44 653	1 246 803
Aisne	4 844	165 985	490	5 686	s	232	s	18	5 355	171 921
Nord	7 098	182 699	722	8 378	s	592	s	18	7 872	191 687
Oise	3 791	122 658	185	2 147	21	244	0	0	3 997	125 049
Pas-de-Calais	7 593	185 000	752	8 726	s	650	s	18	8 402	194 394
Somme	5 415	164 812	598	6 939	46	534	0	0	6 059	172 285
Hauts-de-France	28 741	821 154	2 747	31 876	s	2 252	s	54	31 685	855 336
Ile-de-France	7 155	228 217	534	6 197	s	476	s	35	7 732	234 925

RCO

Effectif des cotisants et de l'assiette sociale en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Conjoints		Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Inactifs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette courrigée (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7)	Assiette (8)	Effectifs (9)=1+3+5+7	Assiette (10)=2+4+6+8
Calvados	5 875	129 299	448	5 199	s	545	s	35	6 372	135 078
Eure	4 031	106 025	256	2 971	19	220	0	0	4 306	109 216
Manche	8 322	165 616	582	6 754	s	453	s	35	8 945	172 858
Orne	5 402	107 496	407	4 723	32	371	0	0	5 841	112 590
Seine-Maritime	5 652	142 786	506	5 872	s	638	s	18	6 214	149 314
Normandie	29 282	651 222	2 199	25 519	s	2 227	s	88	31 678	679 056
Charente	5 271	152 852	345	4 003	s	220	s	18	5 636	157 093
Charente-Maritime	6 468	190 566	600	6 962	s	337	s	18	7 098	197 883
Corrèze	4 434	81 850	251	2 913	s	406	s	18	4 721	85 187
Creuse	4 214	77 470	210	2 437	s	627	s	18	4 479	80 552
Dordogne	6 269	121 750	485	5 628	s	894	s	18	6 832	128 290
Gironde	7 167	177 897	446	5 175	s	406	s	18	7 649	183 496
Landes	4 812	108 358	257	2 982	s	197	s	35	5 088	111 572
Lot-et-Garonne	5 500	118 798	331	3 841	s	313	s	18	5 859	122 970
Pyrénées-Atlantiques	10 287	189 565	572	6 637	s	1 404	s	18	10 981	197 624
Deux-Sèvres	6 355	139 326	337	3 911	s	151	s	18	6 706	143 406
Vienne	4 725	103 940	306	3 551	s	174	s	18	5 047	107 683
Haute-Vienne	4 029	77 031	286	3 319	s	511	s	18	4 360	80 879
Nouvelle-Aquitaine	69 531	1 539 403	4 426	51 359	s	5 640	s	233	74 456	1 596 635
Ariège	2 266	41 959	169	1 961	34	395	0	0	2 469	44 315
Aude	5 257	104 706	401	4 653	45	522	0	0	5 703	109 881
Aveyron	10 018	185 851	745	8 645	s	1 706	s	53	10 913	196 255
Gard	5 013	113 754	442	5 129	s	511	s	35	5 501	119 429
Haute-Garonne	5 275	102 888	300	3 481	s	592	s	18	5 627	106 979
Gers	6 547	133 096	350	4 061	s	302	s	35	6 925	137 494
Hérault	6 516	135 124	534	6 197	s	638	s	70	7 109	142 029
Lot	4 234	80 204	289	3 354	58	673	0	0	4 581	84 231
Lozère	3 128	57 034	212	2 460	36	418	0	0	3 376	59 912
Hautes-Pyrénées	3 421	63 467	190	2 205	s	650	s	18	3 668	66 340
Pyrénées-Orientales	2 677	52 615	273	3 168	23	267	0	0	2 973	56 050
Tarn	5 471	104 306	398	4 618	s	719	s	88	5 936	109 731
Tarn-et-Garonne	4 296	84 769	289	3 354	s	453	s	18	4 625	88 594
Occitanie	64 119	1 259 773	4 592	53 286	676	7 846	19	335	69 406	1 321 240
Loire-Atlantique	7 877	169 564	342	3 969	s	267	s	70	8 246	173 870
Maine-et-Loire	9 317	204 753	455	5 280	s	278	s	35	9 798	210 346
Mayenne	7 881	155 269	579	6 719	s	197	s	18	8 478	162 203
Sarthe	5 391	111 672	511	5 930	s	383	s	18	5 936	118 003
Vendée	8 471	189 996	407	4 723	s	348	s	35	8 910	195 102
Pays-de-Loire	38 937	831 254	2 294	26 621	s	1 473	s	176	41 368	859 524
Alpes-de-Haute-Provence	2 241	46 941	193	2 240	30	348	0	0	2 464	49 529
Hautes-Alpes	1 961	38 218	163	1 891	50	580	0	0	2 174	40 689
Alpes-Maritimes	2 575	57 941	195	2 263	s	278	s	18	2 795	60 500
Bouches-du-Rhône	4 496	107 735	327	3 795	51	592	0	0	4 874	112 122
Var	4 714	105 769	384	4 456	s	638	s	18	5 154	110 881
Vaucluse	4 805	122 132	301	3 493	s	267	s	18	5 130	125 910
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 792	478 736	1 563	18 138	s	2 703	s	54	22 591	499 631
Corse	2 834	56 108	189	2 193	67	777	0	0	3 090	59 078
Total	453 739	10 406 512	30 903	358 603	3 288	38 155	124	2 193	488 054	10 805 463

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.5 Les actifs salariés agricoles

L'historique du nombre d'emplois salariés est présenté en page 11 (tableau 1)

1.5.1 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2016

Tableau 10

**Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre
Selon le secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2015**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ain	1 744	1 683	1 190	869	479	79	119	6 163
Allier	1 371	1 234	541	327	227	23	235	3 958
Ardèche	1 491	935	491	311	132	31	13	3 404
Cantal	662	1 308	991	148	214	7	24	3 354
Drôme	3 647	1 753	1 295	598	s	s	271	7 664
Isère	1 569	2 648	1 472	1 305	366	29	59	7 448
Loire	1 499	2 162	989	785	183	25	54	5 697
Haute-Loire	749	991	478	142	370	22	8	2 760
Rhône	2 879	4 163	749	2 616	447	15	175	11 044
Puy-de-Dôme	1 588	2 990	1 443	551	395	10	185	7 162
Savoie	969	1 456	599	514	132	28	305	4 003
Haute-Savoie	1 098	2 748	354	933	s	s	71	5 469
Auvergne-Rhône-Alpes	19 266	24 071	10 592	9 099	3 300	279	1 519	68 126
Côte-d'Or	4 049	1 869	651	671	626	27	237	8 130
Doubs	825	2 558	1 181	535	915	18	231	6 263
Jura	814	615	595	221	s	s	183	2 773
Nièvre	1 219	828	259	228	343	7	93	2 977
Haute-Saône	726	708	654	240	383	7	36	2 754
Saône-et-Loire	4 035	1 569	1 269	696	378	38	121	8 106
Territoire de Belfort	68	20	0	160	18	0	7	273
Yonne	2 935	1 007	1 235	479	s	s	70	5 939
Bourgogne-Franche Comté	14 671	9 174	5 844	3 230	3 179	139	978	37 215
Côtes-d'Armor	5 402	3 379	5 991	1 264	98	16	426	16 576
Finistère	6 707	3 918	3 810	1 603	59	28	443	16 568
Ile-et-Vilaine	4 086	4 820	2 577	1 702	102	86	647	14 020
Morbihan	3 430	4 917	3 918	1 752	231	40	195	14 483
Bretagne	19 625	17 034	16 296	6 321	490	170	1 711	61 647
Cher	2 400	1 337	427	497	139	31	183	5 014
Eure-et-Loir	2 004	1 584	751	656	62	15	265	5 337
Indre	1 301	932	253	254	167	15	60	2 982
Indre-et-Loire	3 301	1 867	596	858	153	22	180	6 977
Loir-et-Cher	3 312	1 869	512	558	228	16	385	6 880
Loiret	2 110	3 094	1 273	806	502	15	240	8 040
Centre-Val de Loire	14 428	10 683	3 812	3 629	1 251	114	1 313	35 230
Ardennes	996	659	432	287	s	s	44	2 632
Aube	3 661	1 245	803	372	206	50	97	6 434
Marne	9 176	3 666	3 967	1 352	159	6	130	18 456
Haute-Marne	733	629	266	150	218	27	178	2 201
Meurthe-et-Moselle	1 133	1 249	693	502	588	61	67	4 293
Meuse	836	651	720	261	s	s	13	2 875
Moselle	1 352	1 060	965	660	s	s	57	4 466
Haut-Rhin	3 122	860	826	818	s	s	116	6 042
Bas-Rhin	3 636	2 223	994	1 312	1 017	30	159	9 371
Vosges	878	979	1 199	310	984	0	31	4 381
Grand-Est	25 523	13 221	10 865	6 024	4 441	185	892	61 151
Aisne	3 437	1 503	1 195	626	416	10	99	7 286
Nord	5 399	3 726	1 691	2 802	156	51	580	14 405
Oise	3 063	3 197	483	1 180	227	22	496	8 668
Pas-de-Calais	4 370	3 118	2 148	2 228	80	49	156	12 149
Somme	3 325	2 126	1 394	880	51	14	230	8 020
Hauts-de-France	19 594	13 670	6 911	7 716	930	146	1 561	50 528
Ile-de-France	8 172	19 001	1 957	10 656	638	56	1 186	41 666

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre
Selon le secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2015 (suite)

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Calvados	3 747	2 862	2 504	1 353	54	29	250	10 799
Eure	2 206	1 499	454	977	227	9	258	5 630
Manche	3 939	2 024	3 004	995	125	29	84	10 200
Orne	2 728	1 337	816	406	418	26	78	5 809
Seine-Maritime	3 336	2 776	1 615	1 545	211	14	106	9 603
Normandie	15 956	10 498	8 393	5 276	1 035	107	776	42 041
Charente	4 610	1 441	921	743	147	137	95	8 094
Charente-Maritime	7 880	2 480	840	1 145	115	130	316	12 906
Corrèze	827	950	737	321	608	0	32	3 475
Creuse	631	592	245	92	221	26	20	1 827
Dordogne	3 207	2 001	1 280	523	417	41	179	7 648
Gironde	16 866	3 570	1 135	3 357	1 024	44	292	26 288
Landes	2 990	1 459	2 846	1 045	983	15	108	9 446
Lot-et-Garonne	4 379	1 624	1 957	563	195	49	115	8 882
Pyrénées-Atlantiques	2 431	2 625	2 706	1 060	128	143	348	9 441
Deux-Sèvres	2 839	2 431	2 133	594	317	143	320	8 777
Vienne	1 756	1 661	1 431	622	68	42	150	5 730
Haute-Vienne	1 118	1 360	573	300	264	68	45	3 728
Nouvelle-Aquitaine	49 534	22 194	16 804	10 365	4 487	838	2 020	106 242
Ariège	357	378	173	273	s	s	57	1 418
Aude	4 176	1 255	1 581	443	s	s	168	7 730
Aveyron	1 370	3 622	1 317	323	99	50	175	6 956
Gard	5 069	2 081	818	972	119	10	217	9 286
Haute-Garonne	2 246	2 855	1 142	1 050	348	13	101	7 755
Gers	3 363	1 309	1 648	467	s	s	137	6 982
Hérault	4 708	3 931	967	1 254	49	10	277	11 196
Lot	1 199	1 063	917	194	s	s	62	3 493
Lozère	257	476	183	66	167	0	25	1 174
Hautes-Pyrénées	573	708	327	174	122	52	11	1 967
Pyrénées-Orientales	3 302	2 125	1 014	330	18	13	151	6 953
Tarn	1 662	3 069	767	374	415	74	54	6 415
Tarn-et-Garonne	2 075	1 560	1 282	261	20	11	28	5 237
Occitanie	30 357	24 432	12 136	6 181	1 745	248	1 463	76 562
Loire-Atlantique	6 404	4 631	3 527	2 285	63	49	99	17 058
Maine-et-Loire	9 341	3 491	3 544	1 527	92	28	319	18 342
Mayenne	2 386	1 728	1 129	897	72	70	51	6 333
Sarthe	2 778	2 655	1 171	721	188	33	415	7 961
Vendée	3 844	1 805	1 841	1 606	437	114	710	10 357
Pays-de-Loire	24 753	14 310	11 212	7 036	852	294	1 594	60 051
Alpes-de-Haute-Provence	861	549	312	261	114	0	15	2 112
Hautes-Alpes	481	465	238	112	56	0	6	1 358
Alpes-Maritimes	942	1 671	141	2 286	s	s	588	5 716
Bouches-du-Rhône	5 345	3 067	454	2 215	510	7	182	11 780
Var	4 022	1 906	677	2 282	s	s	362	9 409
Vaucluse	6 572	2 023	1 244	1 120	s	s	189	11 178
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 223	9 681	3 066	8 276	916	49	1 342	41 553
Corse	2 051	1 176	307	376	93	0	29	4 032
TOTAL	262 153	189 145	108 195	84 185	23 357	2 625	16 384	686 044

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.5.2 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2012 à 2016

Les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) : si un individu a eu plusieurs CDI dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Les contrats à durée déterminée (CDD) : si un individu a eu plusieurs CDD dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Tableau 11

Nombre de contrats CDI et CDD en cours dans l'année selon le secteur d'activité

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Exploitations	1 295 772	1 371 637	1 394 347	1 396 487	1 351 466	-3,2
Organismes de service	271 252	269 230	271 484	275 303	276 937	0,6
Coopération	181 367	180 454	185 301	189 885	186 643	-1,7
Entreprises de travaux agricoles	197 829	206 458	215 621	212 164	216 547	2,1
Travaux forestiers	37 137	36 624	37 945	38 553	37 845	-1,8
Artisanat rural	5 803	5 329	4 838	4 464	3 967	-11,1
Activités diverses	37 807	39 707	36 060	36 059	35 829	-0,6
Total	2 026 967	2 109 439	2 145 596	2 152 915	2 109 234	-2,0

Source : MSA

Contrats actifs dans le trimestre : contrats de travail ayant donné lieu à une activité d'au moins une journée dans le trimestre, même si celle-ci a débuté ou cessé en cours d'année. Si un individu a eu plusieurs contrats actifs dans le trimestre, ceux-ci sont tous comptabilisés quelles que soient leur nature (CDD, CDI) et leur durée (temps plein, temps partiel).

1.5.3 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2016

Tableau 12

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2016 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ain	6 756	3 007	1 793	1 692	720	90	189	14 247
Allier	3 250	1 534	730	866	318	30	1 843	8 571
Ardèche	13 146	1 413	1 156	931	218	43	20	16 927
Cantal	1 485	1 671	1 207	374	s	s	36	5 121
Drôme	33 533	2 672	2 773	1 521	153	19	324	40 995
Isère	9 245	3 823	2 128	2 676	620	40	81	18 613
Loire	8 137	3 123	1 342	1 517	271	48	74	14 512
Haute-Loire	2 130	1 332	564	411	463	24	16	4 940
Rhône	53 234	6 246	1 694	4 699	812	23	214	66 922
Puy-de-Dôme	11 059	4 122	2 896	1 308	541	13	235	20 174
Savoie	6 117	2 015	1 122	1 071	229	46	352	10 952
Haute-Savoie	4 137	4 001	501	2 175	s	s	153	11 416
Auvergne-Rhône-Alpes	152 229	34 959	17 906	19 241	5 129	389	3 537	233 390
Côte-d'or	31 865	2 440	1 033	2 267	1 044	35	299	38 983
Doubs	1 873	3 655	1 825	903	1 300	26	1 176	10 758
Jura	4 765	s	s	633	538	8	1 185	8 790
Nièvre	3 702	1 267	446	498	527	9	345	6 794
Haute-Saône	1 919	918	896	442	603	8	129	4 915
Saône-et-Loire	30 354	1 983	1 931	1 702	655	46	156	36 827
Territoire de Belfort	175	s	s	297	28	0	16	540
Yonne	10 237	1 324	1 806	1 378	343	47	93	15 228
Bourgogne-Franche Comté	84 890	12 382	8 827	8 120	5 038	179	3 399	122 835
Côtes-d'Armor	25 099	4 832	8 450	3 054	177	21	1 022	42 655
Finistère	34 504	5 357	6 163	2 980	86	48	1 118	50 256
Ille-et-Vilaine	14 206	6 590	4 671	3 160	132	124	1 410	30 293
Morbihan	17 087	7 857	7 028	3 372	417	52	562	36 375
Bretagne	90 896	24 636	26 312	12 566	812	245	4 112	159 579
Cher	9 414	1 773	809	1 270	233	40	693	14 232
Eure-et-Loir	7 602	2 036	1 544	1 878	128	20	318	13 526
Indre	3 125	1 175	442	502	263	17	90	5 614
Indre-et-Loire	15 729	2 451	1 107	1 579	219	34	269	21 388
Loir-et-Cher	14 476	2 473	920	1 101	458	25	498	19 951
Loiret	8 063	4 020	2 512	1 813	782	21	494	17 705
Centre-Val de Loire	58 409	13 928	7 334	8 143	2 083	157	2 362	92 416
Ardennes	2 888	928	539	828	s	s	57	5 679
Aube	35 864	1 659	1 383	2 828	340	68	194	42 336
Marne	95 081	5 037	7 911	20 880	519	12	166	129 606
Haute-Marne	1 988	916	327	531	493	37	473	4 765
Meurthe-et-Moselle	3 967	1 628	907	1 028	s	s	90	8 906
Meuse	3 033	817	928	458	677	9	15	5 937
Moselle	3 323	1 335	1 257	1 352	s	s	88	7 950
Haut-Rhin	23 585	1 348	1 081	1 815	s	s	474	28 721
Bas-Rhin	22 770	2 921	1 526	2 653	1 379	36	879	32 164
Vosges	2 774	1 283	1 840	684	1 378	0	47	8 006
Grand-Est	195 273	17 872	17 699	33 057	7 431	255	2 483	274 070
Aisne	20 323	2 107	2 583	3 428	737	14	140	29 332
Nord	15 626	5 444	3 006	5 474	246	61	767	30 624
Oise	7 323	4 957	1 291	2 228	353	27	2 097	18 276
Pas-de-Calais	12 492	4 437	4 158	5 348	173	63	242	26 913
Somme	10 757	2 798	2 207	2 019	73	21	461	18 336
Hauts-de-France	66 521	19 743	13 245	18 497	1 582	186	3 707	123 481
Ile-de-France	18 436	27 072	3 232	16 919	1 020	93	1 750	68 522

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Calvados	8 236	3 905	3 094	2 803	101	50	304	18 493
Eure	5 018	1 997	741	1 891	369	17	347	10 380
Manche	12 742	2 607	3 857	1 887	173	57	110	21 433
Orne	6 390	1 722	1 190	940	703	39	91	11 075
Seine-Maritime	7 437	3 859	2 414	2 885	342	18	165	17 120
Normandie	39 823	14 090	11 296	10 406	1 688	181	1 017	78 501
Charente	16 538	1 944	1 363	2 216	228	243	124	22 656
Charente-Maritime	28 608	4 453	1 239	3 028	177	189	520	38 214
Corrèze	6 696	1 187	1 199	634	936	0	44	10 696
Creuse	1 546	925	292	177	378	22	30	3 370
Dordogne	17 784	2 760	2 051	1 194	611	62	246	24 708
Gironde	84 187	5 274	2 326	20 131	1 456	64	2 407	115 845
Landes	19 850	2 029	5 582	2 936	1 488	30	239	32 154
Lot-et-Garonne	30 293	2 296	3 909	1 520	334	60	579	38 991
Pyrénées-Atlantiques	14 870	3 638	4 073	2 789	220	266	721	26 577
Deux-Sèvres	14 936	4 117	3 104	1 195	484	193	459	24 488
Vienne	6 524	2 178	2 553	1 231	108	82	229	12 905
Haute-Vienne	4 021	1 743	827	567	544	62	81	7 845
Nouvelle-Aquitaine	245 853	32 544	28 518	37 618	6 964	1 273	5 679	358 449
Ariège	3 351	522	231	700	s	s	132	5 241
Aude	22 766	1 866	3 668	1 185	s	s	186	29 863
Aveyron	4 581	6 194	1 788	1 035	181	72	196	14 047
Gard	26 723	4 151	2 336	3 510	236	12	396	37 364
Haute-Garonne	7 236	3 891	1 713	2 001	562	16	125	15 544
Gers	19 282	1 759	3 417	1 830	104	21	169	26 582
Hérault	21 493	7 226	2 613	3 970	137	11	347	35 797
Lot	5 841	1 454	1 464	518	s	s	91	9 513
Lozère	869	1 128	295	164	266	0	63	2 785
Hautes-Pyrénées	3 322	981	537	483	199	68	17	5 607
Pyrénées-Orientales	23 381	3 494	4 337	621	35	18	867	32 753
Tarn	8 646	5 822	1 245	1 049	675	154	197	17 788
Tarn-et-Garonne	22 815	2 093	2 420	1 047	s	s	180	28 609
Occitanie	170 306	40 581	26 064	18 113	3 065	398	2 966	261 493
Loire-Atlantique	27 506	6 432	5 460	4 267	97	84	150	43 996
Maine-et-Loire	56 391	5 241	6 542	3 528	134	47	409	72 292
Mayenne	6 151	2 374	1 613	1 943	94	103	254	12 532
Sarthe	15 899	3 863	2 024	1 659	299	52	509	24 305
Vendée	13 857	3 018	3 410	3 041	540	170	895	24 931
Pays-de-Loire	119 804	20 928	19 049	14 438	1 164	456	2 217	178 056
Alpes-de-Haute-Provence	8 169	762	673	593	198	0	84	10 479
Hautes-Alpes	6 333	693	406	375	116	0	11	7 934
Alpes-Maritimes	2 178	2 807	215	4 188	102	68	830	10 388
Bouches-du-Rhône	21 894	4 270	935	4 155	866	10	249	32 379
Var	19 009	3 213	1 512	6 466	388	69	622	31 279
Vaucluse	44 993	3 144	2 870	2 867	55	8	728	54 665
Provence-Alpes-Côte d'Azur	102 576	14 889	6 611	18 644	1 725	155	2 524	147 124
Corse	6 450	3 313	550	785	144	0	76	11 318
TOTAL	1 351 466	276 937	186 643	216 547	37 845	3 967	35 829	2 109 234

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.5.4 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2012 à 2016

On entend par heures travaillées, les heures de travail ayant fait l'objet d'une rémunération par l'employeur et déclarées à la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ce nombre d'heures intègre les heures supplémentaires et complémentaires, ainsi que les congés payés pour les contrats à durée indéterminée.

Tableau 13

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Exploitations	507 553 865	524 338 864	524 897 095	521 518 141	526 583 156	1,0
Organismes de service	327 014 301	327 339 923	324 447 165	322 107 185	324 932 753	0,9
Coopération	206 969 300	206 572 232	210 181 700	204 681 026	209 156 601	2,2
Entreprises de travaux agricoles	166 903 998	170 102 022	169 682 890	166 307 594	168 845 955	1,5
Travaux forestiers	42 268 195	41 732 880	42 302 503	42 302 026	41 560 760	-1,8
Artisanat rural	6 107 868	5 723 921	5 127 210	4 533 610	4 202 317	-7,3
Activités diverses	24 410 310	23 297 046	23 111 659	23 020 228	22 150 742	-3,8
Total	1 281 227 837	1 299 106 888	1 299 750 222	1 284 469 810	1 297 432 284	1,0

Source : MSA

Nombre d'heures de travail rémunérées : nombre d'heures ayant donné lieu à paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

1.5.5 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2016

Tableau 14

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2016
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ain	3 330 713	2 884 062	2 126 147	1 770 771	936 248	108 960	157 830	11 314 731
Allier	2 253 876	2 109 090	995 779	623 269	378 108	39 261	387 547	6 786 930
Ardèche	3 164 981	1 512 513	980 918	611 170	249 118	49 745	13 625	6 582 070
Cantal	1 024 098	2 220 323	1 826 881	302 214	399 301	15 373	33 773	5 821 963
Drôme	10 372 711	3 037 177	2 551 569	1 142 358	172 890	14 216	238 346	17 529 267
Isère	3 875 191	4 474 781	2 618 031	2 653 993	752 124	42 331	80 423	14 496 874
Loire	2 863 102	3 597 656	1 768 706	1 634 444	306 823	52 796	49 454	10 272 981
Haute-Loire	1 265 615	1 609 033	860 474	313 406	710 651	24 434	14 512	4 798 125
Rhône	7 036 999	7 209 264	1 438 133	5 032 618	862 085	31 155	176 686	21 786 940
Puy-de-Dôme	2 981 032	4 965 005	2 923 881	1 127 721	739 605	18 181	284 560	13 039 985
Savoie	2 242 843	2 528 967	1 024 480	1 126 049	276 157	50 362	276 405	7 525 263
Haute-Savoie	2 410 160	4 706 244	612 948	2 210 940	498 503	5 907	140 659	10 585 361
Auvergne-Rhône-Alpes	42 821 321	40 854 115	19 727 947	18 548 953	6 281 613	452 721	1 853 820	130 540 490
Côte-d'Or	8 478 361	3 229 446	1 268 907	1 485 551	904 417	48 782	353 637	15 769 101
Doubs	1 345 374	4 348 367	1 989 185	1 080 771	1 644 561	31 387	393 258	10 832 903
Jura	1 531 505	991 053	1 014 392	411 754	641 703	11 308	234 392	4 836 107
Nièvre	2 421 945	1 438 319	449 020	481 581	576 992	12 989	96 450	5 477 296
Haute-Saône	1 266 040	1 120 245	1 267 376	492 861	701 211	11 368	59 164	4 918 265
Saône-et-Loire	6 781 901	2 647 674	2 364 708	1 309 276	683 822	56 249	153 780	13 997 410
Territoire de Belfort	116 917	32 932	482	310 903	28 057	0	14 359	503 650
Yonne	5 469 239	1 746 752	2 258 018	924 535	272 402	54 503	96 123	10 821 572
Bourgogne-Franche Comté	27 411 282	15 554 788	10 612 088	6 497 232	5 453 165	226 586	1 401 163	67 156 304
Côtes-d'Armor	10 565 086	5 836 851	10 852 859	2 605 930	175 958	21 491	443 137	30 501 312
Finistère	14 301 322	6 727 531	7 094 457	3 227 492	84 963	67 260	573 651	32 076 676
Ile-et-Vilaine	7 522 274	8 183 462	5 598 906	3 539 738	166 562	128 202	1 160 300	26 299 444
Morbihan	5 863 342	6 938 979	7 355 073	3 573 937	435 495	58 507	244 780	24 470 113
Bretagne	38 252 024	27 686 823	30 901 295	12 947 097	862 978	275 460	2 421 868	113 347 545
Cher	4 780 652	2 364 512	760 664	938 735	222 792	56 015	232 194	9 355 564
Eure-et-Loir	4 741 270	2 736 697	1 599 306	1 558 933	104 617	28 047	290 696	11 059 566
Indre	2 053 068	1 607 036	499 891	471 773	247 663	18 565	82 187	4 980 183
Indre-et-Loire	6 744 776	3 164 220	1 107 029	1 594 341	247 128	37 334	265 659	13 160 487
Loir-et-Cher	6 612 591	3 367 003	1 052 486	1 010 747	331 465	31 583	539 404	12 945 279
Loiret	5 294 959	5 439 686	2 928 271	1 713 960	876 656	25 168	345 842	16 624 542
Centre-Val de Loire	30 227 316	18 679 154	7 947 647	7 288 489	2 030 321	196 712	1 755 982	68 125 621
Ardennes	1 561 247	1 138 536	829 427	585 221	341 300	7 690	40 020	4 503 441
Aube	7 065 584	2 088 600	1 485 759	862 203	420 329	84 218	114 129	12 120 822
Marne	19 341 736	6 644 267	8 033 681	4 047 365	284 202	10 085	201 894	38 563 230
Haute-Marne	1 257 663	1 029 012	528 331	319 535	381 849	46 601	286 723	3 849 714
Meurthe-et-Moselle	1 873 231	2 198 737	1 282 133	1 031 823	917 489	42 634	68 656	7 414 703
Meuse	1 499 663	1 094 792	1 550 350	473 778	642 814	6 335	15 202	5 282 934
Moselle	2 299 713	1 854 585	1 724 912	1 417 564	664 172	2 225	87 942	8 051 113
Haut-Rhin	6 579 032	1 562 036	1 486 388	1 669 916	506 513	1 555	194 412	11 999 852
Bas-Rhin	6 951 338	3 865 104	1 746 549	2 657 726	1 779 563	35 508	224 178	17 259 966
Vosges	1 569 142	1 656 389	2 184 715	670 141	1 776 989	0	32 061	7 889 437
Grand-Est	49 998 349	23 132 058	20 852 245	13 735 272	7 715 220	236 851	1 265 217	116 935 212
Aisne	7 368 527	2 574 033	3 270 650	1 605 173	613 921	23 386	156 888	15 612 578
Nord	9 059 842	6 440 982	3 869 708	5 665 779	247 810	88 987	624 020	25 997 128
Oise	5 617 232	5 558 913	1 303 375	2 547 578	367 987	39 138	791 294	16 225 517
Pas-de-Calais	6 731 266	5 409 255	4 985 644	4 106 046	142 723	89 304	212 393	21 676 631
Somme	6 488 065	3 598 450	2 657 235	2 000 226	73 003	26 807	263 199	15 106 985
Hauts-de-France	35 264 932	23 581 633	16 086 612	15 924 802	1 445 444	267 622	2 047 794	94 618 839
Ile-de-France	15 987 467	32 948 955	3 959 769	21 199 436	1 066 264	124 938	2 042 353	77 329 182

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Calvados	6 520 977	5 000 060	4 431 494	2 470 818	94 690	55 363	289 674	18 863 076
Eure	4 027 282	2 681 795	942 551	2 067 789	396 601	11 738	237 616	10 365 372
Manche	6 371 638	3 343 893	5 428 700	1 850 567	238 948	47 031	100 216	17 380 993
Orne	4 381 905	2 189 331	1 536 071	774 008	784 118	47 372	75 318	9 788 123
Seine-Maritime	5 958 733	4 661 333	2 989 381	3 120 071	392 151	26 472	131 797	17 279 938
Normandie	27 260 535	17 876 412	15 328 197	10 283 253	1 906 508	187 976	834 621	73 677 502
Charente	7 286 981	2 536 331	1 721 638	1 265 466	248 165	165 559	93 139	13 317 279
Charente-Maritime	11 102 214	4 423 831	1 652 866	2 133 993	205 077	235 467	226 145	19 979 593
Corrèze	2 035 201	1 639 180	1 271 451	565 265	1 093 071	0	17 098	6 621 266
Creuse	1 013 598	1 003 274	408 645	195 174	409 418	31 444	20 861	3 082 414
Dordogne	7 039 246	3 324 521	2 227 787	1 031 127	730 920	75 667	231 933	14 661 201
Gironde	36 769 267	6 393 883	2 622 570	7 613 050	1 861 109	67 898	608 258	55 936 035
Landes	6 142 799	2 514 015	5 314 471	2 008 986	1 729 342	21 521	162 918	17 894 052
Lot-et-Garonne	12 005 225	2 727 929	3 955 426	991 577	372 621	62 905	143 733	20 259 416
Pyrénées-Atlantiques	4 347 563	4 365 220	5 096 243	2 123 782	229 509	218 127	482 178	16 862 622
Deux-Sèvres	6 326 732	4 287 492	3 754 771	1 175 074	684 211	258 490	445 610	16 932 380
Vienne	3 355 901	2 827 088	3 125 304	1 166 137	101 244	74 836	214 623	10 865 133
Haute-Vienne	2 096 179	2 386 889	1 148 919	584 274	461 665	33 767	40 440	6 752 133
Nouvelle-Aquitaine	99 520 906	38 429 653	32 300 091	20 853 905	8 126 352	1 245 681	2 686 936	203 163 524
Ariège	698 626	657 569	269 771	492 343	312 583	2 612	85 427	2 518 931
Aude	6 734 676	2 120 862	3 013 329	857 186	140 865	2 179	182 646	13 051 743
Aveyron	2 136 282	5 066 472	2 316 658	663 328	174 943	77 255	184 562	10 619 500
Gard	11 653 065	4 440 949	1 809 874	1 598 081	225 717	12 813	314 167	20 054 666
Haute-Garonne	3 902 278	4 965 755	2 035 196	1 933 031	704 347	24 315	127 019	13 691 941
Gers	4 988 063	2 225 582	3 210 981	671 675	14 260	72 057	208 158	11 390 776
Hérault	9 217 873	7 837 287	2 036 532	2 416 653	80 822	16 862	235 589	21 841 618
Lot	2 078 978	1 859 157	1 446 821	400 926	117 806	960	81 541	5 986 189
Lozère	431 914	919 888	349 376	149 664	318 106	0	29 801	2 198 749
Hautes-Pyrénées	984 577	1 233 759	583 781	321 527	236 675	92 922	17 994	3 471 235
Pyrénées-Orientales	8 148 108	3 927 648	2 280 093	593 344	33 759	26 972	221 689	15 231 613
Tarn	2 827 026	3 873 405	1 180 014	771 169	726 928	138 900	101 056	9 618 498
Tarn-et-Garonne	7 906 108	2 681 035	2 358 605	486 420	37 324	22 932	27 660	13 520 084
Occitanie	61 707 574	41 809 368	22 891 031	11 355 347	3 181 932	432 982	1 817 309	143 195 543
Loire-Atlantique	12 979 341	7 761 618	7 036 126	4 542 063	114 847	41 471	141 632	32 617 098
Maine-et-Loire	20 721 187	5 913 440	6 696 821	2 900 522	150 035	52 881	391 667	36 826 553
Mayenne	3 645 164	2 878 160	2 002 390	1 831 374	88 753	119 533	81 850	10 647 224
Sarthe	5 258 009	4 493 147	2 317 557	1 340 377	324 853	63 112	465 105	14 262 160
Vendée	6 551 836	3 208 552	3 673 176	3 017 633	857 097	225 140	659 610	18 193 044
Pays-de-Loire	49 155 537	24 254 917	21 726 070	13 631 969	1 535 585	502 137	1 739 864	112 546 079
Alpes-de-Haute-Provence	2 928 026	941 298	635 357	481 643	189 727	0	14 825	5 190 876
Hautes-Alpes	1 581 433	824 933	373 379	244 994	115 476	0	9 945	3 150 160
Alpes-Maritimes	1 846 579	3 091 655	269 191	4 353 016	114 629	2 543	1 004 191	10 681 804
Bouches-du-Rhône	14 142 292	5 284 493	893 824	4 208 743	1 073 912	12 742	311 628	25 927 634
Var	8 186 501	3 482 101	1 340 004	4 441 555	249 829	33 956	697 169	18 431 115
Vaucluse	16 783 339	3 665 255	2 700 528	2 138 758	48 570	3 410	198 798	25 538 658
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45 468 170	17 289 735	6 212 283	15 868 709	1 792 143	52 651	2 236 556	88 920 247
Corse	3 507 743	2 835 142	611 326	711 491	163 235	0	47 259	7 876 196
TOTAL	526 583 156	324 932 753	209 156 601	168 845 955	41 560 760	4 202 317	22 150 742	1 297 432 284

Source : MSA

1.5.6 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2012 à 2016

Un établissement est une unité géographique d'une entreprise employant de la main d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le lieu d'établissement est pris comme référence pour déterminer la ventilation par département.

Tableau 15

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Exploitations	145 324	146 082	145 874	145 345	143 404	-1,3
Organismes de service	7 140	7 082	7 039	7 041	6 993	-0,7
Coopération	4 880	4 832	4 953	6 317	6 819	7,9
Entreprises de travaux agricoles	23 952	24 265	24 273	24 381	24 632	1,0
Travaux forestiers	5 835	5 720	5 745	5 698	5 551	-2,6
Artisanat rural	1 456	1 340	1 199	1 112	1 005	-9,6
Activités diverses	7 356	6 774	6 116	5 719	5 211	-8,9
Total	195 943	196 095	195 199	195 613	193 615	-1,0

Source : MSA

Un **établissement** est une unité géographique d'une entreprise employant de la main-d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.5.7 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2016

Tableau 16

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2016
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ain	1 020	95	99	289	69	27	57	1 656
Allier	899	40	45	141	59	6	47	1 237
Ardèche	1 161	47	72	130	47	7	14	1 478
Cantal	597	49	41	68	s	s	16	826
Drôme	2 356	77	121	241	32	6	75	2 908
Isère	1 118	77	88	435	83	11	39	1 851
Loire	891	55	46	268	56	12	40	1 368
Haute-Loire	571	36	28	114	72	6	9	836
Rhône	2 636	131	81	507	33	11	58	3 457
Puy-de-Dôme	1 143	97	48	242	s	s	47	1 658
Savoie	706	50	54	148	43	7	12	1 020
Haute-Savoie	660	71	24	317	s	s	36	1 174
Auvergne-Rhône-Alpes	13 758	825	747	2 900	687	102	450	19 469
Côte-d'Or	1 859	62	46	207	244	s	s	2 470
Doubs	740	s	s	147	180	10	39	1 305
Jura	718	47	74	89	86	s	s	1 032
Nièvre	868	35	30	98	68	s	s	1 129
Haute-Saône	607	47	21	103	96	s	s	898
Saône-et-Loire	2 138	73	127	296	101	18	48	2 801
Territoire de Belfort	69	s	s	41	12	s	s	131
Yonne	1 402	36	44	218	54	23	51	1 828
Bourgogne-Franche Comté	8 401	367	471	1 199	841	68	247	11 594
Côtes-d'Armor	3 237	87	154	508	41	8	49	4 084
Finistère	3 250	114	187	471	25	18	41	4 106
Ille-et-Vilaine	2 243	181	154	420	35	30	65	3 128
Morbihan	2 396	179	113	489	46	24	122	3 369
Bretagne	11 126	561	608	1 888	147	80	277	14 687
Cher	1 293	47	37	173	59	10	71	1 690
Eure-et-Loir	1 302	37	94	238	28	8	79	1 786
Indre	1 043	43	28	134	s	s	56	1 351
Indre-et-Loire	1 512	74	84	225	59	10	114	2 078
Loir-et-Cher	1 344	52	54	179	s	s	213	1 951
Loiret	1 097	112	67	283	84	9	158	1 810
Centre-Val de Loire	7 591	365	364	1 232	377	46	691	10 666
Ardennes	943	24	60	111	s	s	15	1 229
Aube	2 664	50	81	227	50	10	32	3 114
Marne	6 810	83	335	644	s	s	25	7 950
Haute-Marne	724	81	36	67	72	6	27	1 013
Meurthe-et-Moselle	827	47	40	146	121	8	10	1 199
Meuse	801	32	31	91	s	s	7	1 055
Moselle	950	23	31	177	s	s	21	1 292
Haut-Rhin	1 821	64	27	281	s	s	26	2 291
Bas-Rhin	2 169	107	33	327	129	6	28	2 799
Vosges	634	32	30	138	183	0	14	1 031
Grand-Est	18 343	543	704	2 209	924	45	205	22 973
Aisne	2 324	62	119	259	137	7	66	2 974
Nord	2 492	82	119	577	49	10	70	3 399
Oise	1 491	65	50	292	58	12	114	2 082
Pas-de-Calais	2 490	97	152	404	46	21	75	3 285
Somme	1 989	99	80	252	28	6	52	2 506
Hauts-de-France	10 786	405	520	1 784	318	56	377	14 246
Île-de-France	2 617	400	109	1 656	169	35	523	5 509

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Calvados	1 865	103	107	394	36	17	137	2 659
Eure	1 317	50	63	413	60	6	159	2 068
Manche	2 180	68	107	291	28	16	54	2 744
Orne	1 801	49	92	165	100	12	72	2 291
Seine-Maritime	1 949	90	101	364	61	13	90	2 668
Normandie	9 112	360	470	1 627	285	64	512	12 430
Charente	2 057	62	32	250	44	40	41	2 526
Charente-Maritime	3 231	77	50	444	40	49	39	3 930
Corrèze	739	41	48	118	125	0	31	1 102
Creuse	561	31	18	49	68	11	22	760
Dordogne	1 834	74	70	229	111	18	97	2 433
Gironde	4 853	191	112	668	177	17	114	6 132
Landes	1 512	72	60	272	217	9	37	2 179
Lot-et-Garonne	2 444	93	153	228	54	14	36	3 022
Pyrénées-Atlantiques	1 849	106	114	421	45	51	62	2 648
Deux-Sèvres	1 641	93	66	194	42	50	51	2 137
Vienne	1 262	85	61	227	30	14	73	1 752
Haute-Vienne	764	90	31	131	69	13	56	1 154
Nouvelle-Aquitaine	22 747	1 015	815	3 231	1 022	286	659	29 775
Ariège	400	27	17	65	41	s	s	564
Aude	2 373	64	144	184	35	s	s	2 818
Aveyron	1 569	175	104	240	39	22	13	2 162
Gard	2 506	90	130	342	32	s	s	3 135
Haute-Garonne	963	116	77	333	42	8	53	1 592
Gers	1 956	70	58	241	17	6	41	2 389
Hérault	2 748	117	113	381	31	s	s	3 417
Lot	803	49	50	117	19	s	s	1 056
Lozère	330	25	27	35	41	0	6	464
Hautes-Pyrénées	465	37	31	123	23	s	s	697
Pyrénées-Orientales	1 810	77	83	151	11	s	s	2 146
Tarn	1 124	179	66	204	93	23	25	1 714
Tarn-et-Garonne	1 421	65	66	156	8	8	10	1 734
Occitanie	18 468	1 091	966	2 572	432	97	262	23 888
Loire-Atlantique	2 390	132	138	504	20	16	51	3 251
Maine-et-Loire	3 248	159	164	363	37	17	140	4 128
Mayenne	1 560	74	69	191	34	31	43	2 002
Sarthe	1 835	94	107	186	71	16	84	2 393
Vendée	2 101	92	115	432	17	27	72	2 856
Pays-de-Loire	11 134	551	593	1 676	179	107	390	14 630
Alpes-de-Haute-Provence	731	37	56	84	21	0	10	939
Hautes-Alpes	563	24	27	50	28	s	s	693
Alpes-Maritimes	406	38	23	670	12	s	s	1 459
Bouches-du-Rhône	2 055	130	86	580	19	7	73	2 950
Var	1 805	58	113	766	53	7	162	2 964
Vaucluse	3 050	118	117	380	9	s	s	3 721
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 610	405	422	2 530	142	19	598	12 726
Corse	711	105	30	128	28	0	20	1 022
TOTAL	143 404	6 993	6 819	24 632	5 551	1 005	5 211	193 615

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

1.5.8 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2012 à 2016

La masse salariale correspond aux rémunérations brutes (incluant les cotisations de part ouvrière) déclarées par les employeurs auprès de la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ces rémunérations intègrent l'ensemble des éléments de rémunération, y compris les primes, soumises à cotisations sociales.

Tableau 17

Montant de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Exploitations	5 898 928 851	6 148 418 255	6 320 942 518	6 356 310 910	6 508 733 735	2,4
Organismes de service	6 361 060 842	6 456 583 925	6 499 140 046	6 530 516 084	6 714 413 847	2,8
Coopération	3 445 930 325	3 503 660 458	3 644 573 894	3 603 767 956	3 766 069 336	4,5
Entreprises de travaux agricoles	1 837 503 273	1 916 538 790	1 990 669 023	1 986 596 570	2 048 647 072	3,1
Travaux forestiers	540 080 977	542 899 727	565 851 925	575 058 978	574 930 636	0,0
Artisanat rural	62 717 798	59 957 864	56 826 764	52 831 477	49 611 413	-6,1
Activités diverses	388 827 037	385 783 900	387 267 817	390 247 673	379 634 415	-2,7
Total	18 535 049 103	19 013 842 919	19 465 271 987	19 495 329 648	20 042 040 454	2,8

Source : MSA

Masse salariale : montants de rémunération brute sur lesquels sont assises les cotisations sociales. La masse salariale est composée de la rémunération nette et des cotisations légales et conventionnelles de part ouvrière.

1.5.9 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2016

Tableau 18

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2016 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ain	38 051 003	53 003 904	37 073 456	21 377 510	12 886 971	1 321 305	2 288 060	166 002 209
Allier	27 275 631	39 897 477	16 774 865	7 189 979	4 637 458	475 819	4 708 570	100 959 799
Ardèche	36 549 179	28 788 692	15 940 894	6 727 195	3 424 296	762 169	165 061	92 357 486
Cantal	10 489 448	40 025 108	29 802 712	3 370 716	4 688 696	216 742	480 088	89 073 510
Drôme	127 577 910	60 134 519	43 354 031	13 475 486	2 250 242	194 103	6 982 603	253 968 894
Isère	44 897 318	90 578 784	45 539 406	32 391 250	11 123 535	616 594	1 092 940	226 239 827
Loire	31 317 191	67 020 035	28 861 873	16 644 008	3 902 250	537 240	722 022	149 004 619
Haute-Loire	12 998 917	28 835 571	14 500 444	3 134 790	9 573 052	290 282	175 685	69 508 741
Rhône	83 993 929	157 230 451	28 302 021	64 161 419	11 150 665	384 663	4 171 784	349 394 932
Puy-de-Dôme	40 680 999	110 403 537	53 188 086	11 693 901	9 841 566	189 316	4 867 479	230 864 884
Savoie	26 836 052	51 085 242	16 446 372	14 396 741	3 794 991	586 336	8 988 204	122 133 938
Haute-Savoie	27 161 402	93 929 339	10 817 589	27 363 253	6 725 730	38 012	2 103 791	168 139 116
Auvergne-Rhône-Alpes	507 828 979	820 932 659	340 601 749	221 926 248	83 999 452	5 612 581	36 746 287	2 017 647 955
Côte-d'or	115 300 179	67 511 705	24 143 994	17 779 062	12 981 432	655 626	5 560 822	243 932 820
Doubs	14 169 110	83 961 183	35 906 115	12 772 309	23 834 464	356 382	6 066 822	177 066 385
Jura	16 084 689	17 685 991	17 417 747	4 230 909	9 147 199	118 955	2 885 737	67 571 227
Nièvre	28 037 912	26 942 553	7 170 639	5 454 748	7 801 139	109 665	1 216 388	76 733 044
Haute-Saône	12 557 902	18 927 621	25 291 362	5 653 229	9 598 638	104 091	715 182	72 848 025
Saône-et-Loire	80 364 270	50 159 735	43 028 723	14 150 651	9 619 225	628 002	2 266 617	200 217 223
Territoire de Belfort	1 106 228	590 210	6 314	3 758 619	348 872	0	164 522	5 974 765
Yonne	69 267 452	33 648 572	40 830 347	10 465 236	3 434 529	629 507	1 363 606	159 639 249
Bourgogne-Franche Comté	336 887 742	299 427 570	193 795 241	74 264 763	76 765 498	2 602 228	20 239 696	1 003 982 738
Côtes-d'Armor	132 911 202	114 207 366	179 765 548	29 012 475	2 408 779	279 280	5 829 377	464 414 027
Finistère	174 243 201	137 253 990	127 935 844	39 960 722	1 130 614	793 348	13 474 035	494 791 754
Ile-et-Vilaine	88 693 484	165 371 289	100 847 314	41 900 810	2 220 870	1 603 750	20 732 186	421 369 703
Morbihan	72 887 119	133 546 542	124 439 819	41 323 739	5 704 316	650 776	3 135 333	381 687 644
Bretagne	468 735 006	550 379 187	532 988 525	152 197 746	11 464 579	3 327 154	43 170 931	1 762 263 128
Cher	61 788 164	46 139 984	11 994 079	10 511 434	2 997 934	578 024	2 762 083	136 771 702
Eure-et-Loir	62 639 947	52 703 288	29 534 322	18 424 598	1 231 863	269 947	6 496 220	171 300 185
Indre	22 592 982	30 283 208	8 139 585	5 126 817	3 147 025	230 165	1 055 364	70 575 146
Indre-et-Loire	81 506 173	65 574 105	17 233 522	18 306 854	3 155 767	384 745	3 714 788	189 875 954
Loir-et-Cher	80 959 872	67 183 399	17 210 337	11 480 163	4 189 487	391 433	7 702 562	189 117 253
Loiret	65 108 802	111 818 126	60 455 240	20 373 923	12 303 125	202 082	4 659 200	274 920 498
Centre-Val de Loire	374 595 940	373 702 110	144 567 085	84 223 789	27 025 201	2 056 396	26 390 217	1 032 560 738
Ardennes	17 079 950	22 258 912	14 558 103	6 701 495	4 354 132	93 266	631 029	65 676 887
Aube	95 710 671	42 992 309	29 867 890	10 954 102	5 849 093	1 312 392	2 506 879	189 193 336
Marne	291 130 002	152 537 925	174 697 872	54 639 436	4 407 299	127 298	3 455 892	680 995 724
Haute-Marne	13 496 403	19 497 974	8 874 719	3 934 843	4 904 544	647 998	3 424 772	54 781 253
Meurthe-et-Moselle	19 666 138	44 049 682	23 545 511	12 070 626	14 945 785	488 670	2 035 906	116 802 318
Meuse	16 675 332	20 005 127	29 582 364	5 936 635	8 453 767	63 088	227 261	80 943 574
Moselle	25 170 287	37 102 386	30 401 947	16 935 142	9 136 538	30 989	1 131 389	119 908 678
Haut-Rhin	78 609 837	29 152 393	29 931 628	17 923 974	8 266 328	15 027	3 152 680	167 051 867
Bas-Rhin	81 903 189	82 602 113	34 638 557	31 164 469	29 794 183	422 442	2 996 708	263 521 661
Vosges	15 878 863	29 402 197	37 014 338	7 266 757	25 390 244	0	790 878	115 743 277
Grand-Est	655 320 672	479 601 018	413 112 929	167 527 479	115 501 913	3 201 170	20 353 394	1 854 618 575
Aisne	92 436 700	50 449 028	70 251 810	19 261 565	7 499 650	210 402	2 183 442	242 292 597
Nord	105 785 071	127 929 832	89 609 801	67 805 885	3 125 440	1 349 804	15 082 226	410 688 059
Oise	75 887 464	103 091 817	24 733 704	32 409 796	4 776 626	417 213	10 618 204	251 934 824
Pas-de-Calais	70 835 664	103 353 424	90 089 672	47 333 953	1 481 514	993 177	2 885 194	316 972 598
Somme	73 876 277	74 126 762	48 546 344	25 240 980	827 711	310 665	5 476 148	228 404 887
Hauts-de-France	418 821 176	458 950 863	323 231 331	192 052 179	17 710 941	3 281 261	36 245 214	1 450 292 965
Ile-de-France	233 099 337	1 002 127 718	110 911 872	313 339 149	13 837 094	1 167 287	32 091 557	1 706 574 014

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2016 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Calvados	81 779 267	101 948 324	79 148 188	30 579 371	1 182 703	557 091	5 122 203	300 317 147
Eure	46 420 058	53 314 105	17 201 273	24 033 103	5 229 414	142 825	5 060 037	151 400 815
Manche	68 419 034	60 653 738	98 285 549	19 746 919	2 669 060	429 960	1 198 039	251 402 299
Orne	51 240 912	41 133 744	26 262 050	8 784 689	10 820 444	535 256	919 765	139 696 860
Seine-Maritime	64 171 451	93 568 820	50 738 211	36 734 952	5 495 239	251 289	1 612 665	252 572 627
Normandie	312 030 722	350 618 731	271 635 271	119 879 034	25 396 860	1 916 421	13 912 709	1 095 389 748
Charente	89 414 094	49 031 254	29 593 820	14 554 794	3 238 227	1 812 292	1 269 974	188 914 455
Charente-Maritime	130 079 061	88 341 618	31 327 520	24 450 536	2 555 334	2 722 293	4 627 019	284 103 381
Corrèze	23 667 389	31 472 218	20 549 704	6 252 171	14 866 623	0	221 355	97 029 460
Creuse	10 178 063	18 048 840	6 790 361	2 159 510	5 347 248	373 596	245 053	43 142 671
Dordogne	80 326 661	63 973 384	34 857 851	11 664 546	9 133 469	870 890	3 528 966	204 355 767
Gironde	525 273 064	128 972 871	46 726 440	90 701 258	29 601 107	709 733	8 782 378	830 766 851
Landes	74 632 604	47 684 137	82 852 729	24 886 707	24 754 470	249 583	2 124 607	257 184 837
Lot-et-Garonne	138 319 339	52 409 581	62 794 024	10 942 233	5 450 331	971 603	2 553 149	273 440 260
Pyrénées-Atlantiques	53 672 634	85 894 319	86 917 690	23 348 401	3 038 087	2 567 131	9 731 004	265 169 266
Deux-Sèvres	73 475 240	82 343 668	57 338 027	13 303 398	9 242 035	3 002 137	6 658 330	245 362 835
Vienne	36 562 555	55 996 372	52 353 408	12 561 414	1 185 596	1 038 686	2 896 031	162 594 062
Haute-Vienne	21 156 891	47 240 752	17 629 891	6 711 597	6 099 293	447 205	503 683	99 789 312
Nouvelle-Aquitaine	1 256 757 595	751 409 014	529 731 465	241 536 565	114 511 820	14 765 149	43 141 549	2 951 853 157
Ariège	7 240 711	11 577 776	4 901 359	5 631 794	4 074 425	25 548	1 251 983	34 703 596
Aude	80 354 481	38 556 561	60 232 588	9 397 758	1 701 118	26 409	4 537 269	194 806 184
Aveyron	22 372 488	81 917 549	37 932 016	7 493 083	2 098 328	877 135	5 047 666	157 738 265
Gard	146 156 312	75 560 200	33 662 388	17 097 051	2 951 584	147 160	5 413 570	280 988 265
Haute-Garonne	59 681 196	101 961 475	39 993 551	23 119 793	9 462 542	303 662	1 810 963	236 333 182
Gers	60 781 953	40 380 486	54 283 489	7 448 598	792 609	113 093	3 383 953	167 184 181
Hérault	109 240 201	157 132 468	35 192 103	26 876 236	1 000 183	341 464	5 004 741	334 787 396
Lot	23 946 375	32 732 443	23 266 478	4 571 028	1 424 186	10 347	1 259 543	87 210 400
Lozère	4 387 613	15 330 701	5 643 992	1 680 009	4 197 081	0	403 988	31 643 384
Hautes-Pyrénées	11 249 321	23 010 004	8 481 074	3 572 157	3 055 896	1 153 598	219 701	50 741 751
Pyrénées-Orientales	90 655 504	68 695 914	34 707 580	6 428 331	398 246	360 414	3 147 586	204 393 575
Tarn	31 569 759	62 730 885	20 588 318	9 140 230	9 552 723	1 636 243	1 342 399	136 560 557
Tarn-et-Garonne	86 727 351	54 822 070	39 954 456	5 279 800	456 280	242 674	544 305	188 026 936
Occitanie	734 363 265	764 408 532	398 839 392	127 735 868	41 165 201	5 237 747	33 367 667	2 105 117 672
Loire-Atlantique	158 052 228	158 921 268	133 963 888	53 945 091	1 657 434	493 776	1 911 228	508 944 913
Maine-et-Loire	272 200 611	118 973 558	114 483 145	34 156 781	1 883 724	504 933	7 428 281	549 631 033
Mayenne	43 579 033	54 115 927	34 856 983	21 432 730	985 821	1 304 199	1 051 652	157 326 345
Sarthe	59 964 106	85 966 664	42 240 208	14 961 596	4 321 756	638 510	10 284 164	218 377 004
Vendée	76 806 566	56 804 043	61 465 310	35 908 251	12 931 720	2 904 252	16 139 793	262 959 935
Pays-de-Loire	610 602 544	474 781 460	387 009 534	160 404 449	21 780 455	5 845 670	36 815 118	1 697 239 230
Alpes-de-Haute-Provence	33 411 747	18 490 915	9 951 936	5 390 352	2 332 929	0	211 028	69 788 907
Hautes-Alpes	17 797 409	15 161 779	5 672 909	3 081 372	1 471 433	0	147 613	43 332 515
Alpes-Maritimes	23 432 937	59 247 432	4 453 389	50 683 100	1 646 770	99 461	17 433 141	156 996 230
Bouches-du-Rhône	171 707 968	110 346 612	15 482 520	51 045 972	13 993 055	60 261	4 952 984	367 589 372
Var	111 811 054	65 410 298	24 697 584	50 690 421	3 370 703	396 391	10 806 191	267 182 642
Vaucluse	201 531 029	70 876 295	48 300 597	24 376 960	611 758	42 236	2 947 666	348 686 541
Provence-Alpes-Côte d'Azur	559 692 144	339 533 331	108 558 935	185 268 177	23 426 648	598 349	36 498 623	1 253 576 207
Corse	39 998 613	48 541 654	11 086 007	8 291 626	2 344 974	0	661 453	110 924 424
TOTAL	6 508 733 735	6 714 413 847	3 766 069 336	2 048 647 072	574 930 636	49 611 413	379 634 415	20 042 040 454

Source : MSA

2. Les personnes couvertes

2.1 Les ressortissants (avec double compte)

Le terme ressortissant du régime agricole désigne toute personne qui a un lien avec le régime agricole. Sont pris en compte dans le calcul des ressortissants, les personnes protégées en maladie au régime agricole et les bénéficiaires d'un avantage de retraite au régime agricole couverts en maladie par un autre régime.

Les personnes bénéficiaires simultanément d'un avantage de retraite au régime des non-salariés et à celui des salariés agricoles (ou polypensionnées) sont comptées comme ressortissantes dans chacun des deux régimes, d'où la notion de double compte

2.1.1 Historique des ressortissants agricoles de 2012 à 2016

Tableau 19

Nombre de ressortissants au régime agricole de 2012 à 2016 au 1er janvier

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés	2 498 314	2 421 948	2 344 136	2 266 491	2 196 262	-3,1
Salariés	3 935 724	3 898 396	3 891 878	3 929 693	3 975 754	1,2
Total	6 434 038	6 320 344	6 236 014	6 196 184	6 172 016	-0,4

Source : MSA

Tableau 20

Ventilation départementale et régionale des ressortissants au 1er janvier 2016 (avec double compte)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	21 044	34 323	55 367
Allier	24 218	30 028	54 246
Ardèche	21 991	23 451	45 442
Cantal	22 921	18 501	41 422
Drôme	26 913	52 157	79 070
Isère	26 668	43 227	69 895
Loire	25 674	30 311	55 985
Haute-Loire	22 228	13 304	35 532
Rhône	27 102	58 681	85 783
Puy-de-Dôme	31 307	39 975	71 282
Savoie	15 465	26 118	41 583
Haute-Savoie	18 144	27 582	45 726
Auvergne-Rhône-Alpes	283 675	397 658	681 333
Côte-d'Or	21 340	40 988	62 328
Doubs	21 454	26 970	48 424
Jura	14 693	15 605	30 298
Nièvre	12 942	18 747	31 689
Haute-Saône*			0
Saône-et-Loire	36 819	39 839	76 658
et Territoire de Belfort*	15 527	19 745	35 272
Yonne	16 484	31 115	47 599
Bourgogne-Franche Comté	139 259	193 009	332 268
Côtes-d'Armor	54 809	70 216	125 025
Finistère	49 379	69 666	119 045
Ille-et-Vilaine	56 794	74 789	131 583
Morbihan	45 280	62 543	107 823
Bretagne	206 262	277 214	483 476
Cher	15 056	29 380	44 436
Eure-et-Loir	18 014	37 405	55 419
Indre	19 016	22 994	42 010
Indre-et-Loire	22 725	47 559	70 284
Loir-et-Cher	19 824	44 837	64 661
Loiret	18 977	47 025	66 002
Centre-Val de Loire	113 612	229 200	342 812
Ardennes	11 994	14 687	26 681
Aube	15 172	26 966	42 138
Marne	31 349	74 112	105 461
Haute-Marne	12 735	17 464	30 199
Meurthe-et-Moselle	12 838	25 883	38 721
Meuse	12 344	13 597	25 941
Moselle	14 836	29 225	44 061
Haut-Rhin	16 424	33 516	49 940
Bas-Rhin	21 172	40 570	61 742
Vosges	14 839	23 752	38 591
Grand-Est	163 703	299 772	463 475
Aisne	18 529	56 922	75 451
Nord	36 711	85 798	122 509
Oise	14 165	55 080	69 245
Pas-de-Calais	37 560	72 881	110 441
Somme	24 023	57 508	81 531
Hauts-de-France	130 988	328 189	459 177
Île-de-France	32 662	257 590	290 252

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Calvados	28 725	56 541	85 266
Eure	18 840	41 845	60 685
Manche	43 894	52 147	96 041
Orne	26 770	30 979	57 749
Seine-Maritime	27 582	57 611	85 193
Normandie	145 811	239 123	384 934
Charente	26 385	40 873	67 258
Charente-Maritime	35 505	65 466	100 971
Corrèze	21 211	19 343	40 554
Creuse	18 493	12 173	30 666
Dordogne	37 889	53 676	91 565
Gironde	36 467	133 911	170 378
Landes	23 241	43 376	66 617
Lot-et-Garonne	31 621	58 723	90 344
Pyrénées-Atlantiques	39 522	46 473	85 995
Deux-Sèvres	35 505	48 593	84 098
Vienne	26 811	42 222	69 033
Haute-Vienne	23 431	29 643	53 074
Nouvelle-Aquitaine	356 081	594 472	950 553
Ariège	10 540	11 345	21 885
Aude	25 594	62 217	87 811
Aveyron	40 027	34 463	74 490
Gard	22 782	79 712	102 494
Haute-Garonne	25 949	49 304	75 253
Gers	32 212	34 322	66 534
Hérault	28 879	88 859	117 738
Lot	18 587	16 705	35 292
Lozère	13 107	16 970	30 077
Hautes-Pyrénées	14 065	12 976	27 041
Pyrénées-Orientales	16 193	54 261	70 454
Tarn	25 991	32 136	58 127
Tarn-et-Garonne	21 937	35 580	57 517
Occitanie	295 863	528 850	824 713
Loire-Atlantique	45 627	76 808	122 435
Maine-et-Loire	49 544	92 027	141 571
Mayenne	38 908	32 255	71 163
Sarthe	33 320	61 883	95 203
Vendée	51 814	65 383	117 197
Pays-de-Loire	219 213	328 356	547 569
Alpes-de-Haute-Provence*			
et Hautes-Alpes *	16 142	23 528	39 670
Alpes-Maritimes	13 065	35 581	48 646
Bouches-du-Rhône	23 348	90 071	113 419
Var	19 876	54 996	74 872
Vaucluse	25 240	81 537	106 777
Provence-Alpes-Côte d'Azur	97 671	285 713	383 384
Corse	11 462	16 608	28 070
TOTAL	2 196 262	3 975 754	6 172 016

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole

2.2.1 Historique des personnes protégées de 1992 à 2016

Les non-salariés agricoles sont couverts en maladie par l'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa). Les salariés agricoles sont couverts en maladie par les assurances sociales agricoles (ASA).

Les personnes protégées en maladie sont les actifs ou inactifs (retraités, chômeurs, pré-retraités...) et leurs ayants-droits tels que les conjoints et les enfants.

Tableau 21

Nombre de personnes protégées de 1992 à 2016

Années	Personnes protégées au régime des non-salariées	Personnes protégées au régime des salariés	Total personnes protégées au régime agricole
1992	2 839 107	1 822 770	4 661 877
1993	2 764 337	1 827 606	4 591 943
1994	2 703 812	1 801 426	4 505 238
1995	2 622 212	1 794 815	4 417 027
1996	2 547 901	1 818 218	4 366 119
1997	2 472 311	1 828 501	4 300 812
1998	2 405 171	1 820 975	4 226 146
1999	2 344 304	1 847 067	4 191 371
2000	2 291 741	1 848 997	4 140 738
2001	2 228 592	1 883 694	4 112 286
2002	2 158 825	1 895 287	4 054 112
2003	2 093 436	1 917 046	4 010 482
2004	2 035 692	1 906 665	3 942 357
2005	1 973 644	1 910 969	3 884 613
2006	1 909 126	1 890 486	3 799 612
2007	1 856 084	1 869 460	3 725 544
2008	1 788 959	1 849 739	3 638 698
2009	1 732 988	1 808 123	3 541 111
2010	1 681 217	1 798 927	3 480 144
2011	1 686 329	1 782 032	3 468 361
2012	1 633 601	1 743 276	3 376 877
2013	1 580 551	1 736 447	3 316 998
2014	1 529 113	1 733 496	3 262 609
2015	1 482 913	1 770 938	3 253 851
2016	1 429 639	1 819 883	3 249 522

Source : MSA

Nouveau mode de calcul : Révision pour la 2e année consécutive des effectifs protégés au régime des salariés agricoles. Dans le cadre d'une harmonisation de nos différentes sources issues de nos systèmes d'informations, le mode de calcul des effectifs protégés en maladie au régime des salariés agricoles était en cours de révision depuis début 2016. Courant 2017, la réflexion s'est prolongée pour aboutir à une nouvelle proposition intégrant notamment pour les actifs les modifications structurelles d'accès à l'emploi salarié agricole et aux prestations sociales, notamment du fait d'un recours croissant à des contrats à durée déterminée. Ainsi, la population active au régime des salariés a été revue à la hausse afin d'y intégrer les effectifs sans emplois (en maintien de droit ou en période d'alternance activité/chômage), ces derniers étant comptabilisés antérieurement dans la catégorie des "inactifs" avec les retraités et invalides.

2.2.2 Ventilation départementale des personnes protégées en 2016

Tableau 22

Ventilation départementale et régionale des personnes protégées au régime agricole au 1er janvier 2016

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	13 610	14 247	27 857	Calvados	18 408	23 613	42 021
Allier	16 302	10 803	27 105	Eure	11 565	14 855	26 420
Ardèche	13 011	10 421	23 432	Manche	32 106	23 822	55 928
Cantal	17 555	7 872	25 427	Orne	18 437	12 906	31 343
Drôme	15 963	26 864	42 827	Seine-Maritime	18 513	21 574	40 087
Isère	16 411	19 784	36 195	Normandie	99 029	96 770	195 799
Loire	16 745	12 847	29 592	Charente	17 200	19 371	36 571
Haute-Loire	15 389	6 265	21 654	Charente-Maritime	22 974	31 789	54 763
Rhône	17 324	25 764	43 088	Corrèze	14 542	9 045	23 587
Puy-de-Dôme	19 090	16 309	35 399	Creuse	13 771	4 648	18 419
Savoie	7 628	9 698	17 326	Dordogne	23 719	22 867	46 586
Haute-Savoie	11 251	13 640	24 891	Gironde	21 862	80 508	102 370
Auvergne-Rhône-Alpes	180 279	174 514	354 793	Landes	15 827	23 950	39 777
Côte-d'Or	13 626	18 575	32 201	Lot-et-Garonne	20 558	31 318	51 876
Doubs	12 537	11 992	24 529	Pyrénées-Atlantiques	26 805	20 940	47 745
Jura	8 947	7 480	16 427	Deux-Sèvres	24 539	23 452	47 991
Nièvre	9 616	7 395	17 011	Vienne	15 946	16 128	32 074
Haute-Saône*			0	Haute-Vienne	13 800	10 390	24 190
Saône-et-Loire	24 308	16 711	41 019	Nouvelle-Aquitaine	231 543	294 406	525 949
et Terr. de Belfort*	9 604	8 277	17 881	Ariège	6 575	4 340	10 915
Yonne	11 434	14 075	25 509	Aude	14 981	24 632	39 613
Bourgogne-Franche Comté	90 072	84 505	174 577	Aveyron	28 944	13 990	42 934
Côtes-d'Armor	35 717	39 766	75 483	Gard	15 455	41 026	56 481
Finistère	31 615	43 116	74 731	Haute-Garonne	16 017	18 042	34 059
Ille-et-Vilaine	38 597	31 543	70 140	Gers	19 972	15 825	35 797
Morbihan	29 098	33 897	62 995	Hérault	18 725	37 344	56 069
Bretagne	135 027	148 322	283 349	Lot	13 347	8 697	22 044
Cher	10 033	12 800	22 833	Lozère	7 878	3 723	11 601
Eure-et-Loir	11 616	13 545	25 161	Hautes-Pyrénées	9 366	4 612	13 978
Indre	12 381	7 923	20 304	Pyrénées-Orientales	10 376	30 646	41 022
Indre-et-Loire	14 116	20 003	34 119	Tarn	17 942	15 193	33 135
Loir-et-Cher	11 874	19 079	30 953	Tarn-et-Garonne	14 736	19 268	34 004
Loiret	12 125	20 339	32 464	Occitane	194 314	237 338	431 652
Centre-Val de Loire	72 145	93 689	165 834	Loire-Atlantique	27 913	38 349	66 262
Ardennes	8 858	7 202	16 060	Maine-et-Loire	32 125	47 415	79 540
Aube	11 504	15 068	26 572	Mayenne	28 586	13 524	42 110
Marne	24 044	42 072	66 116	Sarthe	20 605	23 242	43 847
Haute-Marne	8 115	6 121	14 236	Vendée	31 341	26 285	57 626
Meurthe-et-Moselle	7 929	10 493	18 422	Pays-de-Loire	140 570	148 815	289 385
Meuse	8 540	6 540	15 080	Alpes-de-Haute-Provence*			
Moselle	8 874	10 511	19 385	et Hautes-Alpes*	10 916	12 573	23 489
Haut-Rhin	9 794	15 997	25 791	Alpes-Maritimes	8 537	16 359	24 896
Bas-Rhin	11 833	20 823	32 656	Bouches-du-Rhône	14 095	44 006	58 101
Vosges	9 400	10 533	19 933	Var	13 550	30 987	44 537
Grand-Est	108 891	145 360	254 251	Vaucluse	16 448	43 656	60 104
Aisne	13 353	25 037	38 390	Provence-Alpes-Côte d'Azur	63 546	147 581	211 127
Nord	23 375	37 906	61 281	Corse	7 059	10 305	17 364
Oise	10 071	23 579	33 650	TOTAL	1 429 639	1 819 883	3 249 522
Pas-de-Calais	26 030	33 874	59 904				
Somme	15 814	22 076	37 890				
Hauts-de-France	88 643	142 472	231 115				
Ile-de-France	18 521	95 806	114 327				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée

2.3 Les patients au régime agricole

La population des patients correspond aux personnes ayant bénéficié d'au moins un remboursement de soins en médecine ambulatoire ou en hospitalisation privée au cours de l'année par le régime agricole.

La part des patients s'élève à 97 % des personnes protégées.

2.3.1 Historique des patients de 2012 à 2016

Tableau 23
Nombre de patients au régime agricole de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés	1 608 084	1 514 358	1 492 646	1 422 488	1 379 461	-3,0
Salariés	1 650 768	1 625 831	1 667 290	1 691 845	1 732 212	2,4
Total	3 258 852	3 140 189	3 159 936	3 114 333	3 111 673	-0,1
*CMU de base	1 223	947	792	695	0	- -
Total régime agricole	3 260 075	3 141 136	3 160 728	3 115 028	3 111 673	-0,1
						Source : MSA

**A partir de 2016, les patients identifiés comme étant encore protégés en maladie au titre de la CMU de base sont intégrés dans la patientèle du régime des non-salariés agricole.*

Les chiffres sont redressés afin d'éliminer les dénombrements en doublon de patients ayant changé de régime et/ou de département en cours d'année.

Tableau 24

Ventilation départementale et régionale des patients en 2016

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	12 082	11 071	23 153	Calvados	22 849	27 366	50 215
Allier	13 652	8 912	22 564	Eure	14 372	19 105	33 477
Ardèche	11 781	7 837	19 618	Manche	25 989	19 084	45 073
Cantal	14 940	6 620	21 560	Orne	14 978	9 633	24 611
Drôme	17 280	27 935	45 215	Seine-Maritime	15 234	16 514	31 748
Isère	13 800	14 325	28 125	Normandie	93 422	91 702	185 124
Loire	14 974	9 893	24 867	Charente	13 903	16 148	30 051
Haute-Loire	13 780	5 150	18 930	Charente-Maritime	24 837	33 632	58 469
Rhône	17 097	27 167	44 264	Corrèze	13 005	6 983	19 988
Puy-de-Dôme	22 587	20 422	43 009	Creuse	11 065	3 749	14 814
Savoie	9 836	17 102	26 938	Dordogne	25 453	24 977	50 430
Haute-Savoie	9 414	9 163	18 577	Gironde	21 237	76 081	97 318
Auvergne-Rhône-Alpes	171 223	165 597	336 820	Landes	14 242	18 190	32 432
Côte-d'Or	19 414	24 750	44 164	Lot-et-Garonne	17 488	22 326	39 814
Doubs	14 312	16 009	30 321	Pyrénées-Atlantiques	27 001	25 624	52 625
Jura	7 286	5 323	12 609	Deux-Sèvres	21 032	19 026	40 058
Nièvre	7 265	5 594	12 859	Vienne	18 175	19 714	37 889
Haute-Saône	7 396	5 691	13 087	Haute-Vienne	15 989	12 714	28 703
Saône-et-Loire	20 456	13 042	33 498	Nouvelle-Aquitaine	223 427	279 164	502 591
Territoire de Belfort	610	375	985	Ariège	5 632	3 504	9 136
Yonne	9 197	10 448	19 645	Aude	15 267	27 625	42 892
Bourgogne-Franche Comté	85 936	81 232	167 168	Aveyron	32 973	21 884	54 857
Côtes-d'Armor	37 359	48 616	85 975	Gard	13 710	32 941	46 651
Finistère	27 985	34 139	62 124	Haute-Garonne	12 566	13 948	26 514
Ille-et-Vilaine	40 957	38 498	79 455	Gers	24 315	21 293	45 608
Morbihan	24 735	26 413	51 148	Hérault	16 963	30 498	47 461
Bretagne	131 036	147 666	278 702	Lot	11 856	6 681	18 537
Cher	8 075	9 864	17 939	Lozère	10 526	15 255	25 781
Eure-et-Loir	13 777	18 506	32 283	Hautes-Pyrénées	8 109	3 553	11 662
Indre	9 697	6 521	16 218	Pyrénées-Orientales	8 968	21 908	30 876
Indre-et-Loire	12 083	15 044	27 127	Tarn	15 474	12 375	27 849
Loir-et-Cher	14 961	22 098	37 059	Tarn-et-Garonne	12 517	14 200	26 717
Loiret	10 533	15 302	25 835	Occitane	188 876	225 665	414 541
Centre-Val de Loire	69 126	87 335	156 461	Loire-Atlantique	22 990	29 897	52 887
Ardennes	7 273	5 915	13 188	Maine-et-Loire	30 933	46 328	77 261
Aube	9 315	11 973	21 288	Mayenne	23 249	9 993	33 242
Marne	26 389	44 357	70 746	Sarthe	26 967	27 834	54 801
Haute-Marne	9 776	8 808	18 584	Vendée	34 091	34 188	68 279
Meurthe-et-Moselle	9 008	14 647	23 655	Pays-de-Loire	138 230	148 240	286 470
Meuse	7 077	5 300	12 377	Alpes-de-Haute-Provence	4 117	3 401	7 518
Moselle	8 096	8 299	16 395	Hautes-Alpes	4 974	4 148	9 122
Haut-Rhin	9 882	20 247	30 129	Alpes-Maritimes	7 408	12 064	19 472
Bas-Rhin	11 029	15 728	26 757	Bouches-du-Rhône	15 900	44 134	60 034
Vosges	8 385	8 488	16 873	Var	11 270	24 053	35 323
Grand-Est	106 230	143 762	249 992	Vaucluse	17 540	39 312	56 852
Aisne	11 162	19 513	30 675	Provence-Alpes-Côte d'Azur	61 209	127 112	188 321
Nord	26 140	42 009	68 149	Corse	6 730	9 874	16 604
Oise	8 630	17 267	25 897	TOTAL	1 379 461	1 732 212	3 111 673
Pas-de-Calais	21 754	26 989	48 743				
Somme	18 393	30 060	48 453				
Hauts-de-France	86 079	135 838	221 917				
Ile-de-France	17 937	89 025	106 962				

Source : MSA

A partir de 2016, les patients identifiés comme étant encore protégés en maladie au titre de la CMU de base sont intégrés dans la patientèle du régime des non-salariés agricole.

2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle complémentaire

La CMU complémentaire (CMU-C) permet aux personnes disposant de faibles ressources d'accéder à une meilleure couverture en matière de remboursement de biens et de services de santé.

Tableau 25
Nombre de personnes bénéficiaires de la CMU-C de 2012 à 2016 au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire (assurés et ayants droit)	94 547	98 377	114 644	127 179	137 814	8,4

Source : MSA

Tableau 26

Ventilation départementale et régionale des personnes bénéficiaires de la CMU-C au 31 décembre 2016

Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire	Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire
Ain	671	Calvados	1 371
Allier	717	Eure	1 018
Ardèche	1 300	Manche	1 139
Cantal	712	Orne	595
Drôme	3 860	Seine-Maritime	875
Isère	930	Normandie	4 997
Loire	803	Charente	1 933
Haute-Loire	466	Charente-Maritime	2 846
Rhône	2 648	Corrèze	692
Puy-de-Dôme	1 502	Creuse	661
Savoie	651	Dordogne	2 551
Haute-Savoie	338	Gironde	7 636
Auvergne-Rhône-Alpes	14 596	Landes	1 175
Côte-d'Or	1 110	Lot-et-Garonne	2 604
Doubs	724	Pyrénées-Atlantiques	1 511
Jura	444	Deux-Sèvres	1 047
Nièvre	470	Vienne	1 347
Haute-Saône*	408	Haute-Vienne	1 408
Saône-et-Loire	895	Nouvelle-Aquitaine	25 410
et Territoire de Belfort*	17	Ariège	688
Yonne	665	Aude	3 826
Bourgogne-Franche Comté	4 732	Aveyron	1 401
Côtes-d'Armor	2 219	Gard	7 283
Finistère	1 485	Haute-Garonne	814
Ille-et-Vilaine	1 585	Gers	1 786
Morbihan	1 060	Hérault	4 588
Bretagne	6 348	Lot	573
Cher	825	Lozère	1 823
Eure-et-Loir	607	Hautes-Pyrénées	433
Indre	528	Pyrénées-Orientales	4 281
Indre-et-Loire	928	Tarn	1 353
Loir-et-Cher	1 597	Tarn-et-Garonne	2 296
Loiret	818	Occitanie	31 143
Centre-Val de Loire	5 302	Loire-Atlantique	1 551
Ardennes	639	Maine-et-Loire	2 602
Aube	1 036	Mayenne	530
Marne	1 628	Sarthe	1 440
Haute-Marne	660	Vendée	1 477
Meurthe-et-Moselle	1 036	Pays-de-Loire	7 600
Meuse	298	Alpes-de-Haute-Provence*	337
Moselle	297	et Hautes-Alpes *	412
Haut-Rhin	1 027	Alpes-Maritimes	543
Bas-Rhin	772	Bouches-du-Rhône	4 255
Vosges	709	Var	2 693
Grand-Est	8 101	Vaucluse	5 912
Aisne	1 471	Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 152
Nord	5 023	Corse	1 019
Oise	670		
Pas-de-Calais	3 712		
Somme	2 042		
Hauts-de-France	12 918		
Île-de-France	1 499		
		TOTAL	137 814

Source : MSA

2.5 Les retraités du régime agricole

L'ouverture du droit à une pension de vieillesse est conditionnée, pour les non-salariés agricoles, au versement d'une cotisation pour une durée d'activité minimale d'un an. Cette ouverture de droit est effectuée pour les salariés agricoles dès lors que le versement de cotisations permet de valider au minimum un trimestre.

Les retraités perçoivent un avantage de vieillesse (droit personnel et/ou droit de réversion) et peuvent résider en France ou à l'étranger. Les retraités décédés en cours d'année ou ceux dont les avantages de base sont suspendus au moment de la statistique sont exclus du dénombrement (en fin d'année).

2.5.1 Historique des retraités de 2012 à 2016

Tableau 27

Nombre de retraités au régime agricole de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Retraités non-salariés	1 640 801	1 593 107	1 547 671	1 500 004	1 456 589	-2,9
Retraités salariés	2 492 410	2 495 081	2 503 470	2 507 686	2 519 320	0,5
Total retraités du régime agricole	4 133 211	4 088 188	4 051 141	4 007 690	3 975 909	-0,8

Source : MSA

Tableau 28

Nombre de retraités au régime agricole au 31 décembre 2016 en France et en métropole
Ventilation départementale et régionale par lieu de résidence

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	14 290	23 536	37 826	Calvados	17 717	34 867	52 584
Allier	15 672	23 193	38 865	Eure	11 138	25 724	36 862
Ardèche	14 735	16 895	31 630	Manche	29 242	37 283	66 525
Cantal	12 706	13 495	26 201	Orne	16 503	22 313	38 816
Drôme	16 344	23 670	40 014	Seine-Maritime	18 418	40 927	59 345
Isère	18 607	27 178	45 785	Normandie	93 018	161 114	254 132
Loire	17 416	20 509	37 925	Charente	17 832	25 380	43 212
Haute-Loire	13 617	9 179	22 796	Charente-Maritime	24 228	39 777	64 005
Rhône	17 172	31 763	48 935	Corrèze	14 279	12 755	27 034
Puy-de-Dôme	19 002	22 899	41 901	Creuse	11 192	9 192	20 384
Savoie	9 684	11 791	21 475	Dordogne	24 949	32 377	57 326
Haute-Savoie	12 283	16 659	28 942	Gironde	25 711	62 316	88 027
Auvergne-Rhône-Alpes	181 528	240 767	422 295	Landes	16 918	26 524	43 442
Côte-d'Or	11 708	19 954	31 662	Lot-et-Garonne	22 632	29 359	51 991
Doubs	12 757	15 036	27 793	Pyrénées-Atlantiques	24 110	26 623	50 733
Jura	9 650	10 329	19 979	Deux-Sèvres	24 000	31 487	55 487
Nièvre	7 835	13 697	21 532	Vienne	17 436	29 205	46 641
Haute-Saône	8 849	10 198	19 047	Haute-Vienne	14 922	20 001	34 923
Saône-et-Loire	23 970	27 452	51 422	Nouvelle-Aquitaine	238 209	344 996	583 205
Territoire de Belfort	1 217	2 165	3 382	Ariège	6 806	8 385	15 191
Yonne	9 881	20 189	30 070	Aude	15 181	26 363	41 544
Bourgogne-Franche Comté	85 867	119 020	204 887	Aveyron	21 759	19 243	41 002
Côtes-d'Armor	34 158	35 485	69 643	Gard	15 259	38 796	54 055
Finistère	35 257	39 798	75 055	Haute-Garonne	21 201	36 239	57 440
Ille-et-Vilaine	38 467	45 619	84 086	Gers	18 493	17 489	35 982
Morbihan	31 935	41 675	73 610	Hérault	20 321	47 399	67 720
Bretagne	139 817	162 577	302 394	Lot	11 948	10 676	22 624
Cher	9 519	19 953	29 472	Lozère	5 571	5 062	10 633
Eure-et-Loir	10 509	22 135	32 644	Hautes-Pyrénées	9 867	10 022	19 889
Indre	12 482	18 016	30 498	Pyrénées-Orientales	12 460	26 862	39 322
Indre-et-Loire	15 931	33 873	49 804	Tarn	17 982	21 271	39 253
Loir-et-Cher	12 606	25 697	38 303	Tarn-et-Garonne	14 607	19 336	33 943
Loiret	13 515	30 038	43 553	Occitanie	191 455	287 143	478 598
Centre-Val de Loire	74 562	149 712	224 274	Loire-Atlantique	34 143	49 487	83 630
Ardennes	6 390	10 353	16 743	Maine-et-Loire	32 691	53 908	86 599
Aube	8 233	14 676	22 909	Mayenne	23 715	23 250	46 965
Marne	14 848	29 509	44 357	Sarthe	21 180	40 949	62 129
Haute-Marne	7 141	10 297	17 438	Vendée	34 499	44 386	78 885
Meurthe-et-Moselle	7 157	14 405	21 562	Pays-de-Loire	146 228	211 980	358 208
Meuse	6 957	9 110	16 067	Alpes-de-Haute-Provence	4 843	6 659	11 502
Moselle	10 009	17 832	27 841	Hautes-Alpes	4 881	5 117	9 998
Haut-Rhin	10 290	16 506	26 796	Alpes-Maritimes	9 859	22 121	31 980
Bas-Rhin	15 720	23 238	38 958	Bouches-du-Rhône	15 231	37 122	52 353
Vosges	9 736	15 605	25 341	Var	13 012	30 169	43 181
Grand-Est	96 481	161 531	258 012	Vaucluse	16 171	29 396	45 567
Aisne	10 020	30 936	40 956	Provence-Alpes-Côte d'Azur	63 997	130 584	194 581
Nord	22 432	44 542	66 974	Corse	6 501	6 502	13 003
Oise	8 062	29 731	37 793	DOM	29 764	2 176	31 940
Pas-de-Calais	24 406	44 194	68 600	Etranger	4 219	239 950	244 169
Somme	13 655	30 007	43 662				
Hauts-de-France	78 575	179 410	257 985	TOTAL	1 456 589	2 519 320	3 975 909
Île-de-France	26 368	121 858	148 226				

Source : MSA

2.5.3 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2016

Il s'agit du nombre de nouvelles attributions salariées et non salariées, qu'elles soient de droit propre ou de droit dérivé, y compris les attributions dans le cadre de conventions internationales, CEE ou autres. L'attribution d'une pension de réversion à un retraité déjà titulaire de droit propre est considérée comme une nouvelle attribution et est dénombrée.

Tableau 29
Nombre d'attributions de retraites au régime agricole en 2016 en métropole
Ventilation départementale et régionale par résidence

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	427	1 132	1 559	Calvados	726	1 870	2 596
Allier	584	1 015	1 599	Eure	380	1 191	1 571
Ardèche	592	1 168	1 760	Manche	1 083	1 840	2 923
Cantal	518	596	1 114	Orne	585	966	1 551
Drôme	671	1 775	2 446	Seine-Maritime	608	1 817	2 425
Isère	683	1 569	2 252	Normandie	3 382	7 684	11 066
Loire	644	1 076	1 720	Charente	681	1 321	2 002
Haute-Loire	537	519	1 056	Charente-Maritime	993	2 138	3 131
Rhône	566	1 655	2 221	Corrèze	572	693	1 265
Puy-de-Dôme	712	1 288	2 000	Creuse	422	408	830
Savoie	311	734	1 045	Dordogne	1 008	1 777	2 785
Haute-Savoie	446	919	1 365	Gironde	976	3 617	4 593
Auvergne-Rhône-Alpes	6 691	13 446	20 137	Landes	614	1 438	2 052
Côte-d'Or	420	1 057	1 477	Lot-et-Garonne	883	1 790	2 673
Doubs	441	831	1 272	Pyrénées-Atlantiques	958	1 390	2 348
Jura	304	574	878	Deux-Sèvres	924	1 637	2 561
Nièvre	301	557	858	Vienne	706	1 508	2 214
Haute-Saône	357	558	915	Haute-Vienne	545	925	1 470
Saône-et-Loire	942	1 471	2 413	Nouvelle-Aquitaine	9 282	18 642	27 924
Territoire de Belfort	50	122	172	Ariège	264	451	715
Yonne	433	1 104	1 537	Aude	586	1 494	2 080
Bourgogne-Franche Comté	3 248	6 274	9 522	Aveyron	1 070	1 130	2 200
Côtes-d'Armor	1 450	2 286	3 736	Gard	661	2 735	3 396
Finistère	1 359	2 879	4 238	Haute-Garonne	758	1 868	2 626
Ille-et-Vilaine	1 429	2 350	3 779	Gers	795	962	1 757
Morbihan	1 173	2 540	3 713	Hérault	798	2 919	3 717
Bretagne	5 411	10 055	15 466	Lot	503	663	1 166
Cher	369	925	1 294	Lozère	257	317	574
Eure-et-Loir	400	971	1 371	Hautes-Pyrénées	350	473	823
Indre	444	745	1 189	Pyrénées-Orientales	436	1 602	2 038
Indre-et-Loire	573	1 738	2 311	Tarn	739	1 351	2 090
Loir-et-Cher	425	1 215	1 640	Tarn-et-Garonne	696	1 262	1 958
Loiret	491	1 556	2 047	Occitanie	7 913	17 227	25 140
Centre-Val de Loire	2 702	7 150	9 852	Loire-Atlantique	1 183	2 745	3 928
Ardennes	262	605	867	Maine-et-Loire	1 269	3 151	4 420
Aube	312	809	1 121	Mayenne	816	1 089	1 905
Marne	669	1 832	2 501	Sarthe	667	1 829	2 496
Haute-Marne	264	508	772	Vendée	1 316	2 361	3 677
Meurthe-et-Moselle	271	730	1 001	Pays-de-Loire	5 251	11 175	16 426
Meuse	282	465	747	Alpes-de-Haute-Provence	187	414	601
Moselle	370	974	1 344	Hautes-Alpes	200	326	526
Haut-Rhin	443	1 040	1 483	Alpes-Maritimes	362	1 216	1 578
Bas-Rhin	583	1 382	1 965	Bouches-du-Rhône	518	2 354	2 872
Vosges	355	796	1 151	Var	468	1 794	2 262
Grand-Est	3 811	9 141	12 952	Vaucluse	586	1 956	2 542
Aisne	413	1 688	2 101	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 321	8 060	10 381
Nord	935	2 808	3 743	Corse	315	544	859
Oise	316	1 698	2 014	DOM	1 325	203	1 528
Pas-de-Calais	1 046	2 550	3 596	Etranger	177	12 011	12 188
Somme	519	1 600	2 119				
Hauts-de-France	3 229	10 344	13 573				
Île-de-France	918	6 873	7 791	TOTAL	55 976	138 829	194 805

Source : MSA

2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole

2.6.1 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité

Les prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité comprennent :

- Les allocations familiales (AF)
- Le complément familial (CF)
- L'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- Les prestations conventionnelles (PCO)
- L'allocation de soutien familial (ASF)
- L'allocation journalière de présence parentale (AJPP et ses compléments) remplace depuis le 1er mai 2006, l'allocation de présence parentale (APP créée en 2001)
- L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) remplace depuis le 1er janvier 2006, l'AES (Allocation d'éducation spéciale créée le 30 juin 1975)
- L'allocation aux adultes handicapés (AAH) et ses compléments.

Les aides au logement regroupent :

- L'allocation logement à caractère familial (ALF)
- L'allocation logement à caractère social (ALS)
- L'aide personnalisée au logement (APL).

La Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), créée en janvier 2004 regroupe :

- La prime à la naissance ou à l'adoption (PPN)
- L'allocation de base (PAB)
- Le complément de libre choix du mode de garde (PCG)
- Le complément de libre choix d'activité (PCA)
- Le complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA).

La PAJE s'est substituée progressivement aux anciennes prestations dédiées à la petite enfance :

- L'allocation pour jeune enfant (APJE)
- L'allocation d'adoption (ADO) ;
- L'allocation parentale d'éducation (APE)
- L'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)
- L'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)

Un foyer peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour ce foyer n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 30

Nombre de foyers bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge de 2012 à 2016 aux régimes agricoles

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	162 934	154 872	148 234	142 570	152 949	7,3
Nombre d'enfants	160 978	154 848	148 649	145 245	153 633	5,8
Salariés agricoles						
Nombre de familles	246 409	244 798	242 796	243 917	266 452	9,2
Nombre d'enfants	282 507	283 303	283 741	288 038	292 999	1,7
Total régime agricole						
Nombre de familles	409 343	399 670	391 030	386 487	419 401	8,5
Nombre d'enfants	443 485	438 151	432 390	433 283	446 632	3,1

Source : MSA

Tableau 31

Nombre de foyers bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2016

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ain	1 272	1 267	2 105	2 241	3 377	3 508
Allier	2 234	1 867	2 025	1 339	4 259	3 206
Ardèche	2 155	1 728	1 893	1 984	4 048	3 712
Cantal	2 899	2 167	1 392	1 143	4 291	3 310
Drôme	1 809	1 938	3 897	4 066	5 706	6 004
Isère	1 659	1 730	2 224	2 716	3 883	4 446
Loire	2 700	2 571	2 499	2 788	5 199	5 359
Haute-Loire	3 007	2 319	979	1 056	3 986	3 375
Rhône	1 616	1 816	3 106	3 700	4 722	5 516
Puy-de-Dôme	2 713	2 105	2 217	2 449	4 930	4 554
Savoie	735	762	1 056	1 303	1 791	2 065
Haute-Savoie	981	1 453	1 494	2 060	2 475	3 513
Auvergne-Rhône-Alpes	23 780	21 723	24 887	26 845	48 667	48 568
Côte-d'or	1 094	1 480	2 229	2 669	3 323	4 149
Doubs	1 261	1 987	1 533	1 965	2 794	3 952
Jura	1 015	1 220	1 153	1 209	2 168	2 429
Nièvre	1 040	1 052	1 210	1 155	2 250	2 207
Haute-Saône	826	854	1 134	1 327	1 960	2 181
Saône-et-Loire	2 672	2 427	3 013	3 137	5 685	5 564
Territoire de Belfort	95	107	154	154	249	261
Yonne	972	1 195	2 092	2 519	3 064	3 714
Bourgogne-Franche Comté	8 975	10 322	12 518	14 135	21 493	24 457
Côtes-d'Armor	4 569	4 536	6 396	7 523	10 965	12 059
Finistère	3 900	3 491	6 965	7 804	10 865	11 295
Ile-et-Vilaine	4 843	4 765	4 782	5 896	9 625	10 661
Morbihan	3 396	3 509	5 707	6 930	9 103	10 439
Bretagne	16 708	16 301	23 850	28 153	40 558	44 454
Cher	964	961	1 892	1 752	2 856	2 713
Eure-et-Loir	646	791	1 639	1 905	2 285	2 696
Indre	1 376	1 186	1 419	1 049	2 795	2 235
Indre-et-Loire	1 321	1 295	2 848	2 833	4 169	4 128
Loir-et-Cher	933	934	2 409	2 853	3 342	3 787
Loiret	767	891	2 823	3 359	3 590	4 250
Centre-Val de Loire	6 007	6 058	13 030	13 751	19 037	19 809
Ardennes	778	1 173	1 399	1 854	2 177	3 027
Aube	785	1 244	2 535	2 960	3 320	4 204
Marne	1 434	2 642	4 645	6 580	6 079	9 222
Haute-Marne	787	1 015	1 165	1 150	1 952	2 165
Meurthe-et-Moselle	705	986	1 624	1 660	2 329	2 646
Meuse	757	1 048	1 091	1 295	1 848	2 343
Moselle	675	908	1 217	1 481	1 892	2 389
Haut-Rhin	610	840	1 822	2 211	2 432	3 051
Bas-Rhin	751	887	2 234	3 079	2 985	3 966
Vosges	1 134	1 362	1 658	2 057	2 792	3 419
Grand-Est	8 416	12 105	19 390	24 327	27 806	36 432
Aisne	962	1 623	3 393	4 319	4 355	5 942
Nord	1 655	2 135	5 343	6 224	6 998	8 359
Oise	641	1 081	2 949	3 413	3 590	4 494
Pas-de-Calais	2 075	2 796	7 005	8 659	9 080	11 455
Somme	1 020	1 425	2 575	3 128	3 595	4 553
Hauts-de-France	6 353	9 060	21 265	25 743	27 618	34 803
Ile-de-France	898	1 567	7 357	10 995	8 255	12 562

**Nombre de foyers bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité
et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2016 (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Calvados	2 018	2 014	3 657	3 908	5 675	5 922
Eure	868	1 166	2 035	2 187	2 903	3 353
Manche	4 265	3 540	4 244	4 426	8 509	7 966
Orne	2 276	2 534	2 010	2 293	4 286	4 827
Seine-Maritime	1 564	1 763	3 219	3 574	4 783	5 337
Normandie	10 991	11 017	15 165	16 388	26 156	27 405
Charente	1 693	1 144	3 054	2 634	4 747	3 778
Charente-Maritime	1 687	1 247	5 564	5 190	7 251	6 437
Corrèze	1 662	1 237	1 550	1 150	3 212	2 387
Creuse	1 909	1 462	920	618	2 829	2 080
Dordogne	2 304	1 688	3 585	3 476	5 889	5 164
Gironde	1 805	1 760	10 990	11 800	12 795	13 560
Landes	1 458	1 175	2 915	3 254	4 373	4 429
Lot-et-Garonne	1 860	1 550	5 142	5 625	7 002	7 175
Pyrénées-Atlantiques	3 101	3 348	3 129	3 393	6 230	6 741
Deux-Sèvres	3 185	2 955	4 240	5 728	7 425	8 683
Vienne	1 736	1 423	2 912	2 754	4 648	4 177
Haute-Vienne	1 812	1 401	1 968	1 614	3 780	3 015
Nouvelle-Aquitaine	24 212	20 390	45 969	47 236	70 181	67 626
Ariège	890	745	952	650	1 842	1 395
Aude	1 557	1 377	2 499	2 378	4 056	3 755
Aveyron	4 128	3 962	2 171	2 559	6 299	6 521
Gard	1 372	1 697	6 368	6 203	7 740	7 900
Haute-Garonne	1 439	1 121	2 632	2 747	4 071	3 868
Gers	1 788	1 383	2 130	2 202	3 918	3 585
Hérault	1 742	1 956	6 293	6 070	8 035	8 026
Lot	1 475	1 236	1 360	1 264	2 835	2 500
Lozère	1 390	1 245	592	536	1 982	1 781
Hautes-Pyrénées	1 011	806	905	786	1 916	1 592
Pyrénées-Orientales	1 095	949	4 353	3 871	5 448	4 820
Tarn	2 111	1 929	2 327	2 737	4 438	4 666
Tarn-et-Garonne	1 475	1 180	2 861	3 245	4 336	4 425
Occitanie	21 473	19 586	35 443	35 248	56 916	54 834
Loire-Atlantique	3 648	3 688	5 626	6 659	9 274	10 347
Maine-et-Loire	4 409	4 411	7 750	8 985	12 159	13 396
Mayenne	3 723	4 280	2 401	2 838	6 124	7 118
Sarthe	2 345	2 346	3 381	3 685	5 726	6 031
Vendée	4 609	3 652	4 082	4 712	8 691	8 364
Pays-de-Loire	18 734	18 377	23 240	26 879	41 974	45 256
Alpes-de-Haute-Provence	752	773	1 145	1 084	1 897	1 857
Hautes-Alpes	737	736	817	785	1 554	1 521
Alpes-Maritimes	538	618	1 783	1 606	2 321	2 224
Bouches-du-Rhône	1 202	1 405	6 152	5 058	7 354	6 463
Var	1 036	1 346	4 265	4 104	5 301	5 450
Vaucluse	1 344	1 558	8 178	8 743	9 522	10 301
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 609	6 436	22 340	21 380	27 949	27 816
Corse	793	691	1 998	1 919	2 791	2 610
Total	152 949	153 633	266 452	292 999	419 401	446 632

Source : MSA

2.6.3 Historique des bénéficiaires de prestations familiales

Les prestations familiales peuvent se classer en trois catégories : les prestations liées à l'entretien des enfants, les prestations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant et les prestations servies pour des situations particulières des enfants ou des parents.

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Tableau 32

Nombre de foyers et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales au régime agricole par département en 2016

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés agricoles	Nombre de familles	74 576	71 345	68 344	67 185	70 500	4,9
	Nombre d'enfants	160 113	153 999	147 811	147 811	151 014	2,2
Salariés agricoles	Nombre de familles	140 813	140 813	140 998	143 099	141 042	-1,4
	Nombre d'enfants	279 488	280 200	280 671	280 671	286 341	2,0
Total régime agricole	Nombre de familles	215 389	212 158	209 342	210 284	211 542	0,6
	Nombre d'enfants	439 601	434 199	428 482	428 482	437 355	2,1

Source : MSA

Tableau 33

Nombre de foyers et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales au régime agricole par département en 2016

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ain	553	1 254	1 086	2 210	1 639	3 464
Allier	865	1 823	689	1 307	1 554	3 130
Ardèche	778	1 675	950	1 920	1 728	3 595
Cantal	1 079	2 089	590	1 124	1 669	3 213
Drôme	921	1 901	1 989	3 950	2 910	5 851
Isère	806	1 692	1 356	2 661	2 162	4 353
Loire	1 174	2 510	1 326	2 738	2 500	5 248
Haute-Loire	1 102	2 252	518	1 040	1 620	3 292
Rhône	796	1 783	1 715	3 644	2 511	5 427
Puy-de-Dôme	1 044	2 050	1 253	2 399	2 297	4 449
Savoie	357	748	672	1 291	1 029	2 039
Haute-Savoie	630	1 441	1 030	2 037	1 660	3 478
Auvergne-Rhône-Alpes	10 105	21 218	13 174	26 321	23 279	47 539
Côte-d'or	667	1 464	1 293	2 617	1 960	4 081
Doubs	821	1 967	941	1 938	1 762	3 905
Jura	533	1 206	595	1 188	1 128	2 394
Nièvre	505	1 029	557	1 134	1 062	2 163
Haute-Saône	394	838		1 304	394	2 142
Saône-et-Loire	1 152	2 385	1 508	3 067	2 660	5 452
Territoire de Belfort	50	105	82	148	132	253
Yonne	560	1 185	1 179	2 460	1 739	3 645
Bourgogne-Franche Comté	4 682	10 179	6 155	13 856	10 837	24 035
Côtes-d'Armor	1 985	4 496	3 588	7 414	5 573	11 910
Finistère	1 577	3 443	3 799	7 667	5 376	11 110
Ille-et-Vilaine	2 014	4 728	2 794	5 808	4 808	10 536
Morbihan	1 511	3 474	3 289	6 838	4 800	10 312
Bretagne	7 087	16 141	13 470	27 727	20 557	43 868
Cher	447	946	867	1 707	1 314	2 653
Eure-et-Loir	342	781	937	1 883	1 279	2 664
Indre	582	1 163	541	1 024	1 123	2 187
Indre-et-Loire	581	1 278	1 392	2 781	1 973	4 059
Loir-et-Cher	442	923	1 369	2 790	1 811	3 713
Loiret	389	880	1 563	3 278	1 952	4 158
Centre-Val de Loire	2 783	5 971	6 669	13 463	9 452	19 434
Ardennes	533	1 158	851	1 828	1 384	2 986
Aube	561	1 236	1 395	2 874	1 956	4 110
Marne	1 231	2 631	3 213	6 472	4 444	9 103
Haute-Marne	458	999	530	1 122	988	2 121
Meurthe-et-Moselle	445	975	814	1 629	1 259	2 604
Meuse	467	1 043	636	1 265	1 103	2 308
Moselle	415	897	739	1 450	1 154	2 347
Haut-Rhin	387	832	1 066	2 180	1 453	3 012
Bas-Rhin	414	876	1 468	3 030	1 882	3 906
Vosges	619	1 347	966	2 017	1 585	3 364
Grand-Est	5 530	11 994	11 678	23 867	17 208	35 861
Aisne	704	1 612	2 023	4 226	2 727	5 838
Nord	906	2 108	2 896	6 085	3 802	8 193
Oise	467	1 068	1 627	3 343	2 094	4 411
Pas-de-Calais	1 210	2 763	3 892	8 450	5 102	11 213
Somme	631	1 411	1 470	3 053	2 101	4 464
Hauts-de-France	3 918	8 962	11 908	25 157	15 826	34 119
Île-de-France	661	1 555	5 316	10 857	5 977	12 412

Nombre de foyers et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales au régime agricole par département en 2016 (suite)

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Calvados	919	1 973	1 877	3 843	2 796	5 816
Eure	532	1 158	1 085	2 156	1 617	3 314
Manche	1 620	3 477	2 098	4 344	3 718	7 821
Orne	1 126	2 502	1 082	2 258	2 208	4 760
Seine-Maritime	783	1 731	1 772	3 513	2 555	5 244
Normandie	4 980	10 841	7 914	16 114	12 894	26 955
Charente	557	1 114	1 289	2 565	1 846	3 679
Charente-Maritime	612	1 225	2 666	5 059	3 278	6 284
Corrèze	619	1 196	579	1 125	1 198	2 321
Creuse	712	1 421	307	602	1 019	2 023
Dordogne	836	1 638	1 717	3 381	2 553	5 019
Gironde	850	1 723	5 676	11 464	6 526	13 187
Landes	579	1 164	1 609	3 183	2 188	4 347
Lot-et-Garonne	741	1 512	2 701	5 442	3 442	6 954
Pyrénées-Atlantiques	1 599	3 278	1 709	3 332	3 308	6 610
Deux-Sèvres	1 308	2 916	2 724	5 640	4 032	8 556
Vienne	669	1 401	1 364	2 706	2 033	4 107
Haute-Vienne	695	1 368	766	1 565	1 461	2 933
Nouvelle-Aquitaine	9 777	19 956	23 107	46 064	32 884	66 020
Ariège	365	725	311	615	676	1 340
Aude	684	1 316	1 163	2 301	1 847	3 617
Aveyron	1 885	3 899	1 275	2 515	3 160	6 414
Gard	772	1 666	2 839	5 951	3 611	7 617
Haute-Garonne	560	1 099	1 371	2 692	1 931	3 791
Gers	696	1 350	1 135	2 154	1 831	3 504
Hérault	952	1 905	2 840	5 832	3 792	7 737
Lot	613	1 213	649	1 231	1 262	2 444
Lozère	592	1 213	261	522	853	1 735
Hautes-Pyrénées	395	787	379	769	774	1 556
Pyrénées-Orientales	477	914	1 878	3 706	2 355	4 620
Tarn	930	1 887	1 323	2 658	2 253	4 545
Tarn-et-Garonne	578	1 144	1 511	3 137	2 089	4 281
Occitanie	9 499	19 118	16 935	34 083	26 434	53 201
Loire-Atlantique	1 586	3 634	3 150	6 552	4 736	10 186
Maine-et-Loire	1 895	4 363	4 184	8 831	6 079	13 194
Mayenne	1 796	4 229	1 345	2 809	3 141	7 038
Sarthe	1 079	2 310	1 791	3 643	2 870	5 953
Vendée	1 614	3 591	2 262	4 658	3 876	8 249
Pays-de-Loire	7 970	18 127	12 732	26 493	20 702	44 620
Alpes-de-Haute-Provence	370	744	544	1 045	914	1 789
Hautes-Alpes	352	712	397	762	749	1 474
Alpes-Maritimes	310	608	815	1 578	1 125	2 186
Bouches-du-Rhône	690	1 385	3 241	4 850	3 931	6 235
Var	625	1 307	1 996	3 943	2 621	5 250
Vaucluse	781	1 531	4 037	8 359	4 818	9 890
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 128	6 287	11 030	20 537	14 158	26 824
Corse	380	665	954	1 802	1 334	2 467
Total	70 500	151 014	141 042	286 341	211 542	437 355

Source : MSA

2.6.5 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2012 à 2016

Il existe trois aides au logement : l'Allocation logement à caractère familial (ALF), l'Allocation logement à caractère social (ALS) et l'Aide personnalisée au logement (APL). Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent des ressources des allocataires, du nombre d'enfants à charge, du loyer réel ou des mensualités de remboursement, des charges annexes, d'un loyer minimum de référence et du lieu d'implantation du logement. Ces paramètres sont fixés par décret chaque année au 1^{er} janvier.

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Tableau 34

Nombre de foyers bénéficiaires des prestations logement de 2012 à 2016 au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Allocation logement à caractère familial (ALF)	12 344	11 190	10 434	10 432	10 764	3,2
Allocation logement à caractère social (ALS)	46 488	42 709	39 925	36 677	32 874	-10,4
Aide personnalisée au logement (APL)	35 053	33 641	32 355	30 603	28 519	-6,8
Total non-salariés	93 885	87 540	82 714	77 712	72 157	-7,1
Allocation logement à caractère familial (ALF)	25 261	25 067	25 571	26 272	25 989	-1,1
Allocation logement à caractère social (ALS)	52 892	51 072	49 102	47 722	46 394	-2,8
Aide personnalisée au logement (APL)	57 581	57 435	56 586	56 291	55 996	-0,5
Total salariés	135 734	133 574	131 259	130 285	128 379	-1,5
Total régime agricole	229 619	221 114	213 973	207 997	200 536	-3,6

Source : MSA

Tableau 35

Nombre de foyers bénéficiaires de prestations logement au 31 décembre 2016 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	695	955	1 650
Allier	1 137	1 188	2 325
Ardèche	1 280	962	2 242
Cantal	1 287	676	1 963
Drôme	823	2 109	2 932
Isère	737	809	1 546
Loire	1 340	1 090	2 430
Haute-Loire	1 448	359	1 807
Rhône	769	1 421	2 190
Puy-de-Dôme	1 162	791	1 953
Savoie	362	397	759
Haute-Savoie	355	422	777
Auvergne-Rhône-Alpes	11 395	11 179	22 574
Côte-d'Or	373	890	1 263
Doubs	417	579	996
Jura	494	502	996
Nièvre	445	627	1 072
Haute-Saône	373	497	870
Saône-et-Loire	1 394	1 483	2 877
Territoire de Belfort	31	87	118
Yonne	339	957	1 296
Bourgogne-Franche Comté	3 866	5 622	9 488
Côtes-d'Armor	2 426	2 734	5 160
Finistère	2 124	2 983	5 107
Ile-et-Vilaine	2 822	2 002	4 824
Morbihan	1 826	2 348	4 174
Bretagne	9 198	10 067	19 265
Cher	425	961	1 386
Eure-et-Loir	251	674	925
Indre	634	763	1 397
Indre-et-Loire	660	1 342	2 002
Loir-et-Cher	423	1 136	1 559
Loiret	325	1 368	1 693
Centre-Val de Loire	2 718	6 244	8 962
Ardennes	232	635	867
Aube	191	1 285	1 476
Marne	185	1 612	1 797
Haute-Marne	279	620	899
Meurthe-et-Moselle	224	779	1 003
Meuse	233	459	692
Moselle	198	429	627
Haut-Rhin	161	735	896
Bas-Rhin	271	805	1 076
Vosges	471	713	1 184
Grand-Est	2 445	8 072	10 517
Aisne	218	1 688	1 906
Nord	596	2 474	3 070
Oise	134	1 318	1 452
Pas-de-Calais	704	3 523	4 227
Somme	315	1 177	1 492
Hauts-de-France	1 967	10 180	12 147
Ile-de-France	198	2 122	2 320

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Calvados	952	1 761	2 713
Eure	303	861	1 164
Manche	2 332	2 106	4 438
Orne	1 122	960	2 082
Seine-Maritime	672	1 445	2 117
Normandie	5 381	7 133	12 514
Charente	916	1 707	2 623
Charente-Maritime	896	2 757	3 653
Corrèze	816	880	1 696
Creuse	952	533	1 485
Dordogne	1 162	1 923	3 085
Gironde	829	5 538	6 367
Landes	773	1 345	2 118
Lot-et-Garonne	947	2 827	3 774
Pyrénées-Atlantiques	1 120	1 302	2 422
Deux-Sèvres	1 806	1 663	3 469
Vienne	1 015	1 502	2 517
Haute-Vienne	896	1 128	2 024
Nouvelle-Aquitaine	12 128	23 105	35 233
Ariège	443	566	1 009
Aude	730	1 338	2 068
Aveyron	1 729	804	2 533
Gard	623	4 455	5 078
Haute-Garonne	706	1 207	1 913
Gers	825	954	1 779
Hérault	823	3 954	4 777
Lot	664	634	1 298
Lozère	664	316	980
Hautes-Pyrénées	441	454	895
Pyrénées-Orientales	539	2 708	3 247
Tarn	976	1 086	2 062
Tarn-et-Garonne	675	1 614	2 289
Occitanie	9 838	20 090	29 928
Loire-Atlantique	2 042	2 142	4 184
Maine-et-Loire	2 480	3 593	6 073
Mayenne	1 920	1 007	2 927
Sarthe	1 225	1 609	2 834
Vendée	2 827	1 559	4 386
Pays-de-Loire	10 494	9 910	20 404
Alpes-de-Haute-Provence	314	683	997
Hautes-Alpes	321	436	757
Alpes-Maritimes	221	885	1 106
Bouches-du-Rhône	454	3 435	3 889
Var	390	2 474	2 864
Vaucluse	464	5 482	5 946
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 164	13 395	15 559
Corse	365	1 260	1 625
TOTAL	72 157	128 379	200 536

Source : MSA

2.6.7 Historique des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) ou de la Prime d'activité en 2016

A partir du 1^{er} janvier 2016, la **Prime d'activité remplace le RSA activité** et la prime pour l'emploi. Son but est double : donner un complément de revenu aux bas salaires et inciter les chômeurs à trouver un emploi.

A l'inverse du RSA activité, la prime d'activité n'est pas liée à une limite d'âge. La prime est versée tous les trois mois par la CAF ou la Mutualité sociale agricoles (MSA) pour les personnes qui relèvent du régime agricole. Son montant dépend de la situation de chaque bénéficiaire. Le nombre d'enfants à charge est notamment pris en compte.

Tableau 36

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA et ou de la Prime d'activité de mars 2015 à décembre 2016

	mars 2015	juin 2015	septembre 2015	décembre 2015	mars 2016	juin 2016	septembre 2016	décembre 2016
Socle seulement (1)	17 043	16 995	17 052	17 267	16 753	16 589	15 665	15 605
Activité seulement (2)	13 793	14 392	14 815	14 824	47 792	69 675	81 985	86 873
rSa socle + rSa activité ou Prime d'activité (3)	7 705	7 937	8 265	8 381	8 012	7 500	8 380	9 280
Total	38 541	39 324	40 132	40 472	72 557	93 764	106 030	111 758
rSa socle (=1)	17 043	16 995	17 052	17 267	16 753	16 589	15 665	15 605
rSa activité ou Prime d'activité (=2+3)	21 498	22 329	23 080	23 205	55 804	77 175	90 365	96 153
Non salariés RSA+Prime d'activité	12 245	12 330	12 588	14 496	24 111	30 151	35 135	37 815
Salariés RSA+Prime d'activité	26 296	26 994	27 544	25 976	48 446	63 613	70 895	73 943

Tableau 37

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA socle uniquement en décembre 2016

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	31	44	75
Allier	68	49	117
Ardèche	81	64	145
Cantal	72	32	104
Drôme	74	311	385
Isère	54	42	96
Loire	47	133	180
Haute-Loire	37	33	70
Rhône	38	289	327
Puy-de-Dôme	38	44	82
Savoie	14	21	35
Haute-Savoie	10	26	36
Auvergne-Rhône-Alpes	564	1 088	1 652
Côte-d'Or	30	65	95
Doubs	s	s	70
Jura	32	62	94
Nièvre	30	46	76
Haute-Saône	32	61	93
Saône-et-Loire	42	150	192
Territoire de Belfort	s	s	14
Yonne	42	125	167
Bourgogne-Franche Comté	228	573	801
Côtes-d'Armor	71	207	278
Finistère	76	263	339
Ille-et-Vilaine	86	73	159
Morbihan	79	156	235
Bretagne	312	699	1 011
Cher	43	123	166
Eure-et-Loir	17	51	68
Indre	25	44	69
Indre-et-Loire	46	90	136
Loir-et-Cher	32	98	130
Loiret	27	99	126
Centre-Val de Loire	190	505	695
Ardennes	27	94	121
Aube	27	210	237
Marne	22	113	135
Haute-Marne	30	111	141
Meurthe-et-Moselle	28	179	207
Meuse	32	38	70
Moselle	14	45	59
Haut-Rhin	6	64	70
Bas-Rhin	18	64	82
Vosges	40	106	146
Grand-Est	244	1 024	1 268
Aisne	24	174	198
Nord	48	307	355
Oise	24	138	162
Pas-de-Calais	77	752	829
Somme	28	102	130
Hauts-de-France	201	1 473	1 674
Île-de-France	23	56	79

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Calvados	45	140	185
Eure	16	34	50
Manche	60	77	137
Orne	33	42	75
Seine-Maritime	54	37	91
Normandie	208	330	538
Charente	101	183	284
Charente-Maritime	107	348	455
Corrèze	34	51	85
Creuse	53	35	88
Dordogne	93	160	253
Gironde	117	340	457
Landes	48	65	113
Lot-et-Garonne	77	281	358
Pyrénées-Atlantiques	65	81	146
Deux-Sèvres	21	90	111
Vienne	99	146	245
Haute-Vienne	78	110	188
Nouvelle-Aquitaine	893	1 890	2 783
Ariège	83	84	167
Aude	108	102	210
Aveyron	47	23	70
Gard	88	359	447
Haute-Garonne	82	109	191
Gers	56	104	160
Hérault	97	415	512
Lot	20	21	41
Lozère	46	34	80
Hautes-Pyrénées	68	54	122
Pyrénées-Orientales	105	232	337
Tarn	53	73	126
Tarn-et-Garonne	37	147	184
Occitanie	890	1 757	2 647
Loire-Atlantique	106	114	220
Maine-et-Loire	52	240	292
Mayenne	12	57	69
Sarthe	18	78	96
Vendée	45	72	117
Pays-de-Loire	233	561	794
Alpes-de-Haute-Provence	60	35	95
Hautes-Alpes	19	44	63
Alpes-Maritimes	17	33	50
Bouches-du-Rhône	125	339	464
Var	95	254	349
Vaucluse	68	475	543
Provence-Alpes-Côte d'Azur	384	1 180	1 564
Corse	49	50	99
TOTAL	4 419	11 186	15 605

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

Tableau 38

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable à la Prime d'activité en décembre 2016

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	196	580	776
Allier	572	557	1 129
Ardèche	587	492	1 079
Cantal	1 254	374	1 628
Drôme	469	902	1 371
Isère	441	508	949
Loire	866	668	1 534
Haute-Loire	1 087	243	1 330
Rhône	398	587	985
Puy-de-Dôme	975	539	1 514
Savoie	147	223	370
Haute-Savoie	153	308	461
Auvergne-Rhône-Alpes	7 145	5 981	13 126
Côte-d'Or	153	465	618
Doubs	275	351	626
Jura	197	330	527
Nièvre	255	259	514
Haute-Saône	200	308	508
Saône-et-Loire	482	680	1 162
Territoire de Belfort	19	38	57
Yonne	169	450	619
Bourgogne-Franche Comté	1 750	2 881	4 631
Côtes-d'Armor	745	1 572	2 317
Finistère	655	1 865	2 520
Ille-et-Vilaine	444	828	1 272
Morbihan	328	1 087	1 415
Bretagne	2 172	5 352	7 524
Cher	230	431	661
Eure-et-Loir	78	332	410
Indre	343	415	758
Indre-et-Loire	260	622	882
Loir-et-Cher	145	544	689
Loiret	122	537	659
Centre-Val de Loire	1 178	2 881	4 059
Ardennes	147	323	470
Aube	120	622	742
Marne	88	838	926
Haute-Marne	203	342	545
Meurthe-et-Moselle	106	406	512
Meuse	106	273	379
Moselle	112	279	391
Haut-Rhin	124	454	578
Bas-Rhin	130	543	673
Vosges	305	399	704
Grand-Est	1 441	4 479	5 920
Aisne	144	720	864
Nord	334	1 614	1 948
Oise	95	624	719
Pas-de-Calais	493	2 120	2 613
Somme	212	666	878
Hauts-de-France	1 278	5 744	7 022
Île-de-France	135	1 119	1 254

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Calvados	468	907	1 375
Eure	141	510	651
Manche	960	962	1 922
Orne	459	427	886
Seine-Maritime	313	828	1 141
Normandie	2 341	3 634	5 975
Charente	304	737	1 041
Charente-Maritime	330	1 489	1 819
Corrèze	441	464	905
Creuse	608	304	912
Dordogne	570	892	1 462
Gironde	346	2 996	3 342
Landes	219	629	848
Lot-et-Garonne	377	1 255	1 632
Pyrénées-Atlantiques	810	701	1 511
Deux-Sèvres	461	889	1 350
Vienne	255	626	881
Haute-Vienne	458	568	1 026
Nouvelle-Aquitaine	5 179	11 550	16 729
Ariège	260	271	531
Aude	499	638	1 137
Aveyron	1 138	604	1 742
Gard	333	1 213	1 546
Haute-Garonne	318	547	865
Gers	331	491	822
Hérault	405	1 400	1 805
Lot	425	400	825
Lozère	501	155	656
Hautes-Pyrénées	292	230	522
Pyrénées-Orientales	345	1 332	1 677
Tarn	577	550	1 127
Tarn-et-Garonne	459	628	1 087
Occitanie	5 883	8 459	14 342
Loire-Atlantique	609	1 488	2 097
Maine-et-Loire	876	1 964	2 840
Mayenne	671	456	1 127
Sarthe	441	753	1 194
Vendée	783	1 002	1 785
Pays-de-Loire	3 380	5 663	9 043
Alpes-de-Haute-Provence	247	317	564
Hautes-Alpes	282	251	533
Alpes-Maritimes	84	363	447
Bouches-du-Rhône	226	1 034	1 260
Var	187	940	1 127
Vaucluse	329	1 539	1 868
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 355	4 444	5 799
Corse	159	570	729
TOTAL	33 396	62 757	96 153

Source : MSA

2.6.9 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2012 à 2016

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) est une prestation d'Etat, destinée à apporter une aide financière aux personnes handicapées disposant de revenus modestes.

Pour bénéficier de l'AAH, le demandeur doit résider de façon permanente en France ou être ressortissant d'un pays ayant conclu une convention de réciprocité en matière d'AAH, être âgé de plus de 16 ans et avoir cessé de réunir les conditions exigées pour ouvrir droit à l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

Il doit être atteint d'une incapacité permanente d'au moins 80 % ou depuis le 1^{er} janvier 1994 d'au moins 50 % lorsque compte tenu de son handicap, il se trouve dans l'impossibilité reconnue de se procurer un emploi.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) peut être versée à plusieurs membres d'une même famille.

Tableau 39

Nombre d'allocataires de l'AAH au 31 décembre de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Non-salariés	8 150	7 852	7 512	7 311	7 106	-2,8
Salariés	24 271	24 470	24 303	24 993	25 648	2,6
Total	32 421	32 322	31 815	32 304	32 754	1,4

Source : MSA

Tableau 40

Nombre de foyers bénéficiaires de l'AAH au régime agricole au 31 décembre 2016

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ain	29	359	388
Allier	138	440	578
Ardèche	97	125	222
Cantal	111	151	262
Drôme	83	206	289
Isère	67	109	176
Loire	104	220	324
Haute-Loire	290	96	386
Rhône	44	145	189
Puy-de-Dôme	115	123	238
Savoie	33	91	124
Haute-Savoie	13	77	90
Auvergne-Rhône-Alpes	1 124	2 142	3 266
Côte-d'Or	35	166	201
Doubs	s	s	s
Jura	49	61	110
Nièvre	81	154	235
Haute-Saône	53	134	187
Saône-et-Loire	95	443	538
Territoire de Belfort	s	s	s
Yonne	47	204	251
Bourgogne-Franche Comté	406	1 253	1 659
Côtes-d'Armor	210	817	1 027
Finistère	186	794	980
Ille-et-Vilaine	167	475	642
Morbihan	148	789	937
Bretagne	711	2 875	3 586
Cher	45	199	244
Eure-et-Loir	25	183	208
Indre	83	326	409
Indre-et-Loire	39	285	324
Loir-et-Cher	35	141	176
Loiret	21	262	283
Centre-Val de Loire	248	1 396	1 644
Ardennes	26	99	125
Aube	18	230	248
Marne	20	239	259
Haute-Marne	25	116	141
Meurthe-et-Moselle	30	199	229
Meuse	38	62	100
Moselle	46	73	119
Haut-Rhin	30	173	203
Bas-Rhin	27	99	126
Vosges	51	115	166
Grand-Est	311	1 405	1 716
Aisne	30	238	268
Nord	75	613	688
Oise	21	257	278
Pas-de-Calais	82	556	638
Somme	38	152	190
Hauts-de-France	246	1 816	2 062
Île-de-France	19	273	292

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Calvados	61	270	331
Eure	26	186	212
Manche	282	533	815
Orne	68	98	166
Seine-Maritime	46	171	217
Normandie	483	1 258	1 741
Charente	114	454	568
Charente-Maritime	87	975	1 062
Corrèze	148	398	546
Creuse	147	209	356
Dordogne	143	388	531
Gironde	83	1 258	1 341
Landes	68	286	354
Lot-et-Garonne	132	556	688
Pyrénées-Atlantiques	208	445	653
Deux-Sèvres	109	288	397
Vienne	33	307	340
Haute-Vienne	159	335	494
Nouvelle-Aquitaine	1 431	5 899	7 330
Ariège	51	176	227
Aude	88	121	209
Aveyron	329	204	533
Gard	33	433	466
Haute-Garonne	71	192	263
Gers	165	191	356
Hérault	82	671	753
Lot	118	324	442
Lozère	92	68	160
Hautes-Pyrénées	79	206	285
Pyrénées-Orientales	59	687	746
Tarn	148	137	285
Tarn-et-Garonne	113	193	306
Occitanie	1 428	3 603	5 031
Loire-Atlantique	112	636	748
Maine-et-Loire	85	463	548
Mayenne	95	140	235
Sarthe	52	337	389
Vendée	120	371	491
Pays-de-Loire	464	1 947	2 411
Alpes-de-Haute-Provence	17	110	127
Hautes-Alpes	20	59	79
Alpes-Maritimes	31	329	360
Bouches-du-Rhône	22	178	200
Var	38	396	434
Vaucluse	33	465	498
Provence-Alpes-Côte d'Azur	161	1 537	1 698
Corse	74	244	318
TOTAL	7 106	25 648	32 754

Source : MSA

s = Données confidentielles en applications des règles des secrets statistiques

Auvergne-Rhône-Alpes

01 Ain
03 Allier
07 Ardèche
15 Cantal
26 Drôme
38 Isère
42 Loire
43 Haute-Loire
69 Rhône
63 Puy-de-Dôme
73 Savoie
74 Haute-Savoie

Bourgogne-Franche Comté

21 Côte-d'Or
25 Doubs
39 Jura
58 Nièvre
70 Haute-Saône
71 Saône-et-Loire
90 Territoire de Belfort
89 Yonne

Bretagne

22 Côtes-d'Armor
29 Finistère
35 Ille-et-Vilaine
56 Morbihan

Centre-Val de Loire

18 Cher
28 Eure-et-Loir
36 Indre
37 Indre-et-Loire
41 Loir-et-Cher
45 Loiret

Grand-Est

08 Ardennes
10 Aube
51 Marne
52 Haute-Marne
54 Meurthe-et-Moselle
55 Meuse
57 Moselle
68 Haut-Rhin
67 Bas-Rhin
88 Vosges

Hauts-de-France

02 Aisne
59 Nord
60 Oise
62 Pas-de-Calais
80 Somme

Ile de France

91 Essonne
75 Paris
92 Hauts-de-Seine
77 Seine-et-Marne
93 Seine-Saint-Denis
94 Val-de-Marne
95 Val-d'Oise
78 Yvelines

Normandie

14 Calvados
27 Eure
50 Manche
61 Orne
76 Seine-Maritime

Nouvelle-Aquitaine

16 Charente
17 Charente-Maritime
19 Corrèze
23 Creuse
24 Dordogne
33 Gironde
40 Landes
47 Lot-et-Garonne
64 Pyrénées-Atlantiques
79 Deux-Sèvres
86 Vienne
87 Haute de Vienne

Occitanie

09 Ariège
11 Aude
12 Aveyron
30 Gard
32 Gers
31 Haute-Garonne
65 Hautes-Pyrénées
34 Hérault
46 Lot
48 Lozère
66 Pyrénées-Orientales
82 Tarn-et-Garonne
81 Tarn

Pays-de-Loire

44 Loire-Atlantique
49 Maine-et-Loire
53 Mayenne
72 Sarthe
85 Vendée

Provence-Alpes-Côte d'Azur

04 Alpes-de-Haute-Provence
06 Alpes-Maritimes
13 Bouches-du-Rhône
05 Hautes-Alpes
83 Var
84 Vaucluse

Corse

2A Corse-du-Sud
2B Haute-Corse

Sigles cités

AA	Allocation d'adoption
AAH	Allocation aux adultes handicapés
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocation familiale
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AGED	Allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	Allocation logement à caractère familial
ALS	Allocation logement à caractère social
AMEXA	Assurance maladie des exploitants agricoles
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASA	Assurances sociales agricoles
ASF	Allocation de soutien familial
AT	Accidents du travail
ATEXA	Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles
AVA	Assurance vieillesse agricole
AVI	Assurance vieillesse individuelle
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles
CANAM	Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CF	Complément familial
CMU	Couverture maladie universelle
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CSPSA	Conseil supérieur des prestations sociales agricoles
FFIPSA	Fonds de financement des prestations sociales agricoles
GAMEX	Groupeement des assureurs maladie pour les exploitants agricoles
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
MSA	Mutualité sociale agricole
ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce
PACS	Pacte civil de solidarité
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PCO	Prestation conventionnelle
PFA	Prestations familiales agricoles
RCO	Retraite complémentaire obligatoire
RSA	Revenu de solidarité active
RMI	Revenu minimum d'insertion
SICAE	Société d'intérêt collectif agricole en électricité
SMI	Surface minimum d'installation
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

MSA Caisse Centrale

Direction des Statistiques, des Etudes et des Fonds

Luminem

19, rue de Paris-CS50070

Tél. : 01 41 63 77 77

93013 Bobigny cedex

www.msa.fr



L'essentiel & plus encore